

Des Français conquérants

L'INFORMATICIEN Cap Gemini en Grande-Bretagne, les cimenteries Lafarge en Allemagne de l'Est, le pétrolier Elf en Espagne, les hôtels Accor aux États-Unis, le groupe Tapie en Allemagne de l'Ouest... La liste des conquêtes françaises s'allonge chaque jour. Leurs capacités financières réelles, les entreprises multiplient les acquisitions en France mais aussi à l'étranger. Tous les secteurs sont concernés : l'industrie, le bâtiment, les travaux publics, les services. Tous les pays le sont aussi pour la réalisation des achats, mais avec une préférence pour les États-Unis et l'Europe des Douze.

Les chiffres sont éloquentes. Les capitaux français investis à l'étranger ont dépassé les 20 milliards de francs en 1989 à 107 milliards l'an passé. Un boom qui traduit les ambitions nouvelles des grands groupes et parfois de plus petits, sur des marchés devenus mondiaux. Croître, et croître vite, est devenue la meilleure stratégie dans la « guerre économique », la taille apportant des bénéfices à tous les niveaux. Plus large rentabilisation des frais de recherche et développement en élévation très rapide, emprise renforcée sur les circuits commerciaux, accès moins onéreux aux marchés financiers... les « effets d'échelle » deviennent l'obsession des dirigeants.

Le gouvernement se fâche. L'« internationalisation des entreprises françaises, et en son honneur, est très importante que nos entreprises, nos salariés, les ingénieurs, les ouvriers et techniciens, soient présents pour faire avancer une certaine idée de la France », a déclaré M. Bérégovoy mardi 17 juillet. « Cela fait un moment que le président de la République s'occupe un peu nos chefs d'entreprises », a ajouté le ministre des finances. Les entreprises y vont (à l'étranger). Très bien ! Qu'elles continuent !

Le mouvement est, il est vrai, exceptionnel par son ampleur dans l'histoire économique du pays. Il conduit à la constitution accélérée de « multinationales françaises » qui profitent de toutes les occasions qui se présentent - et elles sont nombreuses, internationalisées, le capitalisme français en sortira profondément modifié. En particulier, les rapports étroits qu'il a de tout temps, et sous tous les régimes, entretenus avec l'État seront probablement banalisés.

Ces investissements français ne font en réalité que combler un immense retard par rapport aux autres pays. Depuis 1960, les Américains ont investi à l'étranger 300 milliards de dollars, les Britanniques 183, les Japonais 113, les Allemands 75 et les Français seulement 57 milliards. Mais l'offensive est nouvelle, parfois voyante, et elle commence à inquiéter.

Le quotidien des milieux d'affaires britanniques « Financial Times » a dénoncé les « ambitions géopolitiques » des entreprises françaises soutenues plus ou moins ouvertement par le gouvernement. Une étude réalisée par la société financière américaine Translink souligne aujourd'hui que les groupes nationalisés français sont en pointe dans l'offensive. Il est vrai qu'étant propriété de l'État, ils ne peuvent être achetés, alors qu'ils peuvent acquérir toutes les sociétés privées. A chacun de choisir ses armes. Quel qu'il en soit, la diplomatie économique française devra prêter attention aux irritations croissantes qu'elles risquent de provoquer.

M 0147 - 7190 - 5.00 F



La conférence « 2 + 4 », l'unification de l'Allemagne et le nouvel équilibre européen

La frontière germano-polonaise est définitivement acceptée

Les ministres des affaires étrangères des deux États allemands, des États-Unis, de France, de Grande-Bretagne et d'URSS, ainsi que de Pologne, ont définitivement fixé, mardi 17 juillet à Paris, la frontière germano-polonaise Oder-Neisse. Ils se sont mis d'accord sur le contenu, les modalités et le calendrier de l'acte juridique qui doit garantir son intangibilité. Il s'agit d'un traité conclu, très rapidement après l'unification, entre l'Allemagne et la Pologne. D'autre part, l'URSS aura bientôt un représentant auprès de l'OTAN.



Lire nos informations et l'article de CLAIRE TRÉAN page 4

La défaite de Sparte

par André Fontaine

AVEC le feu vert donné par Gorbatchev à la réunification de l'Allemagne et à son maintien dans l'OTAN, la guerre froide s'achève donc aux lieux mêmes où elle était née. On l'a plus d'une fois comparée à la lutte qui, vingt-sept années durant, opposa l'austère Sparte, continentale, despotique et militariste à l'opulente, démocratique et maritime Athènes, dont la description classique par Périclès, dans le récit de Thucydide, évoque si bien l'Amérique d'aujourd'hui : « Telle est la puissance de notre cité que les biens de toute la Terre y affluent. Nous en arrivons à consommer les productions des autres peuples comme si elles étaient nées dans notre pays. [...] Nous ne sommes pas de ceux qui pensent que les paroles nuisent à l'action. Nous estimons plutôt qu'il est dangereux de passer

aux actes avant que la discussion nous ait éclairés sur ce qu'il y a à faire (1) ».

Ces principes n'empêchèrent pas Athènes, dont l'expansionnisme, pour ne pas dire l'impérialisme, heurtait de front l'individualisme des cités grecques, de succomber au siège imposé par Lysandre et de devoir purement et simplement capituler. Ce précédent a longtemps hanté les amateurs de Realpolitik. Il leur paraissait aller de soi que dans l'affrontement entre la démocratie et le totalitarisme les cartes étaient par trop inégales. Et c'est ainsi que nombre d'anticommunistes en étaient venus à croire, tout autant que les adorateurs du prétendu « sens de l'histoire », le communisme irréversible, sinon voué à la victoire finale.

Lire la suite page 4

(1) Thucydide, *La Guerre du Péloponnèse*, traduction de Denis Roussel - Le Livre de poche, Gallimard, 1964.

Nuages sur la présidence Bush

Malgré des succès diplomatiques, la popularité du chef de la Maison Blanche est en baisse
Les préoccupations sont d'ordre intérieur

WASHINGTON

de notre correspondant

La longue, inépuisable lune de miel entre le président Bush et l'opinion américaine est-elle en voie de se terminer ? Longtemps exceptionnels, les sondages de popularité ne sont plus que bons, et des nuages ont envahi le ciel : la hausse, désormais inéluctable, des impôts, et les ennemis de Neil Bush, l'un des fils du président, sans compter un certain vague à l'âme général quant au rôle désormais dévolu aux États-Unis dans le monde.

Rien à craindre pourtant dans

l'immédiat du côté de la politique étrangère. Au terme des premiers dix-huit mois de la présidence Bush, les Américains semblent toujours largement satisfaits de l'action internationale d'un homme qui, pour l'essentiel, paraît gérer raisonnablement des événements qui échappent largement à son emprise et à celle des États-Unis : 67 % des Américains approuvent, selon un sondage publié conjointement par la chaîne NBC et le *Wall Street Journal*, le 13 juillet.

En principe, M. Bush vient même d'enregistrer un nouveau « succès », puisque l'objectif que

s'étaient fermement fixés les États-Unis - obtenir qu'une Allemagne unie puisse trouver une place à part entière dans l'OTAN - est désormais atteint.

Bien entendu les officiels, le président en tête, ont applaudi des deux mains l'accord réalisé entre MM. Kohl et Gorbatchev. Mais nul ne peut se dissimuler que M. Bush n'était pas directement de la fête, et que le chancelier allemand s'est fort bien débrouillé tout seul. Sans doute le président américain, qui a tout fait ces derniers mois pour être agréable à M. Kohl, est-il en droit d'attendre de la

reconnaissance. Mais pour combien de temps ? La « bonne » nouvelle a d'ailleurs été accueillie à Washington avec plus de perplexité que d'enthousiasme, et la chaîne NBC a par exemple relevé que lors de la conférence de presse consécutive à la réunion « 2 + 4 », à Paris, M. Baker avait dû attendre près d'une heure avant qu'un journaliste ne songe à lui poser une question. Encore était-ce un journaliste américain...

JAN KRAUZE

Lire la suite page 6

La guerre au Liban

Des dizaines de morts dans les combats inter-chrétiens page 6

L'avenir de Gallimard

Un partenaire italien pour la NRF page 21

Policiers

trafiquants d'armes

Un vaste réseau organisé depuis cinq ans entre le Liban et la France page 16

Tuffier dépose

son bilan

La société de Bourse a été victime d'un marché déprimé et d'une trop grande ambition page 21

Le sommaire complet se trouve page 28

Un budget de priorités...

Dans ses directives, M. Rocard privilégie pour 1991 l'éducation et la recherche. Il engage la chasse aux dépenses « désuètes »

« Plus d'écoles, moins de canons. » Le projet de budget pour 1991 aurait pu s'inspirer de ce slogan des pacifistes. Tel n'est pas tout à fait le cas. Les lettres, plaidoyers envoyés mardi 17 juillet par le premier ministre à tous les membres du gouvernement traduisent certes une incontestable priorité à l'éducation. Mais contrairement aux politiques engagées par la plupart des grands pays occidentaux (États-Unis, Allemagne fédérale, Pays-Bas...), la France ne réduira pas, dans son prochain budget, ses dépenses militaires globales.

N'ayant pu trancher plus fermement, Matignon a accordé à M. Jean-Pierre Chevènement, le ministre de la défense, une augmentation de ses dépenses de 3 % - légèrement supérieure donc à l'inflation prévue (2,5 %). Face à la traditionnelle avalanche de priorités qui proviennent de tous les départements ministériels, Matignon et Bercy ont eu beaucoup de mal à trancher. La volonté de limiter à 5,3 % ou 5,4 % la hausse des dépenses n'a pu être respectée. Elles augmenteront en définitive d'environ 5,5 % - au même rythme que la production en valeur - pour atteindre quelque 1 285 milliards de francs.

Mais pour « respecter les objec-

tifs de maîtrise des finances publiques », le premier ministre a introduit une innovation dans sa lettre. Il demande aux ministres de raboter un peu en réduisant du plafond annoncé « un montant d'économies égal à 0,4 % des dotations de la loi de finances initiale 1990 hors personnel ». Pour la première fois, M. Rocard remet ainsi en cause les services votés - une petite révolution dans la procédure budgétaire.

Il s'appuie pour cela sur les propos récents du président de la République, les ministres devant prioritairement s'attaquer aux « structures et interventions devenues aujourd'hui désuètes ». Le montant total des économies sup-

plémentaires ainsi attendues devrait s'élever à 2 milliards de francs.

L'éducation nationale et le budget civil de la recherche sont les deux principaux bénéficiaires des choix du gouvernement. Après avoir tenté, jusqu'à la dernière minute, de grappiller quelques créations de postes supplémentaires, M. Lionel Jospin obtient un budget richement doté. L'ensemble des crédits de l'éducation nationale (près de 80 % sont des salaires) augmentent l'an prochain de 9 %.

ERIK IZRAELEWICZ

Lire la suite page 22

Frissons fin de siècle

Le feuilleton de JEAN-PIERRE RIOUX

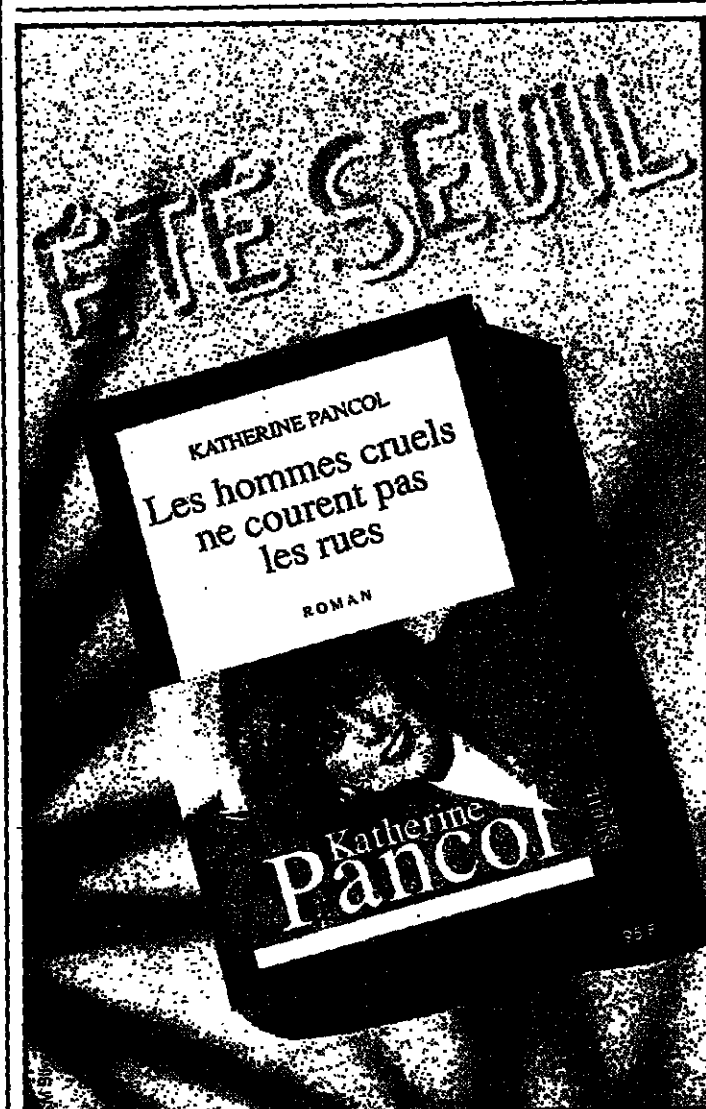
3. - La République sans Thermidor

page 2

ILE-DE-FRANCE

- Sécurité : une expérience d'otage dans le 11^e arrondissement.
- Loisirs : trajectoire incertaine pour la Planète magique.
- Nomades : des aires d'accueil à Mame-la-Vallée.

page 20



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 7 DH; Tunisie, 850 m.; Allemagne, 2,20 DM; Autriche, 22 SCH; Belgique, 33 FB; Canada, 2,26 S.CAN; Antilles-Réunion, 8 F; Côte d'Ivoire, 488 F.CFA; Danemark, 12 KR; Espagne, 175 PTA; G.-B., 70 p.; Grèce, 180 DR; Irlande, 90 p.; Italie, 2 000 L.; Luxembourg, 33 FL; Norvège, 13 KRN; Pays-Bas, 2,50 FL; Portugal, 150 ESC; Sénégal, 375 F.CFA; Suède, 14 KR; Suisse, 1,70 FS; USA, 1,75 S; USA (hors), 2 S.

سكرا من الاموال

صكذامنا الاصل

2 Le Monde • Jeudi 19 juillet 1990 •••

Frissons fin de siècle

1889-1900

par Jean-Pierre Rioux



À la Comédie-Française, Thermidor, une pièce de Victorien Sardou, fait scandale en évoquant le Terreur.

efface». Le général fut donc vaincu en 1889. Mais sa défaite a donné le frisson politique à une République qui avait cru pourtant toucher enfin au port.

Alors, « tout redevenait un vague marais », note le très boulangiste Maurice Barrès. Le mot est injuste. Car la « concentration républicaine » des opportunistes et des radicaux modérés vainqueurs du « Saint-Arnaud de café-concert » va de l'avant. Elle a gagné les élections de 1889, elle gagnera celles de 1893. Signera l'alliance avec la Russie. Protègera l'agriculture par une solide barrière douanière à l'instigation de Jules Méline. Et sollicitera à bon escient le gros tas de laine des Français : l'emprunt du 10 janvier 1891, ouvert pour 860 millions au moment précis où les combattants de Thermidor s'ébranlent, fut couvert en quelques jours à hauteur de 14 milliards et demi, en signe éclatant d'une puissance financière joliment reconstruite depuis 1870.

ELLE enregistra même avec satisfaction les premiers signes d'un ébranlement qu'on avait cru impensable et qui devait à terme conforter le régime : le ralliement de catholiques jusqu'alors massivement dévoués au royalisme. Celui-ci avait été annoncé dès janvier 1890 à Alger, sur injonction du pape, par le cardinal Lavergne portant un toast devant l'état-major – fort légitimiste, et donc tout ébahi – de l'escadre de Méditerranée : « Quand la volonté d'un peuple s'est nettement affirmée, dit-il, que la forme d'un gouvernement n'a en soi rien de contraire, comme le proclamaient dernièrement Léon XIII, aux principes qui peuvent faire vivre les nations chrétiennes et civilisées, lorsqu'il faut, pour arracher son pays aux abîmes qui le menacent, l'adhésion sans arrière-pensée à cette forme de gouvernement, le moment vient [...] de sacrifier tout ce que la conscience et l'honneur permettent, ordonnent à chacun de nous de sacrifier pour l'amour de la patrie. » Stupeur ! Des laïcs farouches, qui subodoraient une manœuvre jésuitique. Des royalistes en larmes. Des évêques dérangés dans leur confortable hostilité à 1789. Des fidèles qui trahirent les pieds. Mais quelle habileté ! Léon XIII avait bien vu qu'en acceptant les institutions de la République les catholiques pourraient contribuer à en changer la législation, endiguer ainsi à terme les effets ravageurs pour la foi des lois scolaires laïques, traduire en actes la doctrine sociale de l'Église qu'a résumée en mai 1891 l'encyclique *Rerum Novarum*, entrer plus aisément dans l'administration et en Parlement. Refus de la politique du pire, lutte contre le désordre social, haute affirmation du patriotisme : dans un mélange de fidélités promises et d'ambitions tactiles, le ralliement amorça un lent travail qui bouleversera l'esprit public et dont on mesurera les pleins effets en 1914.

Il reste que tant de signes favorables n'ont pas conforté la République modérée, dont l'ambition s'épuise jusqu'en 1898, bousculée par le scandale de Panama, la vague anarchiste et l'affaire Dreyfus. Sa victoire en 1889 a certes fortifié le mythe révolutionnaire fondateur, en scellant la défense de la République sur le « bloc ». Mais, note Odile Rudelle, elle « va enfermer encore un peu plus la définition républicaine à l'intérieur d'elle-même ». En bref, la rendre trop courte et trop datée pour maîtriser les nouveautés « fin de siècle », celles dont le boulangisme a précisément signalé la violence sociale active. Deux d'entre elles vont peu à peu envahir la scène, en signalant, chacune à sa façon, qu'on a changé d'époque et que les masses impatientes réclament leur dû. Un socialisme se cherche, des ouvriers s'unissent et s'insurgent : à Fourmies, le 1^{er} mai 1891, l'armée de la République opportuniste répond par un massacre. Le patriotisme républicain de la revanche sur l'Allemagne a été transféré par le boulangisme sur les rives d'un nationalisme autoritaire et antiparlementaire : là aussi, la poudre est sèche. Les lendemains de la « concentration républicaine » ne chanteront pas.

3. La République sans Thermidor

La France est invitée à faire bloc autour d'une Révolution « une et indivisible ». Divine surprise : les catholiques, jusqu'alors massivement royalistes, manifestent les premiers signes d'un ralliement à la République.

LE froid fut terrible en janvier 1891. Le thermomètre chuta pendant plusieurs semaines jusqu'à -25°. L'embâcle de la Seine rappelait la banquise, et l'on circulait librement à pied d'une rive à l'autre dans Paris et ses environs. La navigation fut bloquée par les glaces jusqu'à Lyon, Marseille et Toulon. Des loups-réfugiés de Sibérie se mirent à errer dans le Massif central, enfouï dans les congères. Il neigea même, c'est tout dire, à Alger. Dans toutes les grandes villes, les pauvres sans logis grelotaient autour de brasseries de fortune. Des morts, des secours insuffisants votés en hâte par les édiles, de grands émois de philanthropie privée : tout signala la vraie catastrophe.

L'air polaire, pourtant, n'avait pas engourdi les bataillons de pékins et de sergents de ville qui s'échauffèrent en chœur, à leur façon, dans des salles de spectacles, douillettes, et à leurs alentours, glacées. Ainsi, les idolâtres de Wagner, si nombreux à l'époque et très décidés, défendirent à coups de poings et de cannes la première tournée française de *Lohengrin*, contre de jeunes patriotes peu disposés à laisser la musique prussienne passer la rampe.

Mais c'est à la Comédie-Française que l'affaire prit vilaine tournure. On y jouait un *Thermidor* signé par Victorien Sardou, le vieux routier de la comédie de mœurs qui ne dédaignait pas, de temps à autre, l'emphase d'un drame historique. L'intrigue, compliquée, décrivait au 9-Thermidor un Paris sinistre, tenu par des tricoiteuses avinées et les agents de Robespierre pourvoyeurs de la guillotine. D'une obscure affaire de substitution d'un dossier du Tribunal révolutionnaire, il ressortait au dernier acte que Fabienne, la belle enfant sage, et son cher Martial, le héros de Fleury, n'échapperaient pas à la mort et, morale de la fable, que la Révolution avait été terroriste à la fois et délibérément sanguinaire. Et la pièce, indulgente pour Danton, ne taillait pas à Robespierre, on s'en doute, un costume d'enfant de chœur.

Cet outrage à l'Incorruptible, cette réduction de l'épopée des droits de

l'homme aux excès de la Terreur, mirent le feu aux poudres. Aux royalistes ravis s'opposèrent les défenseurs du grand idéal. Des robespierristes sifflèrent copieusement le grand Coquelin et chahutèrent Sardou. Puis ils prièrent vivement le directeur des Beaux-Arts, qui avait autorisé la pièce, à comparaître sur la place du Palais-Royal pour y être livré au peuple souverain. Le chahut menaçant de dégénérer et le gouvernement étant interpellé, messieurs les censeurs firent alors marche arrière et suspendirent *sine die* les représentations.

L'affaire eût été enterrée si l'interpellation à la Chambre sur la liberté de l'art dramatique, le 29 janvier, n'avait ouvert une joute oratoire au cours de laquelle Georges Clemenceau, le radical de choc un brin emporté déjà dans le scandale de Panama, le Vendéen « bleu », la langue de vipère, le fin breteur, eut une formule qui passa à la postérité. La séance s'enténéra : Constant, ministre de l'Intérieur du cabinet Freycinet, défendait l'ordre public sans convaincre sa majorité, assez troublée ; Renaud commençait à effeuiller la marguerite des bons et des mauvais événements révolutionnaires. Alors Clemenceau se rua à la tribune pour « parler net et court » et « écarter toutes les tartuferies ».

D'un coup de gueule vengeur, il déplaca aussitôt le débat. Après s'être étonné que tant de monarchistes revendiquent à cette heure la succession de Danton, que des républicains tiédasses condamnent le Tribunal révolutionnaire après avoir institué une Haute Cour qui juge aujourd'hui à l'occasion les adversaires du régime, il lance : « Messieurs, que nous le voulions ou non, que cela nous plaise ou que cela nous choque, la Révolution française est un bloc. Un bloc dont on ne peut rien distraire. Parce que la vérité historique ne le permet pas. »

Le « bloc » autour d'une Révolution « une et indivisible » fait ainsi son entrée dans la vie politique, sous couvert de la « vérité historique » et dans la mêlée d'un combat séculaire qui ne s'apaisera pas de sitôt. « Et maintenant, conclut en effet Clemenceau, si vous voulez savoir pour-

quoi, à la suite de cet événement sans importance d'un mauvais drame à la Comédie-Française, il y a eu tant d'émotion dans Paris, et pourquoi il y a à l'heure présente tant d'émotion dans la Chambre, je vais vous le dire. C'est que cette admirable Révolution par qui nous sommes n'est pas finie, c'est qu'elle dure encore, c'est que nous en sommes encore les acteurs, c'est que ce sont toujours les mêmes hommes qui se trouvent aux prises avec les mêmes ennemis. Oui, ce que nos aïeux ont voulu, nous le voulons encore (applaudissements à gauche). Nous rencontrons les mêmes résistances. Vous êtes demeurés les mêmes ; nous n'avons pas changé. Il faut donc que la lutte dure jusqu'à ce que la victoire soit définitive. En attendant, je vous le dis bien haut, nous ne laisserons pas salir la Révolution française par quelque spéculation que ce soit, nous ne le tolérerons pas ; et, si le gouvernement n'avait pas fait son devoir, les citoyens auraient fait le leur ! » (Applaudissements répétés à gauche. L'orateur, regagnant son banc, est félicité par un grand nombre de ses collègues.)

AINSÍ Clemenceau a-t-il arraché un vote de confiance au gouvernement en refusant qu'on épiloguât plus longtemps pour ou contre Danton ou Robespierre. Dix ans plus tard, Waldeck-Rousseau, plus modéré que lui mais aussi peu modérément républicain, ouvrira le débat sur les congrégations religieuses, le 13 janvier 1901, par la formule : « Il faut choisir : être avec la Révolution et son esprit, ou avec la contre-Révolution contre l'ordre public. »

Il avait fallu un siècle pour trouver réponse à la question pendante depuis 1789 : comment combiner la souveraineté du peuple, dévotement saluée mais perçue comme bien redoutable, avec la représentation du même peuple, qu'on souhaitait démocratique mais sans mettre pour autant à mal l'autorité de l'État ? En 1875, quand des lois constitutionnelles furent acquiescées, puis en 1879, quand les républicains furent assez forts pour les mettre seuls en œuvre, le pouvoir législatif a raflé la mise en s'arrogeant d'un coup les attributs de la représentation populaire et la force du pouvoir régulier : la III^e République avait trouvé son équilibre institutionnel.

Une « couche sociale nouvelle » convoquée par Gambetta dès 1872, cette démocratie éclairée s'élevant par le travail, « ce monde de petits propriétaires, de petits industriels, de petits boutiquiers », avait applaudi. Une grande loi municipale, en avril 1884, l'avait mise en branle au

tréfonds des provinces. Ainsi, avec les classes moyennes de la charrie, de l'atelier, de la boutique et du bureau installées en position de force face au désordre révolutionnaire, aux grands intérêts aveugles et au cléricisme haïssable, la démocratie parlementaire avait à la fois promu l'idéal de 89 et acquis le tour de main social. La Révolution avait enfin balayé la contre-Révolution. Et c'est pourquoi un Thermidor n'était plus tolérable en 1891.

« L'ordre maintenu, sans efforts et sans troubles, les finances rétablies, l'armée refaite et grandement fortifiée, la République conquérante en Europe, à force de sagesse, de puissances et précieuses amitiés, peut-on reconnaître à des signes plus certains un gouvernement vivant et durable ? » Jules Ferry, l'homme qui avait posé la pierre angulaire de l'édifice en faisant voter les lois scolaires, prenait ainsi congé, le 17 mars 1893, quelques semaines avant sa mort, en grimpa au fauteuil de la présidence du Sénat.

L'apothéose républicaine, solennisée par le Centenaire de 1889, la victoire historique du « bloc », avaient pourtant connu, ajoutait Ferry, un « jour de péril immense » : le boulangisme. Car le « général Revanche », en mettant en cause le compromis forgé depuis 1870, en disant très haut que le parlementarisme était à la fois fragile, usurpateur de la volonté populaire et incapable d'affronter les nouveautés de la fin du siècle, avait affreusement agité la fourmilière. Se rallièrent à lui, à tout hasard, des miséreux et des dandys, des radicaux en appétit, des socialistes en quête de doctrine, des royalistes argentés et la fameuse oïdée des contre-révolutionnaires : un syndicat de mécontents et de revanchards. Le cocktail était trop fort pour la pauvre tête politique de Boulanger. D'autant, dira Ferry, que la réplique républicaine contre son « césarisme », menée pour l'essentiel par les opportunistes, fut « rapide, résolue ».

Pour en savoir plus

► Jules Ferry, de Jean-Michel Gailhard, Fayard, 1989.

► Boulanger fossyeur de la monarchie, de Philippe Levillain, Flammarion, 1982.

► Les débuts de la III^e République (1871-1898), de Jean-Marie Meyer, Le Seuil, 1973.

► La République absolue (1870-1889), d'Odile Rudelle, Publications de la Sorbonne, 1982.

Prochain épisode

« Le joujou patriotisme »

Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».

► Mercredi 18 juillet : La République sans Thermidor.

► Jeudi 19 juillet : Le joujou patriotisme.

ÉTRANGER

Les violences se poursuivent en Kirghizie

Quatre morts et une centaine de blessés

Quatre personnes ont été tuées au cours des dernières vingt-quatre heures dans la région kirghize de Ochi, à la frontière avec l'Ouzbékistan, lors de nouveaux affrontements entre Kirghizes et Ouzbeks, a annoncé mercredi 18 juillet l'agence Tass. Plus de cent personnes ont également été blessées depuis la reprise, le 14 juillet, des affrontements interethniques (nos dernières éditions du 18 juillet). Le bilan total de ce conflit, qui a éclaté le 4 juin, est de deux cent quatre morts officiellement recensés, ajoute l'agence.

Malgré toutes les mesures prises par les autorités, dont l'imposition du couvre-feu et l'envoi de renforts armés, « la situation reste tendue dans plusieurs villes. (...) A Ochi, les transports ne fonctionnent pas, les entreprises sont arrêtées et les magasins sont fermés », selon Tass. La ville est quadrillée par l'armée et surveillée par des hélicoptères, mais la population continue à se rassembler pour réclamer la démission du commandant militaire de la région, le général Viktor Gontcharov. Deux responsables locaux ont déjà été démis sous la pression populaire. — (AFP)

□ Un pirate de l'air soviétique, extradié. — Un pirate de l'air soviétique, Dimitri Semionov, dix-sept ans, a été extradié de Suède et remis mardi à la police soviétique. Deux autres jeunes Soviétiques, qui ont détourné des appareils sur Stockholm à la suite de ce premier cas, attendent une décision des autorités sur leur éventuelle expulsion, de même que ceux qui ont récemment détourné des avions vers Helsinki. — (AFP)

La Lituanie veut former ses propres unités militaires

Au lendemain de la proclamation de la souveraineté lituanienne qui prévoit notamment la création de « forces armées » républicaines, l'agence Tass a annoncé mercredi 18 juillet que la Lituanie a déjà voté une loi prévoyant la formation de ses propres unités militaires qui vient d'être promulguée. « Chaque citoyen de Lituanie qui a atteint l'âge de 19 ans et qui est physiquement apte doit faire sa période de service actif pour défendre le territoire », affirme une loi promulguée par le Soviet suprême de la République balte, a rapporté l'agence.

En vertu de cette loi, qualifiée de « provisoire », mais dont l'entrée en vigueur est néanmoins prévue à l'automne, les jeunes gens serviront douze mois « dans des unités gardant la frontière et les installations civiles, dans des brigades de pompiers et dans des équipes de secours ».

La Lituanie avait mené au printemps une épreuve de force avec Moscou pour tenter d'empêcher l'entrainement de ses conscrits dans l'armée soviétique, mais avait finalement accepté de suspendre l'ap-

plication des lois découlant de sa déclaration d'indépendance. En juin, pour obtenir la levée du blocus imposé par Moscou et l'ouverture de négociations, son Parlement a aussi accepté de suspendre sa déclaration d'indépendance pour une durée de 100 jours à partir de l'ouverture de négociations.

« Des préparatifs très approfondis »

Mais Vilnius semble maintenant traîner des pieds pour engager ces négociations : le président Landsbergis a en effet déclaré mardi, dans un entretien à la télévision soviétique, que ces négociations ne s'ouvriront probablement pas avant septembre, en raison des vacances d'un mois du Parlement lituanien, qui débute fin juillet. « Des préparatifs très approfondis sont nécessaires pour ces négociations », a-t-il expliqué.

Ce manque d'empressement à négocier avec le pouvoir central intervient alors que la Lituanie a engagé au début de cette semaine des négociations directes avec la Fédération de Russie, présidée par M. Boris Eltsine (Reuter).

BULGARIE

M. Nikolaï Todorov est élu président du Parlement

Les parlementaires bulgares ont élu, mardi 17 juillet, M. Nikolaï Todorov, candidat du Parti socialiste (ex-communiste), à la tête du parlement par 217 voix sur 400. Le nouveau président, professeur, membre de l'Académie des sciences, des Balkans et ancien diplomate, a notamment rappelé qu'il s'était opposé à la politique de « bulgarisation » de la minorité turque.

Le Parlement doit maintenant procéder à l'élection d'un nouveau président de la République à la suite de la démission forcée de M. Petar Miladenov, il y a dix jours. Le futur président devra obtenir la majorité des deux tiers du Parlement, majorité dont aucun parti ne dispose actuellement.

Le Parti socialiste, en dépit de ses 211 députés, doit donc compter sur le soutien de l'Union des forces démocratiques qui a, jusqu'à présent, refusé toute alliance avec les anciens communistes. — (AFP, AP)

EN BREF

□ ROUMANIE : rencontre entre le président Iliescu et les représentants des étudiants. — Le président roumain Ion Iliescu a reçu, mardi 17 juillet, les représentants de la Ligue des étudiants, dont le leader, M. Marian Munteanu, est emprisonné depuis le 18 juin. Les étudiants ont notamment demandé une amélioration des conditions de détention de leur président. Dans une lettre ouverte publiée mardi dans les journaux du groupe de presse belge Vers l'avenir, M. Doïna Cornea a réclamé, d'autre part, une enquête sous contrôle international sur les événements sanglants de juin et la libération des personnes arrêtées lors de la répression menée par des mineurs dans les rues de Bucarest. — (AFP)

□ RFA : l'ancien champion d'Europe dressait ses chevaux à coups de bâton. — M. Paul Schockemöhle, ancien champion d'Europe de saut d'obstacles et actuellement riche éleveur-négociant, a provoqué un scandale la semaine dernière lorsque la télévision l'a montré en train de « barrer » ses chevaux pour leur apprendre à sauter toujours plus haut. Cette technique, qui consiste à administrer des coups de bâton sur les jambes de l'animal, est interdite en RFA et par les règlements de la Fédération équestre internationale. L'émission télévisée a suscité un grand émoi en Allemagne de l'Ouest. La SPA nationale a porté plainte, mais la perquisition de police n'a cependant rien fait ressortir d'illégal. Un expert a été chargé d'établir si cet éleveur a effectivement acheté des chevaux à bas prix pour les revendre avec une forte plus-value, après les avoir « barrés ». — (Interim)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le retour d'un prince au château de Prague

VIENNE

de notre correspondante

« Être utile à mon pays et servir le président Havel, dans la tradition de ma famille » : rien de plus naturel pour l'héritier d'un des noms les plus illustres de l'histoire de l'empire austro-hongrois, Charles de Schwarzenberg, nommé chancelier, c'est-à-dire directeur de la présidence tchécoslovaque, par M. Vaclav Havel.

« Kari », comme l'appellent ses amis à Vienne, où il vit depuis plus de quarante ans, a expliqué devant la presse au château présidentiel de Prague, le Hradcany, où il aura désormais son bureau, qu'il s'agissait « un peu d'un retour aux sources ».

Né en 1937 à Prague au château familial, Charles de Schwarzenberg a quitté la Tchécoslovaquie à l'âge de onze ans avec sa famille, expulsée par les communistes. Les biens de la famille, déjà confisqués par les nazis qui n'avaient pu s'assurer la collaboration des Schwarzenberg, ont été nationalisés. Installé à Vienne et adopté en 1960 par son oncle, il devient héritier du titre et d'une des plus grosses fortunes d'Autriche.

« Hôtelier et sylvaire »

Cultivé, amateur de peinture moderne et familier des milieux intellectuels, il est de profession « hôtelier et sylvaire », dit-il : le prince dirige en effet un hôtel de luxe au palais Schwarzenberg à Vienne et gère les vastes terres familiales, avec deux cent cinquante employés et un chiffre d'affaires de quelque 110 millions de francs.

Au milieu des années 80, il se lance dans la défense active des

droits de l'homme à l'Est. Devenu président de la Fédération internationale d'Helsinki, il obtient en 1989 — avec le prix Nobel Lach Walesa — le prix du Conseil de l'Europe à Strasbourg. Parlant couramment le tchèque, il rencontre secrètement les dissidents Vaclav Havel, Jan Carnogursky ou Vaclav Maly et passe leurs messages à l'Ouest.

« Patriote et citoyen du monde »

Charles de Schwarzenberg possède la double nationalité suisse (par tradition familiale, il est citoyen de Zurich) et tchèque, que les communistes avaient omis par négligence de lui ôter. Marié à une comtesse de Hardegg et père de trois enfants, il se dit « patriote dans plusieurs pays ». En Autriche, où les socialistes dénoncent toujours le « cannibalisme » des Habsbourg, il a été pratiquement exclu de la vie politique.

Mais la réconciliation avec l'histoire semble poser moins de problèmes à la Tchécoslovaquie post-communiste : le prince est « un patriote et un citoyen du monde, un homme qui connaît notre histoire mieux que quiconque », a déclaré le président Havel.

WALTRAUD BARYLI

L'URSS SANS CLICHÉS



Goût balte

Russie, Pologne, Allemagne et Scandinavie n'ont jamais cessé de se mêler ici. Tous les peuples sans parler des juifs, y ont laissé leurs traces, mais chaque coin des pays baltes évoque autre chose encore. Sibériens, descendants d'avion, on en sent le goût dans ce mélange de lourds conformismes convenables et de tolérance tranquille, de cheveux longs et de stricts tailleurs de dames en chignon.

Pas de doute : ce parfum-là c'est celui qu'on respire à Amsterdam, Gdansk, Bergen ou Cracovie — celui de la Hanse qui quatre cents ans après son effacement semble encore se survivre dans ces affinités mystérieuses. C'était une ligue de villes marchandes qui fut deux siècles durant la grande puissance de l'Europe du Nord, sa culture et sa richesse. C'était la triomphe de la bourgeoisie avant les révolutions bourgeoises et partout où elle exista on retrouve ces demeures sereines et coquettes, cette harmonie d'un célèbre charme dont la discrétion n'est plus à dire.

Ici, l'on a beaucoup souffert et l'histoire plus que partout fut si abjecte que jusqu'à aujourd'hui il y a ceux qui commémorent les atrocités nazies et ceux qui dénoncent celles de Staline. Lettonie, Lituanie, Estonie faisaient partie du grand marché que possédèrent en 1939 les deux anthropophages du ving-

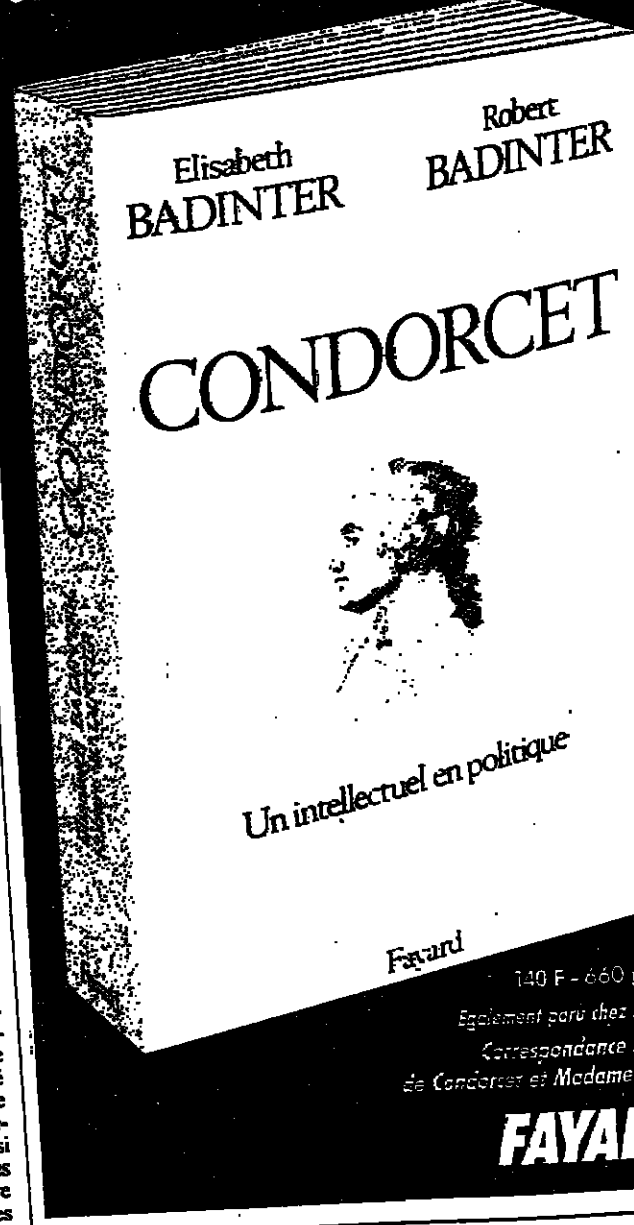
tième siècle. Vingt ans indépendantes, elles « rejoignirent » donc l'Union soviétique avant d'être occupées par Hitler et réoccupées par Staline.

Allez dater la « libération » là-dedans, allez dire aux déportés de Sibérie, aux rescapés de la Gestapo, qu'on ne peut se jeter des tyrans à la figure, et vous verrez leurs regards. Oui, ils savent — ceux, et vous les verrez aux deux — mais tout le surcroît, qui goûtèrent aux deux — mais tout le monde, c'est un fait, n'eut pas la même libération, il est des décennies de saloperie qu'il vaut mieux ne pas trop remuer, oublier même un temps de temps de perdre le souffle devant la beauté de Tartu, la majesté de Vilnius et le protestantisme baroque de Tallinn.

D'ailleurs, il faut se dépêcher. L'Ouest arrive et avec lui les touristes, les restaurations trop léchées, Coca-Cola et toutes les enseignes du village mondial. L'indépendance est proche. La Baltique renaît, le royaume de la Hanse s'éveille. Les pays baltes vont redevenir un carrefour, se voient déjà finlandais, grands intermédiaires entre le marché russe et ces investisseurs qu'apportent la steppe et le cyrillic. Au Nord du nouveau : le treizième siècle, réinventé par la perestroïka.

BERNARD GUETTA

UN INTELLECTUEL EN POLITIQUE



140 F - 660 pages
Également paru chez Fayard.
Correspondance inédite de Condorcet et Madame Suarès.

FAYARD

سكزا من الامم

A la réunion « 2 + 4 » de Paris

A map of Central Europe showing the Oder-Neisse line, which serves as the border between the German Democratic Republic (RDA) to the west and the Polish People's Republic (RDP) to the east. The map includes the following features:

- Geographical Labels:** DANEMARK, SUÈDE, MER BALTIQUE, URSS, POLOGNE, AUTRICHE, SUISSE.
- German Cities:** Hambourg, Hanovre, BERLIN, Magdebourg, RDA, Erfurt, Draisde, Stuttgart, Munich.
- Polish Cities:** VARSOVIE, Wrocław.
- Historical Regions:** POMERANIE, MAZURIE (les Prusse allemandes), SILESIE.
- Key Features:** Ligne Oder-Neisse, Frontière germano-polonaise en 1939.
- Scale:** 0, 100, 200 km.

Les concessions des Polonais

« Nous ne po

de notre correspondant

L'accord germano-soviétique

déclare M. Helmut Kohl

CLAIRE TRÉAN

Figure 1

Le Monde

DES LIVRES

Suite de la première page

(2) Publié sous la signature « X » dans *Foreign Affairs* de juillet 1947.

DIPLOMATIE

En visite officielle au Japon

M. Rocard veut lever les malentendus entre Paris et Tokyo

Le premier ministre quitte Paris, mercredi 18 juillet, pour une visite officielle de quatre jours au Japon.

TOKYO

de notre correspondant

Des trois premiers ministres français à s'être rendus au Japon, M. Michel Rocard aura sans doute la tâche la plus délicate : remédier à une détérioration du climat entre Paris et Tokyo. Derrière une cordialité superficielle, les relations franco-japonaises traversent une phase tendue. Malentendus et incompréhensions réciproques contribuent à créer un malaise.

Paradoxalement, alors que le discours politique se développe, les échanges franco-japonais se développent. La présence française au Japon s'étioffe, tandis que celle des Japonais en France se renforce. Bien que la France enregistre toujours un déficit commercial, qualifié par Paris d'« intolérable », le taux de couverture des ventes nippones par nos exportations s'améliore (41,8 %), en raison de la progression de ces dernières. L'importance du déficit commercial (30 milliards de francs) doit en réalité être nuancée : la France dégage un excédent de 10 milliards en matière de services (transports, tourisme). Il reste que les Japonais ne font guère d'efforts : les achats d'avions, par exemple, vont invariablement aux Américains.

Une réciprocité vainement attendue

Sujet d'amertume sinon de rancœur de Paris à l'égard des Japonais, la reconstruction du lycée français de Tokyo est à l'ordre du jour depuis dix ans. Vêtu et conçu pour 350 élèves, il est saturé (700 élèves à la rentrée prochaine). Compte tenu d'une prévision de croissance annuelle de la communauté française à Tokyo de 13 %, le seuil critique est franchi. Longtemps, les Français se sont bercés de l'espoir que les Japonais, qui ont reçu de la France un terrain sur le front de Seine à Paris (avec un bail emphytéotique de qua-

rante-cinq ans) pour y élever une Maison du Japon, feraient jouer la réciprocité. Le geste, d'autant plus attendu que les prix du terrain à Tokyo sont exorbitants, n'est pas venu.

Selon Paris, les deux parties s'étaient engagées à cette aide mutuelle lors de la rencontre en 1982 entre M. Mitterrand et le premier ministre de l'époque, M. Suzuki. Pour les Japonais, il y a eu malentendu : l'accord portait sur un centre culturel et non sur un lycée qui, en tant qu'école étrangère, ne concerne pas l'Etat japonais ; en outre, celui-ci n'aurait pas la même latitude que Paris en matière de disposition de terrain (le dernier dont il proposa de faciliter l'acquisition s'est révélé, après expertise, d'un prix sur-

Approches divergentes, manque de bonne volonté nipponne ? Paris compte se débrouiller seul. Mais l'aire est restée en travers de la gorge des Français, qui se réservent, dans un pays où la dette relève du contrat, à faire valoir un jour à leurs par-

naires celle qu'ils estiment ne pas avoir été honorée. Les amertumes nippones sont d'un autre ordre : Paris n'épaula guère Tokyo dans sa rentrée sur la scène diplomatique. Sur plusieurs dossiers, les vues divergent : le rétablissement de l'aide à la Chine et la référence aux îles revendiquées par le Japon et occupées par les Soviétiques dans la déclaration de Houston en sont un exemple. Les Japonais sont surtout marqués de l'opposition de la France à leur participation à des instances européennes telles que l'OTAN. Défenseur de l'orthodoxie du pacte, Paris fait valoir que le Japon est « hors zone ».

« Nippophobie » parisienne

Ces divergences de vues, normales dans toute relation entre Etats, sont d'autant plus amèrement ressenties à Tokyo que les relations franco-japonaises ont pris un ton pour le moins émotif. La « nippophobie » parisienne, qui dépasse le clivage gauche-droite, et les voix discordantes au

sein du gouvernement sur les investissements nippons en France perturbent les responsables japonais. Ils font certes la part des choses, conscients que la question du Japon s'inscrit aussi dans le jeu politique français.

Bien que la préparation de la visite de M. Rocard n'ait pas été exempte de telles menées (en témoignent les récentes déclarations de M. Cresson au *Journal du Dimanche*, voir le *Monde* du 10 juillet), les dirigeants japonais attendent du premier ministre des éclaircissements sur la position française à l'égard de Tokyo : compte tenu des discordances de vues et de l'absence d'une prise de position claire de l'Elysée ou de Matignon, c'est plutôt sur l'inconsistance et son incohérence qu'ils en retiennent. Il appartiendra au premier ministre de donner une approche fondatrice à la relation franco-japonaise, et de rétablir un rapport de forces.

PHILIPPE PONS

La mort de Roland de Margerie

Roland de Margerie, ambassadeur de France, conseiller d'Etat honoraire, est mort le 13 juillet à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Vaste culture, présence d'esprit, droiture morale, travail acharné, sens de l'Etat : la IV^e République, puis la V^e, naissent ont bénéficié, pour élaborer et mener à bien leur politique étrangère à travers les méandres de la guerre froide, de la construction européenne, de la réarmement allemand et de la décolonisation du monde, d'une brochette de diplomates hors pair. Les uns, comme Maurice Couve de Murville et Hervé Alphand, venaient de l'inspection des finances, comme Louis Joxe et Henri Bonnet, de l'Université, ou même, comme André François-Poncet, de la presse et des affaires.

La solitude des bibliothèques

Droit et mince, le regard perçant derrière les lunettes rondes, aimant la solitude des bibliothèques et des longues promenades à pied, le personnage, au premier abord, était

assez intimidant. Mais la France avait bien besoin d'hommes de cette classe, dont la forte personnalité aidait à combler le déficit de crédibilité que valait trop souvent à la IV^e la faiblesse de ses institutions.

On pouvait être sûr qu'un Margerie serait toujours reçu, respecté, écouté. Et, pour peu qu'on le connaît un peu, on découvrait vite chez lui, à côté des vertus du professionnalisme, la finesse, et même la tendresse dont il était capable. Les jolis souvenirs qu'il gardait de la fréquentation dans son enfance de sa jeunesse, de Gide, de Claudel, d'Anna de Noailles, de Valéry et d'abord et avant tout de son oncle Edmond Rostand.

Après dix ans à Berlin et sept à Londres, Roland de Margerie avait été appelé par Paul Reynaud, en 1940, à diriger son cabinet au

Le président irakien Saddam Hussein accuse certains pays du Golfe de suivre une politique pétrolière « anti-arabe »

Le président irakien, M. Saddam Hussein, a accusé, mardi 17 juillet, « certains » dirigeants de pays producteurs de pétrole dans le Golfe d'appliquer une politique « anti-arabe » et « pro-américaine », visant à faire baisser les prix du brut, aux dépens des intérêts de la majorité des pays membres de l'OPEP.

Dans un discours radiotélévisé prononcé à l'occasion du 22^e anniversaire de l'arrivée du parti Baas au pouvoir, le président Saddam Hussein a dénoncé « la nouvelle politique pétrolière suivie délibérément, depuis un certain temps, par quelques gouvernements de pays arabes du Golfe [...] qui agissent à l'instigation des Etats-Unis ». Estimant leur attitude « hostile à la nation arabe », il les a menacés de représailles, sans préciser la nature de celles-ci. L'Irak avait récemment accusé le Koweït et les Emirats arabes unis d'avoir failli à leurs engagements de réduire leur production. Ces deux pays ont finalement accepté de donner la priorité à un réajustement du prix

du brut plutôt qu'à une augmentation de leur quota, en vue de ramener ce prix à plus de 18 dollars le baril.

« Les Etats-Unis, qui s'obstinent à rester toujours la seule superpuissance, veulent s'assurer des approvisionnements de pétrole à très bon marché », a déclaré M. Saddam Hussein. Il a réaffirmé que « toute baisse de un dollar sur les prix du brut se traduit pour l'Irak par une perte annuelle de un milliard de dollars ». « L'Irak a perdu 14 milliards de dollars annuellement depuis que le prix du baril de brut est tombé de 27-28 dollars aux prix actuels », a-t-il conclu. (AFP)

La conférence de l'OPEP, que préside le ministre algérien M. Sadok Bousmina, est convoquée à partir du 26 juillet à Genève pour tenter de remettre un peu de discipline dans les rangs des principaux pays producteurs. A la suite d'une intervention personnelle du roi Fahd d'Arabie saoudite auprès du cheikh Jaber du Koweït et du cheikh Zayed des Emirats arabes unis, ces deux producteurs ont accepté de réduire chacun leur production à 1,5 million de barils par jour. Ce qui ne préjuge pas d'une possible réévaluation de leurs quotas (ce qu'ils réclament) en fonction de l'évolution des prix sur le marché mondial.

Actuellement, cependant, la surproduction pétrolière de l'OPEP est significative puisque 23,2 millions de barils-jour ont été extraits en juin, soit 1,2 million en trop, par rapport à l'objectif plafond fixé en mai pour enrayer la chute des cours. L'objectif de prix, appelé « prix minimum de référence OPEP » qui est actuellement de 18 dollars le baril, pourrait être relevé à 20 dollars, si l'on en croit les récents propos du ministre iranien du pétrole, M. Gholamreza Akazadeh. Mais sur le marché la réalité est bien différente. En juin, le prix du brut de l'OPEP oscillait entre 13,2 et 14 dollars le baril alors qu'en janvier, selon la revue *Petroleum Intelligence Weekly*, il variait de 19 à 19,9 dollars. (A. F.)

ASIE

JAPON : le congrès du PCJ

Les communistes traversent une profonde crise

TOKYO

de notre correspondant

Le Parti communiste japonais (PCJ) est-il un des « dinosaurs non repentis » du communisme, comme l'écrit le quotidien *Yomiuri* commentant son dix-neuvième congrès qui s'est achevé vendredi 13 juillet à Kami ? Poursuivant une voie indépendante de Moscou comme de Pékin depuis les années 60, le PCJ s'était retrouvé au milieu de la décennie suivante sur des positions proches des tenants de l'eurocommunisme, notamment du PCI d'Enrico Berlinguer. Il tra-

verse aujourd'hui une crise profonde. Les changements intervenus en Europe et en Union soviétique l'ont pris de court, il a essuyé de sérieux revers (en termes de sièges de vote) lors des dernières élections, et son chef depuis la fin des années 50, M. Kenji Miyamoto, président du comité central, est l'objet de sévères critiques.

Le Congrès n'a guère été le reflet de la lame de fond qui secoue le parti. Les résolutions approuvées à l'unanimité ont réaffirmé la foi des communistes japonais dans la voie du « socialisme scientifique ». Une plate-forme politique « indépen-

dante », mettant l'accent sur le « combat contre l'hégémonie de la résistance au chauvinisme de la grande puissance de l'URSS », a été réadoptée. M. Miyamoto, quatre-vingt-un ans, et M. Tetsuo Fuwa, vingt-neuf ans, respectivement président du comité central et de président du présidium, ont été réélus.

Un jeune, M. Kazuo Shii (trente-cinq ans), a en revanche été porté à la tête du secrétariat.

Désaccords avec Moscou et avec Pékin

A la veille du congrès, au fil d'une dizaine de numéros, l'organe du PCJ, *Akaba* (le Drapeau rouge), a publié les opinions critiques de militants demandant que les dirigeants assument la responsabilité pour les relations que le PCJ avait entretenues avec Nicolas Causseu et pour les derniers revers électoraux. Certaines faisaient état d'une perte de confiance dans les instances dirigeantes en raison du dogmatisme qui y prévalait et d'une hémorragie de militants. Ce recours à la « libre expression », peu courante au sein du PCJ, a été interprété comme reflétant le souci des dirigeants de « lâcher un peu de vapeur » avant l'ouverture du congrès.

Au cours de celui-ci, M. Miyamoto s'est contenté de mettre l'accent sur le caractère spécifique du PCJ et d'expliquer que la chute des régimes socialistes en Europe était la conséquence de l'hégémonie stalinienne-brejnévienne. En réponse à des critiques du « centralisme démocratique », M. Miyamoto a déclaré que celui-ci est une « pratique naturelle » pour ceux qui partagent l'idéal d'un « socialisme scientifique ».

Pour sa part, M. Fuwa a reproché à M. Gorbachev de laisser de côté la question des arsenaux atomiques, de l'environnement et des problèmes de classes pour donner la priorité aux questions d'équilibres globaux. Dénonçant le refus de Moscou d'accorder l'indépendance aux pays baltes, M. Fuwa a souligné la lutte constante menée depuis trente ans par son parti contre l'intervention soviétique

dans les affaires intérieures des partis communistes.

En mauvais termes, tant avec Moscou - qui maintient des liens avec une formation communiste japonaise dissidente (la Voix du Japon), créée au milieu des années 60 par un chef historique du PCJ, Yoshio Shiga - qu'avec Pékin (la rupture a été consommée au début de la révolution culturelle et fut suivie de l'apparition d'un PC maoïste), les communistes nippons sont également isolés sur le plan intérieur. Ayant perdu 11 des 27 sièges aux élections générales de février, le PC est exclu par les centristes et les socialistes d'une éventuelle alliance de l'opposition tandis que sa force syndicale a été entamée par la création de la grande confédération Rengo.

Ph. P.

BIRMANIE

Y a-t-il eu des élections ?

Rien n'a changé en Birmanie. On entend toujours des bruits de bottes sur les frontières, où la junte militaire, au pouvoir depuis la sanglante répression de 1988, tente de réduire - parfois avec succès - des insurrections ethniques ou politiques vieilles de plusieurs décennies. A Rangoun, les arrestations d'opposants ont repris, ce qui est l'habitude à la veille d'une date importante - cette fois, le jeudi 19 juillet, jour des Martyrs à la mémoire d'Aung San, héros de l'indépendance assassiné en 1947.

Enfin, les dirigeants de l'opposition restent les uns en prison - des centaines de cadres -, les autres en résidence surveillée, comme la très populaire Aung San Suu Kyi, fille d'Aung San et chef de file de la Ligue nationale pour la démocratie (LND).

Une Constitution « acceptable » pour l'armée

Bref, même si la loi martiale a été théoriquement levée, dans certains endroits, l'armée continue de régner sans partage en s'appuyant sur une police politique qui, en l'espace de vingt-cinq ans, a fait passer de la main à la main le pouvoir militaire presque ininterrompu, a fait ses preuves. On en vient même à se demander si les élections législatives du 27 mai ont eu lieu. Au cours d'un scrutin à forte participation et apparemment peu entaché d'irrégularités, la LND avait emporté, à la surprise et à l'humiliation des militaires, 82 % des suffrages et 392 sur 485 sièges, compte non tenu des 62 sièges attribués à son allié, la Ligue des nationalités unies.

Depuis, tout en s'assurant que l'ordre est maintenu, la junte militaire derrière laquelle se profile toujours l'ombre de Ne Win, l'ancien dictateur qui a abandonné toute fonction officielle voilà exactement deux ans, a choisi de blâmer, il aura fallu, trente-quatre jours pour que le résultat officiel du scrutin soit proclamé. L'As-

semble n'a pas encore été invitée à se réunir. Les questions posées par la direction de la LND à la junte sont demeurées sans réponse. Cette dernière propose que l'Assemblée, lorsqu'elle se réunira à une date non précisée, passe son temps non à légiférer mais à rédiger une Constitution « acceptable », selon la formule utilisée, encore début juillet, par le chef de l'Etat, le général Saw Maung, qui en fait une condition à l'abandon du pouvoir par l'armée.

Même les Chinois ont félicité - dès la publication officielle du résultat du scrutin - la LND de sa victoire et demandé la libération de M^{me} Aung San Suu Kyi. Mais, pour toute réponse, les militaires ont fait savoir qu'ils engageraient le dialogue avec la LND au moment opportun et que, de toute façon, l'Assemblée ne pourrait se réunir avant six mois.

Entre-temps, pour remplir les caisses vides de l'Etat, les réserves de forêts sont dilapidées, les plus souvent au profit d'entrepreneurs thaïlandais, à l'enseigne de certains s'intéressant déjà d'un désastre écologique. Tarronisées et isolées, l'une des populations les plus pauvres de la planète n'ose pas bouger. Les minorités ethniques ont eu beau promettre, après le scrutin, de mettre un terme à la rébellion armée en cas de formation d'un gouvernement élu, Rangoun n'envisage que la manière forte.

Pris de court par les résultats du scrutin, qui pouvaient difficilement mieux illustrer le haut degré de leur impopularité, les militaires tentent d'ignorer le piège électoral. Pour l'instant, ils en ont les moyens.

JEAN-CLAUDE POMONTI

CAMBODGE

Washington va prendre contact avec Hanoï

Le secrétaire d'Etat américain M. James Baker a annoncé, mercredi 18 juillet à Paris, que les Etats-Unis ouvriront un dialogue avec le Vietnam pour empêcher le retour des Khmers rouges au pouvoir au Cambodge. « Nous voulons faire tout ce que nous pouvons pour empêcher le retour au pouvoir des Khmers rouges », a déclaré M. Baker à des journalistes à l'issue d'un entretien de deux heures avec son homologue soviétique M. Edouard Chevardnadze. M. Baker a dit que « les

Khmers rouges ont réussi à transformer le dialogue politique en un dialogue de champ de bataille ».

Cette déclaration est intervenue après deux jours de discussions, lundi et mardi à Paris, entre les représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU sur le Cambodge. A l'issue de cette réunion, les « Cinq » ont appelé les Cambodgiens à cesser les combats et annoncé qu'ils se réuniraient à nouveau, les 27 et 28 août à New-York.

INDE : le successeur de M. Chaudhary a été désigné. - Un nouveau chef-ministre a été désigné, mardi 17 juillet, dans l'Etat d'Haryana pour succéder à Om Prakash Chaudhary, au centre de la grave crise gouvernementale (le *Monde* du 18 juillet). Les représentants locaux du parti au pouvoir, M. Hukam Singh, soixante-quatre ans, qui occupait jusqu'alors les fonctions de vice-ministre en chef dans ce minuscule Etat proche de New-Delhi. La candidature de M. Chaudhary a été proposée par M. Chaudhary. (AFP)

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi

(éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82

Poste 4138

MACINTOSH PLUS

5490 F
T.T.C.

GARANTIE 2 ANS
dans la limite du stock disponible

K4

L'INFORMATIQUE DOUCE
14, rue Magellan - 75008 Paris
TEL. (1) 47 23 72 00
OUVERT DU LUNDI AU VENDREDI

سكن في الامم

AMÉRIQUES

CHILI

Les autorités s'inquiètent de l'avalanche de révélations sur les exactions de la dictature

Les journaux chiliens se sont lancés dans une concurrence sans frein pour dénoncer les crimes du régime militaire. Ces révélations gênent les nouvelles autorités, qui souhaitent la «réconciliation nationale».

SANTIAGO

de notre correspondant

Avec une complaisance morbide, la caméra s'attarde sur les corps déformés, boursoufflés par les brûlures, qui gisent sur le plancher d'une villa dévastée par le feu. Seule leur dentition permet d'identifier Arturo Villaveja, chef militaire du MIR et fondateur de ce mouvement d'extrême gauche, et ses deux camarades, surpris dans leur «maison de sécurité» par les agents de la CNI, la police politique de la dictature militaire. Pour venir à bout de la résistance de leurs adversaires, les assaillants font pleuvoir mitraille et obus incendiaires, avant de prendre d'assaut les décombres. L'un d'eux, caméra au poing, filme leur «victoire».

Autres séquences, autres cadavres, tous de militants du MIR, criblés de balles dans la rue où ils se seraient affrontés aux forces de l'ordre. Des affrontements qui se soldèrent toujours par la mort des «terroristes». Au total, plusieurs dizaines de morts violentes, survenues entre 1980 et 1983, au plus fort de la guerre que se livraient la CNI et la gauche révolutionnaire, sont entrées en scène dans la bande vidéo présentée à la presse par les dirigeants de la formation d'inspiration castriste, aujourd'hui exsangue.

Exorciser l'épouvante

Sur les circonstances dans lesquelles ce document est tombé entre leurs mains, les ministres se montrent plutôt discrets : il aurait été «récupéré» dans la maison d'un collaborateur des services de sécurité... Ils se montrent plus prolixes, en revanche, pour en souligner l'importance : ne constitue-t-il pas la preuve de la volonté du régime militaire d'annuler ses engagements sans autre forme de procès ? Et ne révèle-t-il pas que la CNI archivait ses méfaits ? Ce qui tend à prouver qu'il est donc possible de faire la lumière sur les dossiers de la dictature

et ses menées répressives. Reconstituer leur propre calvaire et celui de nombre de détenus-disparus qu'ils ont cotoyés durant leur détention est aussi l'objectif des témoins-survivants, anciens prisonniers politiques qui s'efforcent d'exorciser le passé et d'identifier leurs tortionnaires, dont certains seraient aujourd'hui officiers supérieurs. Leurs réunions sont autant de psychodrames, où les réquisitoires politiques ont moins de place que l'évocation bouleversante des séances de torture auxquelles ils furent soumis pendant les mois qui suivirent le coup d'Etat de 1973.

Plaie encore béante, le passé obsède les Chiliens et fait «une» des journaux. C'est le «grand débailage», activé par la course aux scoops à laquelle se livrent les différents organes de presse, à grand renfort de reportages-chocs et de photos macabres. Ainsi, l'hebdomadaire du PC, *El Siglo*, qui a déjà défrayé la chronique en jetant en pâture à ses lecteurs une liste de plusieurs centaines de membres de la CNI, se taille un franc succès en publiant les «comptes rendus

secrets» des premières réunions de la Junta militaire. Ces documents, dont l'authenticité n'a pas été démentie, témoignent de l'acharnement méthodique avec lequel le général Pinochet et les siens poursuivirent les partis de gauche.

Cette avalanche de dénonciations préoccupe les autorités, qui jouent une partie délicate avec l'armée. Mise sur la sellette, jour après jour, cette dernière fustige «l'ennemi d'hier aujourd'hui assailli de haine revancharde», et n'hésite pas à faire poursuivre les auteurs d'articles jugés «diffamatoires» par la justice militaire. Les journalistes, suggère le porte-parole du gouvernement, devraient faire preuve de «modération» pour «œuvrer à la réconciliation nationale». Mais cet appel à peine voté à l'autocensure est jusqu'à présent ignoré par les intéressés, qui ont trop longtemps rongé leur frein pour accepter, aujourd'hui, de retenir leur plume.

GILLES BAUDIN

Le 21 juillet sur TF 1

Témoignage «de choc» sur le charnier de Pisagua

Le reportage de José Maladavsky programmé sur TF 1 pour le samedi 21 juillet à 13 h 15 est un témoignage de choc qui montre la sinistre réalité des multiples atteintes aux droits de l'homme qui suivirent le coup d'Etat de 1973 au Chili.

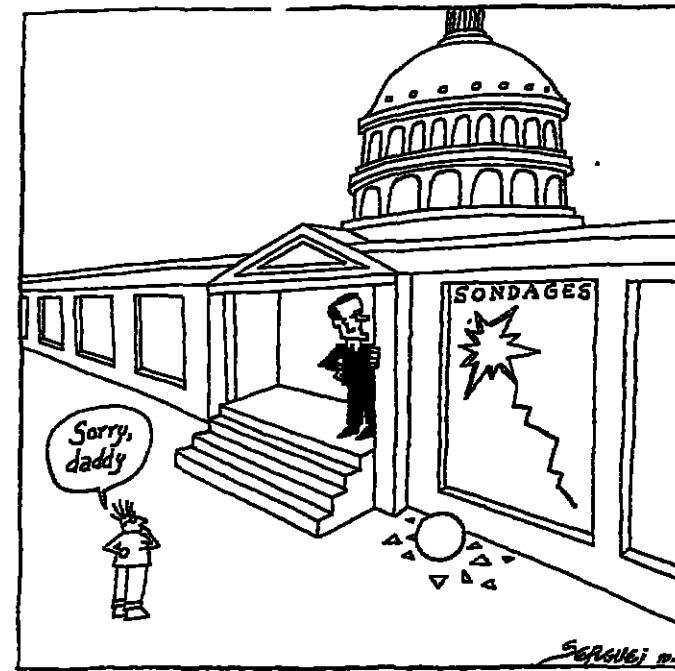
Les sables du désert du Tamarugal - effet d'une justice immanente - ont permis de conserver intact l'un des charniers d'où ont été déterrés vingt et un cadavres semblables à des momies (le Monde du 8 juin). Les corps desséchés laissent encore béants les impacts des balles qui leur ôterent la vie quelque soixante ans plus tôt. Ces images accablantes sont complétées par de nombreux témoignages parmi

lesquels celui du juge de Pisagua, Nelson Muñoz, déterminé à faire éclater la vérité en ordonnant l'exhumation, et celui des membres de la famille d'une des victimes (Mario Morris) qui ont connu poursuites et exil. Interrogé sur les charniers, le général Pinochet répond, embarrassé : «Je ne sais pas...»

Ces images reposent aussi la question, restée encore sans véritable réponse dans le délicat processus chilien de démocratisation, du sort à réserver aujourd'hui aux anciens assassins, à propos desquels Enrique Correa, porte-parole du gouvernement, déclare : «La vérité est notre rempart.»

ÉTATS-UNIS

Nuages sur la présidence Bush



Suite de la première page

Bref, M. Bush ne parvient plus vraiment à jouer son rôle de «leader du monde libre», rôle peut-être dépassé mais auquel un président des États-Unis ne peut encore se permettre de clairement renoncer. Il y a aussi un soupçon d'hésitation, sinon de confusion, quant à l'attitude à adopter à l'égard de M. Gorbatchev : on fait toujours comme si l'avenir de la démocratisation de l'URSS dépendait de son succès personnel, mais on semble n'en être plus tout à fait sûr.

En tout cas, depuis l'intervention militaire à Panama, dont le souvenir s'estompe et dont la gloire se ternit à mesure qu'on en connaît mieux le déroulement, aucun «coup» spectaculaire n'est venu agrémenter le tableau. Au contraire, l'échec de la timide politique proche orientale de l'administration ne peut plus être dissimulé. Le bilan général peut paraître bien terne, mais qu'importe.

Les choses sont beaucoup plus préoccupantes du côté des affaires intérieures, et en particulier de l'économie. Seulement 48 % des Américains - toujours selon le sondage NBC - considèrent que M. Bush mène une bonne politique économique. Il y a seulement trois mois, il y avait 59 % de satisfaits contre 30 % de mécontents. Dans l'intervalle, M. Bush s'est résigné à rompre sa promesse électorale de ne pas augmenter les impôts.

L'affaire n'a pourtant pas pris des dimensions politiques catastrophiques, d'abord parce que rien de concret n'a encore été fait, ensuite parce que les démocrates, pour mieux «fermer» le président dans ses bonnes résolutions, se sont gardés de crier trop fort victoire. Mais, même si une forte majorité d'Américains étaient persuadés depuis longtemps que cette promesse ne serait pas tenue, l'image personnelle de M. Bush en a forcément souffert, tout comme sa base politique : les conservateurs «purs et durs», qui ne lui ont jamais fait grand crédit, sont furieux.

Impression de flottement

La manière même dont le président s'est comporté dans ces circonstances n'a peut-être rien arrangé. Au lieu de se jeter carrément à l'eau, de s'adresser les yeux dans les yeux à la nation et d'expliquer pourquoi il fallait, pour le bien du pays, revenir sur cette promesse, M. Bush a préféré rester longtemps en retrait, s'abritant derrière des formulations ni vraiment ambiguës ni tout à fait claires. Et quand il a fini par s'exprimer publiquement sur le sujet, c'est au cours d'une très médiocre conférence de presse, l'une de ces

«petites» conférences de presse du matin, convoquées à l'improviste et qu'il préfère de beaucoup au rituel «reaganien» et télévisé de la conférence de presse solennelle du soir.

Les négociations sur le budget se poursuivent, le ciel ne s'est pas écroulé sur la Maison Blanche, et rien ne dit que M. Bush ne finira pas par faire admettre qu'il a agi en homme d'Etat (si action il faut par y avoir). Mais un doute s'est insinué dans l'opinion, l'impression de flottement, de manque de détermination - qui a fait tant de tort jadis à l'homme politique Bush - semble revenir d'un passé où le président Bush semblait l'avoir reléguée. La période était donc difficile à gérer, et M. Bush n'avait nul besoin d'un souci supplémentaire - celui qui lui cause son fil Neil, désormais présenté comme l'un de ces hommes d'affaires insoucients, incompetents, ou pas, malhonnêtes, qui ont profité du laxisme législatif pour se remplir les poches et vider celles des caisses d'épargne. Le «trou», immense, devant forcément être comblé par les contribuables (le Monde du 10 juillet).

Prendre le taureau par les cornes

L'origine de ce scandale est bien antérieure à la présidence Bush, et l'actuel président a même eu le mérite de prendre, dès son entrée en fonctions, le taureau par les cornes, en dépit des tergiversations du Congrès. Mais ce qui n'était jusqu'à présent qu'un scandale anonyme, vaguement associé dans l'opinion à l'atmosphère de laisser-faire de la présidence Reagan, à la vénalité du Congrès ou à la turpitude de quelques financiers véreux, a désormais une existence médiatique nouvelle et terriblement dommageable.

Il a un nom - qui est aussi celui du président - et un visage, jeune, lisse et un peu fat, celui d'un fils

de famille qui croit tout naturel que l'argent lui tombe droit dans les mains (il a par exemple reçu, sans étonnement particulier, un «prêt» non remboursable de 100 000 dollars...). Rien ne permet de dire que Neil Bush a agi de manière délibérément illégale ou sciemment malhonnête, mais tout semble indiquer qu'il a fait preuve d'incompétence et d'une grande légèreté. Jusqu'à présent, M. Bush père a plutôt fait bonne figure dans cette épreuve. En tout cas cette fois il a fait front, et quand on l'a interrogé sur le scandale, lors de la conférence de presse marquant la fin du sommet de Houston, il a parlé clair et sonné juste : «En tant que père, ce n'est pas facile (...) en tant que président, c'est facile parce que la justice fera ce qu'elle doit faire et que je ne ferai rien pour m'y opposer.»

L'«élément» «Neil Bush»

Mais l'affaire n'en est qu'à son début, elle fait naturellement les délices de la classe politique et a relégué à l'arrière-plan l'interminable et pénible procès du maire de Washington, Marion Barry. Pour l'instant, on en est encore à tenter de mesurer son «poids», son intérêt politique, et les «sondés» sont priés d'indiquer qui, des démocrates ou des républicains, porte la responsabilité majeure de l'ensemble du scandale des caisses d'épargne. Réponse : plutôt les républicains, mais aussi le président Reagan, le Congrès dans son ensemble - bref une réponse pas vraiment concluante.

L'irruption de l'«élément» Neil Bush a bien sûr fait monter la température, et suscité les premières attaques et contre-attaques. La représentante démocrate Pat Schroeder a commencé à sonner la charge, réclamant la désignation d'un procureur indépendant pour enquêter sur le cas du fils du président (ce qui est une manière d'accuser par avance le département de la justice d'être partial).

Quelques élus démocrates ont suivi, mais pas les dirigeants du parti, qui ont estimé maladroite ou prématurée une telle précipitation. Mais déjà les républicains avaient réagi avec fureur, annonçant qu'eux aussi pourraient fort bien exiger la désignation d'un procureur indépendant pour enquêter sur le cas de quelques anciens dirigeants du Parti démocrate qui auraient, moyennant de très substantielles compensations, bloqué l'adoption d'une législation susceptible de tuer la poule aux œufs d'or.

En un mot, on en est encore au round d'observation, rien d'irréparable n'a été commis, et M. Bush n'a pas encore tout à fait perdu l'image d'un aimable président sans histoires. L'homme, qui ne suscite pas d'enthousiasme, mais pas d'aversion non plus, pourrait en fait se révéler à nouveau plus solide que prévu, et il a en tout état de cause du temps devant lui.

Mais ce n'est pas le cas des candidats républicains qui se présenteront à l'automne, et risquent fort de pâtir de l'actuelle mauvaise passe. Si M. Bush a jamais espéré que son parti pourrait regagner au moins la majorité au Sénat, ses chances de réussite semblent aujourd'hui bien maigres.

JAN KRAUSE

PROCHE-ORIENT

LIBAN : sanglants affrontements entre chiites

Les Palestiniens du Fath s'interposent de nouveau dans le Sud

Cinq cent combattants palestiniens du Fath de M. Yasser Arafat se sont de nouveau déployés, mardi 17 juillet, dans les collines de l'Iqlim-et-Touffah au Liban-sud pour tenter de mettre fin aux sanglants affrontements qui opposent depuis lundi les intégristes pro-iraniens du Hezbollah aux miliciens d'Amal (pro-syriens) et qui ont fait 20 morts et 67 blessés.

NICOSIE

de notre correspondante au Proche-Orient

Violamment dénoncé par le Hezbollah qui a accusé l'OLP de vouloir «impliquer le sud du Liban dans les compromis régionaux et internationaux pour trouver un règlement à la cause palestinienne», ce déploiement a stoppé l'avance des intégristes sur la route de Nabatieh, deuxième ville du Liban-sud. Mais cette opération a dangereusement rapproché les combattants du Fath de la zone de sécurité occupée par Israël et largement étendu leur présence dans cette région.

Premiers bénéficiaires de l'opération

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

ration, les dirigeants d'Amal - dont les combattants avaient, une fois de plus, dû reculer - ont gardé le silence sur ce déploiement très surveillé par l'aviation israélienne qui a survolé à basse altitude toute la région lors de l'avance des hommes du Fath.

Dans un message au président iranien, M. Rafsanjani, le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, lui a demandé d'intervenir auprès du Hezbollah pour faire cesser les combats, le rendant par avance «responsable» de la situation. Selon son représentant politique au Liban, M. Zeid Wehbe, M. Arafat aurait d'autre part informé le président iranien «qu'il ne permettrait pas que le sud du Liban se transforme en une nouvelle région-Est» où les combats interchrétiens empêchent depuis six mois l'application de l'accord de Taëf, paré par la Ligue arabe et la communauté internationale.

M. Wehbe a enfin affirmé que le Hezbollah «doit se retirer de Jarrjeh le plus vite possible car sa présence influe sur l'équilibre des forces dans la région. La poursuite de l'occupation de ce village sera considérée comme un défi à notre rôle», a-t-il ajouté.

Un acteur à part entière

Ce nouvel épisode de la guerre interchiite qui met de nouveau le Liban-sud dans une situation explosive est sans aucun doute lié aux efforts actuellement entrepris pour trouver une solution à l'application de l'accord de Taëf. Il est significatif que le Hezbollah, ignoré dans cet accord, ait relancé les combats au lendemain de l'appel du gouvernement libanais à un rassemblement autour de la «légalité» et au moment où arrivait à Beyrouth M. Lakhdar Ibrahim,

l'envoyé spécial du triumvirat arabe (Arabie saoudite, Algérie, Maroc), engagé dans la très difficile tâche de faire aboutir cet appel.

Le Hezbollah n'a jamais fait mystère de son refus de l'accord de Taëf et a rejeté l'appel du gouvernement. En jouant le rôle d'une force d'interposition, l'OLP démontre certes, dans un premier temps, sa capacité à ramener la paix. Mais en agissant seule - «nous n'avons besoin de consulter personne, ces combats mettent en danger la présence palestinienne au Liban et l'appartenance arabe du Liban-sud», déclarait mardi matin M. Wehbe - l'OLP se pose comme un acteur à part entière avec lequel il faudra compter dans tout projet libanais concernant la région Sud.

On voit mal à cet égard comment les Palestiniens accepteraient, sans obtenir le nouvel accord qu'ils réclament, quant à leur présence au Liban, de voir se déployer, si tant est qu'elle le puisse un jour, l'armée libanaise dans cette région où la Syrie est absente. Ce rôle que revendique aujourd'hui l'OLP de M. Arafat commence toutefois à sérieusement inquiéter les autorités libanaises qui n'ont pas de toute façon les moyens de le contrer.

Si Israël pour l'instant compte les points, il ne fait pas de doute que l'Etat hébreu ne peut se désintéresser de l'évolution de la situation dans une région très sensible qui jouxte la bande de sécurité qu'il occupe avec sa milice de l'armée du Liban-sud. Ce nouveau développement ne peut en tout cas que compliquer la tâche de l'émis-saire arabe et faire le jeu de tous ceux qui, officiellement ou dans les coulisses, refusent l'entente de Taëf.

FRANÇOISE CHIPAUX

CUBA : après la «reddition» des douze premiers réfugiés

De nouveaux candidats au départ tentent de pénétrer dans les ambassades

Les douze Cubains qui avaient trouvé refuge à l'ambassade de Tchécoslovaquie depuis une semaine se sont spontanément rendus aux autorités cubaines, lundi soir 16 juillet, et ont été placés en garde à vue provisoire.

Cependant l'affaire des réfugiés dans certaines représentations étrangères à La Havane est loin d'être classée. Elle a même rebondi mardi de façon plutôt rocambolesque, avec l'irruption de quatre Cubains sur le toit de la résidence de l'ambassadeur d'Italie et de quatre autres dans l'ambassade d'Espagne.

Plus tard, ces derniers devaient quitter les locaux d'eux-mêmes. En effet porteurs de passeports et d'autorisations de voyage délivrés par les autorités cubaines, ils attendaient simplement devant l'ambassade leur tour pour effectuer les démarches de routine, lorsque voyant une porte latérale s'ouvrir pour laisser passer un membre du personnel diplomatique, ils s'y

étaient engouffrés sans réfléchir... Le même jour, dans la matinée, un homme a tenté de s'introduire dans la section des Intérêts américains à La Havane (SINA, représentation diplomatique américaine dans le cadre de l'ambassade de Suisse) en emboitant le pas au chef de la SINA, John Taylor, qui arrivait à son bureau. Tentative vite déjouée par une intervention musclée d'agents de la sécurité cubaine qui se trouvaient à proximité.

Mardi soir, il ne restait plus que trois Cubains réfugiés à l'ambassade d'Espagne depuis la semaine dernière et cinq autres au domicile du chargé d'affaires tchécoslovaque, Jan Domok. La reddition des douze Cubains de l'ambassade tchécoslovaque a été présentée à La Havane comme un succès de la fermeté des autorités cubaines qui ont toujours affirmé qu'elles ne négocieraient pas. - (AFP)

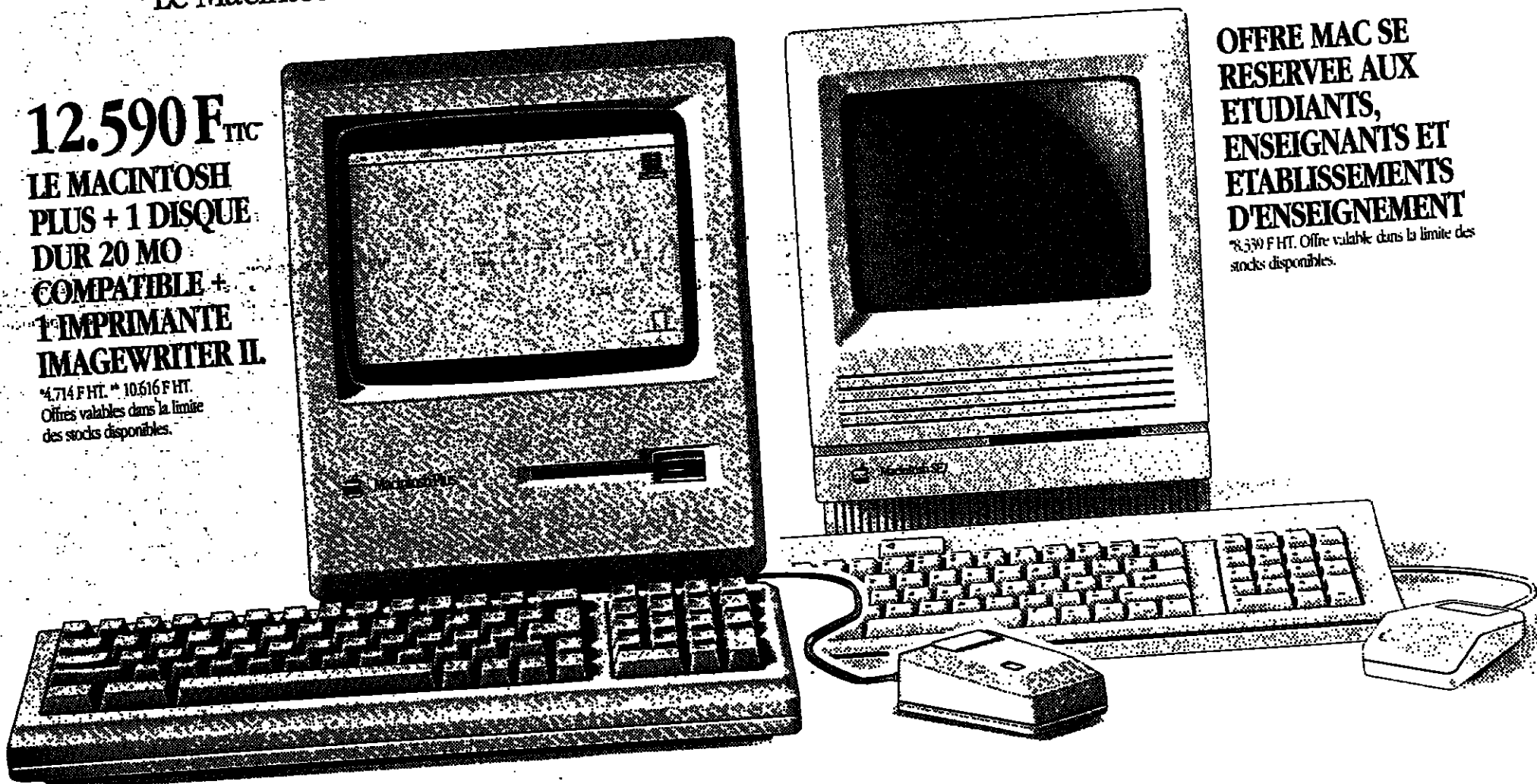
VOICI DEUX BONNES RAISONS D'ACHETER, VITE, VITE, VITE SON MACINTOSH CHEZ IC.

5.590 F_{TTC}*
Le Macintosh Plus.

9.890 F_{TTC}*
Le Macintosh SE 1/40 Mo.

12.590 F_{TTC}
**LE MACINTOSH
PLUS + 1 DISQUE
DUR 20 MO
COMPATIBLE +
1 IMPRIMANTE
IMAGEWRITER II.**
*4.714 FHT. * 10.616 FHT.
Offres valables dans la limite
des stocks disponibles.

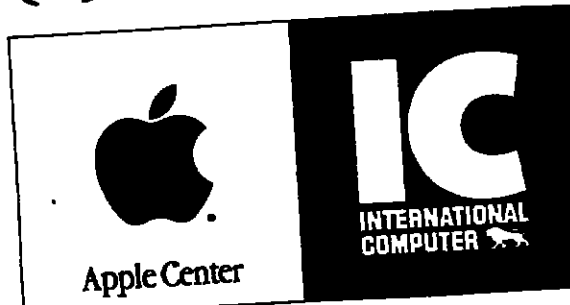
**OFFRE MAC SE
RESERVEE AUX
ETUDIANTS,
ENSEIGNANTS ET
ETABLISSEMENTS
D'ENSEIGNEMENT**
*8.330 FHT. Offre valable dans la limite des
stocks disponibles.



International Computer est un des premiers distributeurs Apple en Europe. Sa puissance d'achat en volume lui permet de vous faire bénéficier naturellement des meilleures conditions sur tout Apple. Profitez vite de cette offre exceptionnelle sur Macintosh, mais profitez en aussi pour découvrir l'ensemble des offres qui font depuis 10 ans la réputation d'International Computer. Mais le rôle d'un grand distributeur ne doit pas se limiter au prix le plus bas. Aussi

International Computer, outre une garantie totale d'un an pièces et main d'œuvre gratuites, propose à ses clients un suivi de maintenance extrêmement performant, avec des délais très courts et un coût bien étudié. Dix ans d'Apple, ça compte : disponibilité, prix, conseil et sourire; de 10h à 19h, et même à 18h55. Vous pouvez aussi nous appeler si vous désirez réserver votre Macintosh avant tout le monde.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS TEL. (1) 42 72 26 26
APPLE CENTER IC VENDOME 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS TEL. (1) 42 86 90 90
IC MARSEILLE SA 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE TEL. 91 37 25 03
IC TOULOUSE SA 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE TEL. 61 25 62 32

هكذا من الاميل

POLITIQUE

Après le départ de M. Olivier Stirn

Un modeste aménagement du gouvernement

Le service de presse de la présidence de la République a annoncé, mardi 17 juillet en fin d'après-midi, la nomination de M. Jean-Michel Baylet comme ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire, charge du tourisme et celle de M. Philippe Marchand comme ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur.

M. François Mitterrand avait, à l'occasion de son intervention télévisée du 14 juillet, laissé entendre le prochain remplacement de M. Olivier Stirn, qui a quitté le ministère du tourisme le 11 juillet. Le chef de l'Etat avait également précisé, repoussant l'hypothèse d'un remaniement à brève échéance : « Dans quelque temps, on verra bien s'il faut un peu redistribuer les cartes, non pas politiques, mais administratives ». Privé d'un ministère d'Etat depuis le départ de M. Maurice Faure pour le Conseil

constitutionnel, le MRG souhaitait avoir un ministère en plus de celui du commerce et de l'artisanat, détenu par M. François Doublin, tout en gardant un secrétariat d'Etat que détenait jusqu'à maintenant M. Baylet.

Le MRG n'aura eu qu'en partie satisfaction avec la promotion au rang de ministre de l'un de ses présidents d'honneur. M. Baylet dont la sensibilité a pu ne pas toujours s'accorder parfaitement avec celle de M. Pierre Joxe, réputé plus jacobin, est l'un des artisans de l'organisation du pôle non socialiste de la majorité présidentielle, au sein de la France unie qu'anime M. Jean-Pierre Soisson et à laquelle participe M. Roger Fauroux, avec lequel il va désormais travailler.

Au nom de l'équilibre politique à ne pas bouleverser, M. Marchand assistera lui aussi au conseil des ministres qui, s'il accueille désor-

mais un radical de gauche en plus, ne compte pas pour autant un socialiste de moins (ce qui aurait été le cas si M. Marchand n'avait été nommé que secrétaire d'Etat). Justifiant le titre de ministre délégué auprès de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, un accroissement des attributions de M. Marchand est prévu : en plus de la responsabilité des collectivités territoriales, il aura celle de la sécurité civile et pourra être chargé de « toute autre question » relevant de la place Beauvau. Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale perd avec l'entrée de M. Marchand au gouvernement, un successeur potentiel à son actuel président, M. Louis Mer-maz. Ce dernier pourrait, en effet, être directement concerné par un remaniement plus vaste.

A. Ch.

M. Jean-Michel Baylet
ministre délégué au tourismeL'enracinement
local

Secrétaire d'Etat aux relations extérieures de 1984 à 1986, M. Jean-Michel Baylet était revenu au gouvernement, le 28 juin 1988, dans le deuxième gouvernement de M. Michel Rocard, comme secrétaire d'Etat aux collectivités territoriales, portefeuille qui lui convenait certes mieux que celui des anciens combattants que certains lui désignaient...

Maire de Valence-d'Agès depuis 1977, député l'année suivante, devenu président du conseil général du Tarn-et-Garonne en 1985, dès qu'il est entré à l'Assemblée départementale, sénateur de 1986 à 1988, M. Baylet a repris le flambeau familial tout à la fois dans le fief électoral du Tarn-et-Garonne et au sein de la *Député du Midi*. A cette expérience d'élus s'ajoute une éducation dans la pure tradition du radicalisme, famille et pratique politiques qui doivent leur survie à l'enracinement local.

M. Baylet s'était fixé comme objectif de « remettre en chantier » la décentralisation, qu'il estimait en panne après deux ans de gouvernement Chirac. La chose lui semblait d'autant plus facile que, sur cette « grande affaire du premier septennat » de M. Mitterrand, il discernait un large accord entre population et élus, voire entre droite et gauche.

Le financement
des collèges

La fonction publique territoriale est le premier dossier auquel il s'est attaché. Il s'agissait là de rétablir la parité dans les organismes de gestion et de formation de ces fonctionnaires, supprimée par le gouvernement Chirac. Il en a profité pour faire bénéficier du statut de droit commun les quelque quatre vingt mille agents qui travaillaient à temps partiel pour plusieurs collectivités.

M. Baylet a fait de l'action économique des collectivités locales une de ses priorités. Son projet de loi adopté en conseil des ministres le 23 mai 1989 s'est enlisé dans les eaux sénatoriales à l'automne. L'opposition majoritaire au palais de Luxembourg avait, en séance, bouleversé l'économie d'un texte qui se proposait de donner aux collectivités des moyens accrus pour intervenir dans la vie économique. Au printemps 1990, M. Baylet a fait adopter un texte relatif à la participation des communes au financement des collèges.

Il quitte son secrétariat d'Etat alors que la préparation de quelques textes est bien avancée : ainsi de la réorganisation du secteur des pompes funèbres, ou encore du statut de l'élus. Mais surtout, il part une semaine avant que le projet de loi sur la réorganisation administrative de l'Etat ne soit examiné au conseil des ministres. Baptisé par anticipation « projet Joxe-Baylet », ce texte comporte deux volets, modernisation de la démocratie et coopération locaux, auxquels le nouveau ministre du tourisme accordait beaucoup d'importance.

A. Ch.

M. Philippe Marchand ministre délégué aux collectivités territoriales
et à la sécurité civile

Adieu les beaux dimanches

M. Philippe Marchand, âgé de cinquante ans, est un personnage discret dont la modestie n'est pas feinte. Discret, mais non pas effacé. Il faut du caractère pour accepter sans broncher, pendant des années, d'avoir, bourgeois passé en 1973 au socialisme militant, trahi sa classe sociale.

On a pris l'avocat de Saintes, fils d'avocat, pour « un traître », parce qu'il ne défendait pas « la logique de ses intérêts ». Il faut de la constance lorsque l'on appartient « sociologiquement à une classe et politiquement à une autre » pour gravir, un à un, en Charente-Maritime, les échelons de la vie électorale sans dévier d'un pouce : conseiller général en 1976, conseiller municipal de Saintes l'année suivante, député en 1978, président du conseil général de la Charente-Maritime en 1982.

Mais il est vrai que le socialisme n'est plus ce qu'il était au temps du programme commun de gouvernement de l'union de la gauche et que M. Marchand y est aujourd'hui d'autant plus à l'aise qu'il n'a jamais fait, hier, partie du clan des « ayatollahs » coupeurs de têtes.

Modeste, il aurait quelques raisons de ne pas l'être. Juriste de formation, il a été, au Parlement, au premier rang dans tous les grands combats de son domaine et de son camp : contre la loi « sécurité et liberté » de M. Alain

Peyrefitte avant 1981, pour l'abolition de la peine de mort et de la loi « anti casseurs » après. De la plupart des réflexions au long cours : l'intégration des immigrés (il a été rapporteur de



la mission d'information parlementaire consacrée, en 1990, à ce sujet), la réforme du code pénal, la commission nationale de l'information et des libertés dont il est membre. Pour autant, M. Marchand n'a jamais rien dit de trop qui le fasse connaître au-delà de l'Assemblée nationale et

de la Charente-Maritime. Le voilà ministre, et chargé des collectivités locales, cet homme de terrain à l'accent du terroir, fort apprécié de M. Mitterrand. Il a l'œil ironique et le rire facile.

On peut être assuré qu'il n'en changera pas, tout éminent qu'il soit devenu. En revanche, il devra renoncer à l'essentiel, ses dimanches après-midi, les beaux dimanches, qu'il a toujours, affirme-t-il, « sauvés » des obligations de la vie publique.

J.-Y. L.

M. Daviaud à l'Assemblée nationale. — M. Philippe Marchand, député PS de la quatrième circonscription de Charente-Maritime (Royan-Est) sera remplacé à l'Assemblée nationale par son suppléant, M. Pierre-Jean Daviaud. Ce dernier, qui n'est inscrit ni au PS ni au MRG, est proche de M. Michel Crépeau (MRG), député et maire de La Rochelle.

[Né le 1^{er} janvier 1938, à Saint-Aulgent (Charente-Maritime), commune dont il est le maire depuis le 29 mars 1985, après être entré au conseil municipal en mai 1977, M. Pierre-Jean Daviaud, juriste de formation, est cadre administratif. Fils d'un ancien député, il est conseiller général du canton de Montignieu depuis septembre 1988, date à laquelle il avait été élu en remplacement de M. Paul Boisvert, div. g. qui ne se représentait pas.]

POINT DE VUE

La tyrannie douce du marché

par Jean-Marie Le Guen

La France détient toujours le record mondial de consommation d'alcool et presque autant de tabac. L'alcoolisme, qui n'est pas la consommation d'alcool mais son excès aigu ou chronique, le tabagisme, qui n'est pas une consommation aléatoire mais une toxicomanie plus ou moins légère, nous rappellent chaque année leur bilan : plus de cent mille morts, prématurées auxquelles il faudrait ajouter les drames sociaux et humains qui s'y rattachent.

En projetant d'adopter une législation visant à diminuer la consommation d'alcool et de tabac, la gauche aurait-elle succombé à la tentation d'imposer un « ordre moral » ? Cette accusation, je l'ai reçue avec une certaine surprise. Mais, à la réflexion, il n'existe pas d'acte législatif de pure technique ou de simple bon sens qui ne pose plus largement la vision que l'on a de la société.

Faut-il ne rien faire ? Mais c'est en fait laisser faire ! Faut-il agir et comment ? Les deux questions sont liées car justement on se trouve confronté à la jonction d'un impératif collectif, l'un des plus forts, la santé publique, et d'une pratique individuelle d'autant plus légitime que les effets sociaux n'en seraient qu'indirects (conventions qu'il s'agit là d'une pure fiction). Serions-nous condamnés à interdire un plaisir individuel ou rester inerte devant un fléau social. N'y a-t-il d'autre choix qu'entre la prohibition et l'inaction ?

Telle semble être l'alternative qui a surgi au cours de ce débat.

C'est pourtant bien cette fausse alternative que nous avons refusée en adoptant un texte visant essentiellement à réglementer ou à inter-

dire la publicité mais en repoussant les idées d'inspiration prohibitionniste, par exemple, l'interdiction de vente de tabac aux mineurs. Interdire la consommation serait, en effet, s'attaquer au droit de l'individu dans la mesure où, à juste titre, la société ne fait pas de l'alcool et du tabac un tabou, préférant réserver l'absolu de ses interdits pour d'autres causes plus dramatiques.

Aliénation

Pour autant, sachons aussi reconnaître que l'histoire de la consommation de masse d'alcool ou de tabac n'a que peu à voir avec celle de la liberté... Il faudrait d'abord rappeler qu'alcoolisme et tabagisme prient leur dimension de masse et de classe au cours et à la fin du dix-neuvième siècle. On excusera l'archaïsme des qualificatifs au regard des processus qui les ont engendrés : la surexploitation des premiers temps industriels (comme dans le Nord-Pas-de-Calais), l'aliénation économique et culturelle (par exemple en Bretagne), la guerre de 1914-1918 qui généralisa la consommation de ces produits dans leur utilisation abusive.

Mais les temps ont changé et, si notre pays en a gardé les stigmates profonds, il a su aussi, grâce à l'éducation, à l'information, à l'amélioration des conditions de vie, évoluer librement vers une moindre consommation.

Mais aujourd'hui, aux contraintes d'hier se sont substituées d'autres forces incitatives : d'autres cibles aussi, les jeunes en premier lieu.

Car dans ce marché du tabac qui décline, où le nombre de fumeurs diminue, les industries multination-

nales ont investi de façon colossale dans la publicité (jusqu'à devenir, avec 2 milliards de dollars par an, pour l'une d'entre elles, le premier annonceur mondial).

Qui ne voit, par ailleurs, qu'au-delà de notre alcoolisme traditionnel se développe, tout particulièrement chez les jeunes, des formes nouvelles de consommation d'alcool où prédomine le caractère toxicomaniaque ? Interdire donc la publicité, tel a été notre choix. Interdire la publicité pour préserver au maximum la liberté de choix et refuser les conditionnements, notamment chez les jeunes. Faire en sorte que s'élabore librement le choix de l'individu entre sa raison et son plaisir.

On est bien loin, on le voit, d'un nouvel « ordre moral ». En fait, le seul ordre remis en cause est celui de l'ordre marchand. Mais est-il encore permis de le faire alors qu'aujourd'hui sa « tyrannie douce » semble triompher ? Ses capacités à nous faire miroiter la satisfaction en masse de nos désirs laissent pourtant de côté bien des gens et bien des problèmes.

Si le politique, plus encore s'il se rattache à la gauche, n'a plus la force de remettre en cause l'entière domination des règles du marché, s'il n'est plus légitime, dans la confusion actuelle de la pensée, de tenter de préserver l'homme dans ses dimensions essentielles (santé, éducation, culture), il ne faudra pas alors s'étonner de voir, dans notre pays, comme dans d'autres, se développer, en réaction, les tenants d'un nouvel ordre moral.

► Jean-Marie Le Guen est député (PS) de Paris.

COMMUNICATION

Le développement des télévisions musicales

MTV veut séduire les artistes français

Alors que M. Jack Lang ne manque pas une occasion de rappeler son « impatience croissante » de voir se créer en France une chaîne de télévision musicale et qu'Euromusique, à défaut de débouché hertzien sur l'Hexagone, annonce neuf heures quotidiennes d'émissions en Tchécoslovaquie dès le 1^{er} septembre, la chaîne musicale anglo-saxonne MTV fait de la France une cible prioritaire. Son directeur général, M. William H. Roedy, tente de se rallier câblo-opérateurs, maisons de disques et pouvoirs publics.

Ses petites sœurs « régionales » (française, canadienne, italienne) n'ont jamais fait pour à MTV, de son vrai nom *Music Television*. Lancée aux Etats-Unis il y a neuf ans, la chaîne musicale par câble est devenue bien plus qu'une entreprise formidablement rentable (elle a été rachetée en 1986 par le groupe Viacom pour 550 millions de dollars et lui procure aujourd'hui plus d'un quart de ses bénéfices). C'est un label influent dans l'industrie du disque, de la publicité et du spectacle. Un « must » créateur de stars, initiateur de modes, soutien de quelques grandes causes d'intérêt général (environnement, lutte contre la drogue, informations sur le sida).

Mais MTV, présente dans 51 millions de foyers américains, a depuis trois ans son pendant européen : MTV Europe, lancée le 1^{er} août 1987, a 14,5 millions de foyers abonnés, environ 50 millions de téléspectateurs. La promesse pour ses actionnaires (Viacom International, le groupe Mirror de M. Robert Maxwell et British Telecommunications) de dégager des profits avant 1992 en devançant leurs prévisions.

Le triomphe de la grille américaine ? « Celui avant tout d'un programme et d'un style résolument européens », affirme M. William Roedy, son nouveau directeur, venu tout droit... de New-York et de la chaîne payante HBO. « Plus des trois quarts des employés sont européens : quatorze nationalités sont même représentées, les VJ [video-jockeys] étant anglais, français, hollandais ou italiens, et les rares Américains de la chaîne ayant tous une expérience ou des racines en Europe. Un sondage réalisé à la demande d'une institution britannique a fait de nous la plus grande proportion de programmes européens. 92,3 % ! Laquelle de vos chaînes peut se vanter d'en faire autant ? »

Un examen précis de la grille de MTV Europe révélerait bien sûr l'énorme proportion de vidéos anglo-saxonnes (avec il est vrai un

« emballage » européen). Mais ce patriotisme européen conduit la chaîne à rechercher et à diffuser le maximum de musique (rock) issue du Vieux Continent. « Et là, assure M. Roedy, les Français sont les mieux placés. Leur musique — les Rita Mitsouko, Mano Negra, Glesne Patti... — est la plus inventive et eux, au moins, chantent dans leur langue, ce qu'on abandonne beaucoup de groupes allemands ou italiens. » Et de proclamer très fort son utilité : « MTV donne aux artistes nationaux la chance inouïe d'être exposés dans toute l'Europe, voire aux Etats-Unis où sont reprises quelques découvertes. Notre caractère international nous permet d'exporter la musique. Voilà notre différence ! »

Une opération
de charme

Tel est le message que M. Roedy est venu faire passer auprès des maisons de disques auxquelles il a proposé de monter concerts et promotions. Opération charme, visiblement. Opération que le directeur de la chaîne musicale entend renouveler auprès des câblo-distributeurs français qui reprennent en général ses programmes et auprès du gouvernement. « Car il y a un malentendu à dissiper : nous ne sommes pas des étrangers. Nous sommes européens. Tout le monde devrait maintenant en être persuadé ».

Diffusée par le satellite Astra, MTV Europe est en tout cas captée partout : relayée tantôt sur le câble (en France, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Yougoslavie...), tantôt reçue par des antennes isolées (Italie, Grande-Bretagne, pays de l'Est) ; bientôt, espère-t-elle, sur des chaînes hertziennes avec lesquelles elle prépare des accords (en Italie où plusieurs, déjà, la piratent ; en Espagne où elle compte bien profiter de la politique de dérégulation pour vendre à Antena 3 un bloc quotidien de programmes, en Grèce ou en URSS où c'est déjà le cas).

La France est cependant considérée comme faisant partie des priorités. « Nous sommes dans le câble depuis trop longtemps pour ne pas savoir que, malgré les piteux résultats du début, il a ici un bel avenir. Le gouvernement annonce 1,3 million d'abonnés pour 1992. Voilà qui devient bigrement intéressant ».

Concurrente, Euromusique ? « Complémentaire », corrige M. Roedy. Son existence se justifie en France soit sur un canal particulier, soit même sur une fenêtre que nous pourrions ouvrir dans notre programme. Mais notre échelle n'est décidément pas la même. Les actionnaires de la chaîne française, sur le point de s'allier avec les Québécois de Musique Plus, apprécieront.

ANNICK COJEAN

Après des études sur le projet confié à Bernard Pivot

L'Express renonce à lancer
un quotidien culturel

Le groupe Express a décidé d'abandonner son projet de quotidien culturel confié il y a quelques mois à Bernard Pivot et baptisé du nom de code « Zeus ». La direction de l'Express a pris cette décision au vu des études menées à partir d'un numéro zéro de quarante pages grand format, réalisé par une équipe de journalistes animée par le créateur d'« Apostrophes » et dirigée par deux journalistes de *L'Express*, Pierre Boncenne et Jean-François Drouart. Le concept de « Zeus » consistait à aborder l'actualité (société, faits divers, sports, etc.) sous un angle culturel au sens large, en évitant notamment les articles de « politique politicienne ».

Reparation des Lettres françaises. — Créées en 1941 dans les rangs de la Résistance par Jacques Decour et Jean Paulhan, et dirigées par Louis Aragon jusqu'à leur disparition en 1972, les Lettres françaises paraissent à nouveau, sous la direction de l'écrivain Jean Ristat, animateur de la revue *Digraphe* et gestionnaire de l'héritage littéraire de l'écrivain. La revue, vendue en kiosques pour vingt francs, sera désormais bimestrielle et a été tirée à vingt-cinq mille exemplaires. Elle traite de littérature, de cinéma, de peinture, de poésie et de danse mais aussi de télévision et de sports.

M. Philippe Méchet, directeur de Louis-Harris France. — M. Philippe Méchet a été nommé directeur général de Louis-Harris France, en remplacement de M. Laurence Parisot, devenue président-directeur général de l'IFOP. Agé de trente ans, diplômé

(le Monde du 28 octobre 1989). Les études menées par l'un des deux instituts de sondage contactés ont indiqué que « Zeus » pouvait compter sur cent vingt mille lecteurs potentiels, notamment des femmes. Mais la direction du groupe Express a estimé que l'investissement financier dans ce projet — au moins 200 millions de francs pour un tirage de cent cinquante mille exemplaires — était trop risqué. Un autre groupe de communication s'intéresse cependant au projet d'un quotidien culturel. Deux des journalistes qui ont travaillé pour « Zeus » l'ont rencontré il y a quelques jours.

Y.-M. L.

de l'institut d'études politiques de Paris et de l'université Johns Hopkins, M. Méchet dirigeait jusqu'à présent le département des études politiques de l'IFOP. Lors du référendum du 5 octobre 1988, au Chili, il avait été le premier à réaliser une opération d'estimation avec une équipe de la SOFRESS.

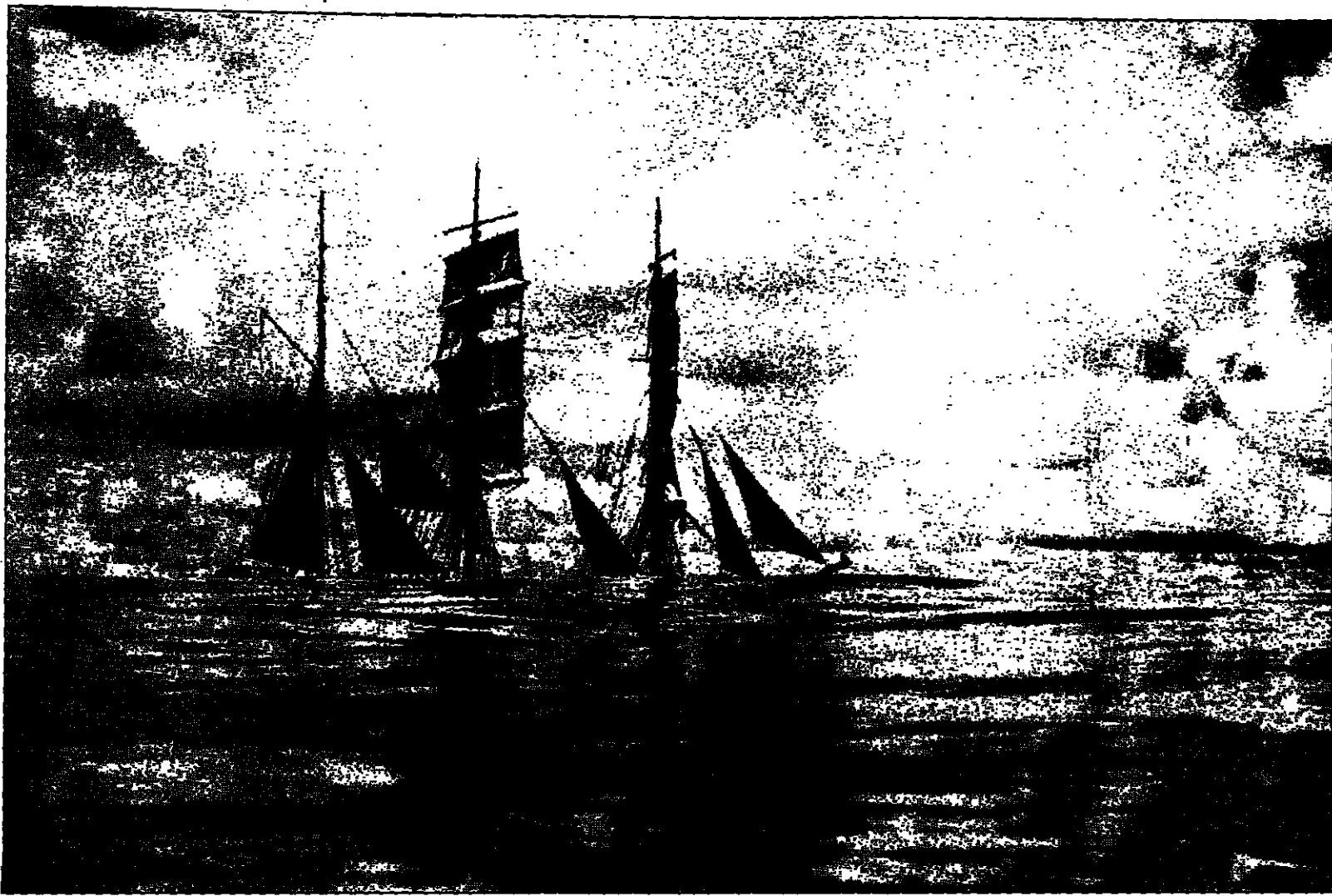
M. Pierre Todorov rejoint la direction d'Hachette. — M. Pierre Todorov, maître des requêtes au Conseil d'Etat, devient codirecteur de Hachette-Rizzoli International Communication (HRIC). Cette structure, constituée en 1987 à égalité par Hachette et le groupe éditorial italien Rizzoli-Corriere della Sera, a vocation à être l'instrument du développement européen des deux groupes dans les domaines de la presse écrite et de la vidéo. M. Pierre Todorov est l'auteur d'un rapport sur la presse écrite intitulé *La Presse française à l'heure de l'Europe*.

Le Monde

ARTS • SPECTACLES

LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE MARIN

Que reste-t-il des grands bateaux ?



Abandonnés sur les grèves, envoyés à la casse, les vieux bateaux sont morts. Que reste-t-il de tous ces vaisseaux qui voguaient autrefois le long des côtes françaises ? Dans les chapelles, les ex-votos ont depuis longtemps disparu, été volés ou vendus. Les métiers traditionnels et la culture maritime se perdent dans les brumes de la modernité. Nos voisins européens qui font partie du club des propriétaires de façades maritimes ont pris une sérieuse avance. En France, la Bretagne s'est ressaisie la première. A Douarnenez, dès 1985, les premières salles du Musée du bateau ont ouvert leurs portes, tandis qu'une procédure active de classement des embarcations de toutes tailles était mise en place par la direction du patrimoine. A l'issue d'un concours lancé à l'initiative du Chasse-Marin et d'Ouest-France, cent bateaux restaurés ou reconstruits à l'identique devraient matérialiser ce renouveau du patrimoine maritime. Pauline, la petite chaloupe de Dahouët et La Recouvrance, goélette armée de 25 mètres, pourront croiser dès juillet 1992 les plus grands bateaux européens dans la rade de Brest. Epilogue d'une aventure vécue par des passionnés qui des mois durant ont hanté les archives des chantiers navals à la recherche de leur bateau perdu. **VÉRONIQUE MORTAIGNE** (Lire pages 10 et 11)

« THE KING OF NEW-YORK », D'ABEL FERRARA

Un roi des temps d'apocalypse

D'un film de gangsters, Abel Ferrara, le dissident provocateur du cinéma new-yorkais, fait un hymne magnifique à toutes les morts violentes, histoire d'un combat de deux folies. Christopher Walken, ange du danger, étonne et fascine.



Christopher Walken, ange du danger, fragile et violent.

DANS le crépuscule carmin d'un bordel sans clients, des putes affalées bâillent, pianotent. Accompagné par une fille, le proxénète descend l'escalier et sort, pelotant à droite et à gauche. Dehors, il va téléphoner dans une cabine. Sur la vitre, un bras, une main, une arme qui crache « de la port du King ». Sortant de prison, le King de New-York est attendu par une limousine longue comme un paquebot, et par ses gardes du corps, qui s'occupent personnellement du confort de son corps, de son plaisir. Ce sont deux très belles jeunes femmes, une noire et une blonde, adeptes du saphisme, qui ne parlent pas inutilement, c'est-à-dire ne parlent pas, mais sourient souvent, et s'avèrent capables d'abattre qui il faut.

Il faut en abattre beaucoup, car le King veut reprendre son royaume, grignoté par des métèques, des dealers latinos et chinois sans scrupules ni manières. On ne doit pas en conclure que le King est raciste, la preuve en est son équipe, composée de costauds sans distinctions ethniques, mais tous aptes à supporter des doses considérables de coke et à massacrer joyeusement les gêneurs. En fait, le King n'aime pas les rustres. Il habite une suite au Plaza et s'habille très bien. Sa conseillère juridique est jolie et bon genre, elle est aussi sa maîtresse. Il vit dans le luxe, aime le métro, bouge avec une élégance de danseur. Il est châtain roux, avec une peau claire, des yeux nostalgiques à fleur de tête, une bouche large un peu amère : c'est Christopher Walken, roi des truands, Mack the Knife des temps d'apocalypse, dans le film d'Abel Ferrara *The King of New-York*.

Christopher Walken déclare à longueur d'interviews qu'il est un brave père de famille et ne comprend pas pourquoi on lui offre toujours de tels rôles. Sincère ou non, il ne peut ignorer qu'au pré-

mier abord il n'évoque pas le bon bourgeois sans histoires. Il est ici plus dangereux, plus ambigu que jamais, il respire la mort, agit avec une douceur mortelle de mort-vivant, sans plus y croire, pour faire semblant, faire plaisir, faire peur. Pour, de façon obsessionnelle, atteindre le but qu'il s'est fixé en prison : financer un hôpital abandonné par les pouvoirs publics.

Le King ne cherche pas à se racheter, il n'a nul besoin du pardon de Dieu. Une angoisse secrète le tourmente mais sa conscience est pure : celle d'un Savonarole du crime, sûr d'agir bien, puisque ses victimes sont des gangsters abjects, qu'il supprime pour le bien de sa ville. Parfois, il tûe en état de légitime défense, ainsi ces jeunes flics prêts à tout pour le coincer.

The King of New-York se présente comme un classique film de gangsters avec quelques scènes-

clefs : massacre autour d'une valise de poudre dans une chambre, arrivée en masse de tueurs masqués tirant sur tout ce qui bouge et même ne bouge plus, poursuites en voitures, jugement et châtiment du Judas qui supplie, et qu'on ne verra plus... Tout autour d'une intrigue simplifiée jusqu'au dépeuplement, Abel Ferrara développe des variations sulfureuses, enchaîne les tableaux de genre, promène ses héros de palaces en bas-fonds, plonge les décors dans des lumières dorées, dans des bleus de poison, dans des pluies qui délavent le sang.

Abel Ferrara enchevêtre et oppose l'artifice le plus sophistiqué – dans lequel la caméra s'attarde et caresse – et les passages façon reportage, où les acteurs semblent saisis en situation, sans s'en rendre compte, parlant entre eux, plaisantant, rêvant, perdus, suspendus dans l'immobilité d'un vide. A l'aigre boucan des freins qui grincent, des pneus qui dérapent succède le choc mat d'un corps accroché à la portière d'une voiture et qui s'écrase contre une borne invisible dans le noir – deux masses d'ombre embolées, – puis c'est le silence soudain d'un terrain vague, sorte de no man's land entre terre et enfer, où des hommes s'appellent, se cherchent pour les enlacements de la mort.

Le classique film de gangsters apparaît bientôt comme un hymne à la mort, un requiem convulsif. Il provoque moins par sa violence que par son élégance, par la fausse froideur de ses images. Par le personnage du King, la personnalité de Christopher Walken, son talent maîtrisé et sa fragilité, son sourire, la détresse et la tendresse de ses yeux qui semblent voir au-delà de ce qu'ils regardent. Amaigri, allant son chemin avec un calme plus cruel que la plus grande fureur, il mène son combat contre un policier aussi obsessionnel que lui, aussi renfrogné et pataud qu'il est gracieux et séduisant. Le beau et la bête, l'ange et l'homme. Ils meurent l'un par l'autre. Le King est allé au bout de lui-même, il abandonne la vie au cours d'une scène absolument fabuleuse. Une splendeur, comme le reste du film.

COLETTE GODARD

(Lire les renseignements pratiques dans notre rubrique « Films nouveaux » page 12.)

SELECTIONS

THÉÂTRE

12

Après avoir partagé l'Odéon avec la Comédie-Française pendant six ans, le Théâtre de l'Europe inaugure sa première saison en solo sous la direction de Lluís Pasqual, le successeur de Giorgio Strehler. Shakespeare, Genet, et des dramaturges venus de l'Est sont à l'affiche.

MUSIQUES

13

De sa folle jeunesse, Michel Portal a gardé le goût des échanges, de la musique partagée. Les 19 et 21 juillet, il joue Mozart et Brahms dans le cadre du Festival de Saint-Lizier.

ARTS

14



Artiste singulier du tournant du siècle, Charles Filiger voulait « atteindre la réalité du rêve », trente ans avant les surréalistes. Que ce symboliste se soit égaré au cours du voyage, on peut le penser, sa quête n'en mérite pas moins d'être saluée, et son œuvre méconne d'être exposée. Comme le fait, cet été, le Musée d'art moderne de Strasbourg.

هكذا من الاجل

LE PATRIMOINE MARIN

UNE POLITIQUE DE SAUVEGARDE

Ramender les filets



« Le voyageur aîlé, comme il est gauche et veule !
Lui naguère si beau, qu'il est comique et laid ! »

La France a laissé mourir ses bateaux. Avec eux, un pan de la culture maritime s'en est allé. Depuis une dizaine d'années, des structures se mettent en place pour tenter de sauver ce qui peut l'être. Il est parfois trop tard

UN jour de 1949, au beau milieu de la Manche, le *Duguay-Trouin*, vaisseau de soixante-quatorze canons battant pavillons français et anglais, meurt sous le feu croisé et complice des ennemis d'autrefois. Maintenu captif à grands frais dans le port de Portsmouth depuis la bataille de Trafalgar, ce navire embarassait la Grande-Bretagne qui proposa de le retourner à son constructeur. La France refusa : où trouver l'argent nécessaire à sa restauration ? On saborda donc le *Duguay-Trouin* en grande pompe au large du Havre. Cette curieuse réconciliation navale opérée sur le dos d'un bateau historique est souvent citée comme exemple du désintérêt des Français pour leur patrimoine maritime.

Jusqu'au début des années 80, les épaves continuent de pourrir sur les grèves : le temps qui passe et l'absence d'esprit marin, qui ne vient pas aux Français aussi naturellement qu'à leurs voisins du Nord de l'Europe, ont fait des bateaux les victimes d'une guerre d'usure. Tandis que les bastides, les phares et les remparts attirent les soins attentifs des amateurs de vieilles pierres, les bateaux filaient entre les doigts des garants du patrimoine. Fin 1981, la création d'un ministère de la mer, le sursaut du ministère de la culture (Jack Lang et Louis Le Pensec) donnent alors une conférence de presse musclée à bord du trois-mâts nantais le *Bélém*, l'essor de la plaisance et la forte poussée des associations régionales entraînent une difficile chasse au trésor, celle des embarcations rescapées.

Mais comment s'y prendre ? Les experts maritimes ne courent pas les rues, les conservateurs des monuments historiques n'ont pas, en règle générale, l'œil rompu aux choses de la mer. Aux yeux des collectivités locales, les bateaux, dès qu'ils ont perdu leur valeur d'usage, prennent des allures d'épaves gênantes. Et si la Royale tient à rappeler ses inventions et ses faits d'armes aux générations futures, c'est par le biais du Musée de la marine. Seuls des plaisanciers amateurs de belles lignes acceptent

de bichonner quelques ancêtres en péril. Mais la mer du travail a été quasiment rayée de la carte du patrimoine maritime. Dans les années 30, on recensait encore plus de deux cents modèles d'embarcations à voile. Depuis, thomiers, coquilliers, langoustiers se sont abîmés au fond des rades dans l'indifférence générale.

Fin 1981 toujours, naît à Douarnenez la revue d'histoire et d'ethnologie marines, le *Chasse-Marée*, à l'initiative de Bernard Cadoret, fondateur en 1979 de la Fédération régionale de culture maritime (FRCM). Proche des traditions et de l'économie régionales, l'équipe du *Chasse-Marée* collecte inlassablement tous les éléments de la culture maritime. Un vaste domaine qui va des peintures aux chants des ouvrières des conserveries, en passant par l'architecture navale et les ex-voto, mais s'ordonne autour d'un objet-roi : le bateau.

Plus parisienne, l'Association des amis du Musée de la mer pour l'Atlantique (AMERAM), fondée en 1975 par le commandant Luc Maribayle, peintre de marines (alors directeur du Musée de la marine), possède aujourd'hui un patrimoine de plus de soixante-dix embarcations. Deux d'entre elles ont été classées monuments historiques par la direction du patrimoine : *Vetille*, premier yacht français construit en acier en 1893 à Nantes, et le côtre-pilote *Dehel*, sorti des chantiers de Honfleur en 1931. L'association, locataire du palais de Chaillot, vient par ailleurs d'achever la restauration de l'*Argonaute*, un sous-marin des années 50, aujourd'hui exposé au pied de la Géo du parc de La Villette.

Mais il n'existe dans ce domaine aucune politique globale. On se contente d'un saupoudrage de crédits. D'ailleurs, la France ne possède aucune institution nationale à vocation maritime. La plus connue, le Musée de la marine, dépend du ministère de la défense. Pourtant depuis 1985 les musées municipaux ont fleuri sur les côtes françaises. L'inspection générale des musées de France dispose d'une ligne budgétaire dite « de secteur expérimental », créée en 1982 (22 millions de francs pour 1989) pour soutenir les deux cent quarante musées à vocation technique et industrielle qu'elle contrôle. Une quinzaine d'entre eux ont trait à la vie maritime. Chacun a sa particularité (la pêche à Concarneau, les lentilles de phare à Ouessant, la construction navale à Saint-Nazaire, la conchyliculture à Bortziques sur l'étang de Than) : un ensemble certes hautement spécialisé, mais très prisé du grand public.

Seul dans son genre pour le moment, le Musée municipal du bateau de Douarnenez, officiellement inauguré en 1988, possède aujourd'hui cent quatre-vingt-deux

La résurrection de la chaloupe de Dahouët

Le bâtisseur de nef

Au début du siècle, elle était la star du port de Dahouët. Déchue, elle servait au transport du goémon, avant de finir lamentablement au fond d'une rivière. De cette chaloupe, il ne restait qu'une carte postale jaunée. Point de départ d'une enquête qui a permis sa reconstruction

ELLE est belle, fine, racée, rare, ses formes sont élancées mais généreuses. Au premier coup d'œil, on la repère : elle est noire avec un liston blanc, à l'inverse des autres flambards qui animent le port de Dahouët. D'ici partent les goélettes des pêcheurs d'Islande. Ici s'écoulent les pommes de terre de Lamballe. La chaloupe de Dahouët, construite en 1901 à Kérity-Paimpol pour le pilote Hippolyte Guinard - la passe est étroite et périlleuse - forçait l'admiration. Rejetée par son propriétaire en 1910 au bénéfice d'un cotre motorisé, elle rejoint la flottille de pêche du port d'Erquy quelques kilomètres plus loin. Réformée en 1917, elle entame alors une nouvelle carrière dans le transport du goémon. Elle y perd un mât. La *Pauline* - c'est son nom - est rejetée sur la grève lorsque l'usine à iode de Larmor-Pléubian fait faillite, en 1933. Réarmée, mais brisée par six mois de cale sèche forcée, elle périt bientôt dans la rivière du Trieu.

La *Pauline* sombre une deuxième fois, dans l'oubli, jusqu'en 1986. Jacques Guéguen, vétérinaire de son état, collectionne les cartes postales. L'une d'elles a fixé des badauds qui la regardent passer, massés en haut du quai. Guéguen veut en savoir plus. Il mène son enquête, à la recherche des amoureux de la « marine en bois ». D'autres clichés pris sous des angles différents lui fournissent de précieux renseignements. Et l'intime conviction que la *Pauline* devait être un beau bateau.

En 1986, des jeunes Canalais regroupés en association régie par la loi de 1901 avaient entrepris la reconstruction d'une bisquine grâce à un remarquable



Du temps de sa splendeur, la chaloupe attirait les badauds. Dans quelques mois, sa réplique prendra la mer.

système d'actionnariat : chacun pouvait y acquérir, selon ses désirs et ses moyens un mât, un bout de voile, une poulie ou un hauban. On vit ainsi une ville devenir propriétaire, au sens moral du terme, de son bateau. L'idée marqua la Bretagne. Des jeunes de Dahouët et de Pléneuf-Val-André voulurent faire mieux. M. Guéguen, qui passait par-là, leur proposa la *Pauline*.

Mais comment reconstruire un bateau dont il ne subsiste que quelques photographies jaunies ? M. Guéguen part à la chasse aux documents. Première étape, les registres d'inscription des douanes, puis les archives départementales des Côtes-d'Armor à Saint-Brieuc. Le *Journal de Pléneuf*, entre deux chiens écrasés, lui en

apprend long sur la vie quotidienne de la *Pauline*. Les services historiques de la marine - il en existe cinq en France, basés dans les principaux ports de guerre, plus un service central logé au château de Vincennes - fournissent de quoi établir un état civil fiable : le centre de Brest a hérité de l'ancienne bibliothèque de l'Académie de marine, fondée en 1752, et possède trente mille photos de bateaux légués par un collectionneur en 1983 ; il reçoit, en outre, annuellement, quatre cents mètres d'archives où sont portés les mouvements de bateaux, les changements de propriétaires, les indications sur les équipages, des plans de navire.

L'équipe de Dahouët sollicite également la mémoire des plus vieux, mais ils sont presque aussi

rare que les bisquines. M. Kerleau, un ancien charpentier de Pléubian, établit une demi-coque, ancêtre de nos plans modernes, à partir de ses souvenirs personnels. Le tout est ensuite traité par ordinateur et confié à un architecte naval de Vannes, spécialiste de la reconstitution des vieux bateaux. La réplique de la *Pauline* (9,60 m de long et 3,05 m de large), dont la construction devrait débuter en septembre aux chantiers traditionnels Clochet à Plonguel, dans les environs de Tréguier, coûtera 470 000 francs. Le montage financier est classique, et commun aux projets présentés (quatre-vingts inscrits en juin 1990) en même temps que la *Pauline* au concours des bateaux des Côtes de France. Il associe la commune (Pléneuf, petite, mais généreuse, image de marque oblige), le département (les Côtes-d'Armor), la région et des sponsors (des entreprises locales pour la plupart, les plus gros se faisant encore tirer l'oreille). L'Etat, quant à lui, s'il est intervenu ponctuellement par le biais des DRAC et des contrats de plan, a pour le moment fermé le robinet des subventions. Motif : la guerre des répliques, que le ministère de la culture se refuse à prendre en compte dans son champ d'action. Car, affirme-t-il, ne lui faudrait-il pas, ensuite, financer la reproduction d'un faux Matisse en vertu de la même logique ?

Au *Chasse-Marée*, à la fédération régionale pour la culture maritime (FRCM), on objecte qu'il y a eu trop de bateaux perdus pour qu'on laisse filer la dernière chance de les voir revivre. D'ailleurs, à Dahouët, comme dans l'équipe du *Jean-François*, de Nantes (brick goélette de commerce de 25 m) ou du *Renard*, de Saint-Malo (dernier cotre corsaire de 10 m, armé par Surcouf), de la *Reconnaissance* (goélette de guerre de 25 m), ou de la *Mourre* du Grau-du-Roi (bateau de pêche de 7 m), on est profondément persuadé qu'un navire qui ne navigue plus est un navire mort. Qu'il soit ancré dans un musée ou qu'il pourrisse sur la grève.

V. Mo.

* Concours Ouest-France, le *Chasse-Marée*. B. P. 159, 29171 Douarnenez Cedex. Tél : 98-92-66-333

LE PATRIMOINE MARIN

A RÉINVENTER

de la mémoire

bateaux. La difficulté ne tient pas à l'achat des pièces - le marché est pour l'instant peu encombré, - note son conservateur, Denis-Michel Boel, mais à son mode d'exposition. Un bateau n'est pas fait pour tenir entre quatre murs. A Douarnenez, on veut donc les mettre à l'eau, dans la mesure du possible. Le musée deviendra donc d'ici à 1992 un «port-musée», comme le Mystic Sea Port américain, celui d'Exeter en Grande-Bretagne, qui réunit des bateaux du monde entier, celui d'Enkhuizen sur le Zuiderzee aux Pays-Bas (1), ou encore le Maritime Centrum de Göteborg en Suède, qui en quelques années a rassemblé vingt navires parmi les plus grands du monde.

Le projet breton de Port-Rhu (aménagement architectural du site existant et des bassins à flot, bateaux-expositions, librairie, restaurants, atelier de charpenterie traditionnelle) se monte à 80 millions de francs. La maîtrise d'ouvrage en a été confiée à une société d'économie mixte (2). Il bénéficie de subventions du ministère de la culture (6 millions de francs sur quatre ans).

Plus au nord - la Bretagne n'a pas l'appanage de la mer, - le Musée portuaire de Dunkerque ne présente aujourd'hui que des expositions temporaires. Il doit subir une transformation radicale qui s'achèvera en 1992. Son coût est estimé à 20 millions de francs (répartis à parts égales entre l'Etat, le conseil régional et la communauté urbaine de Dunkerque). Ouverture prochaine également d'un Musée de la mer à Cannes et d'un Musée industriel et maritime à Nantes. Tous contrôlés, ces musées se plient aux règles imposées par l'Etat, moyennant subventions : ils sont gérés par des conservateurs et leurs collections sont inaliénables.

Fort des expériences des écomusées régionaux - celui d'Alsace, installé sur un ancien carreau de mine de potasse, accueille trois cent mille visiteurs par an, - le ministère de la culture est favorable à ces initiatives. Mais l'épouvantail du parc d'attractions raté en effraie plus d'un. Ancrer la mémoire maritime par le biais de répliques mal ficelées ne saurait satisfaire ni les fonctionnaires du patrimoine ni les experts qui voient a priori d'un mauvais œil le développement des initiatives trop privées. Car, bien entendu, municipalités, sponsors ou investisseurs entendent tirer leur épingle du jeu. A Dives-sur-Mer, un musée de la plaisance constitué à partir de la collection réunie par l'AMERAMI et de la vingtaine d'embarcations appartenant au Musée de la marine devraient être domiciliés en 1992 sur une friche industrielle. Mais son existence est totalement liée à un projet d'aménagement touristique du littoral (Port-Guillaume, 135 millions de francs de travaux sur dix ans, 80 000 m²

habitables). A La Rochelle, le Musée maritime du Nouveau Monde, désireux d'acquiescer des bateaux que l'on peut immédiatement visiter a trop vite été taxé d'amarisme.

Les experts réclament un code de déontologie. Depuis 1983, le bateau a acquis son statut d'objet à protéger par le biais du classement au titre des monuments historiques. Cette charge est dévolue à la division des objets mobiliers. Les «classables» sont traqués par des experts patentés : le Chasse-Marée, la FRCM, l'AMERAMI, mais aussi, depuis 1986, par un conservateur régional des monuments historiques basé à Rennes.

A partir de quelle date un bateau est-il digne d'intérêt? Plus que des critères, des pistes ont été définies : un âge raisonnable (pas moins de trente ans), une notoriété suffisante, un caractère représentatif évident (exception faite des prototypes de grand intérêt), et un état permettant sa restauration. Son très mauvais état de santé avait ainsi valu au bateau à roues du lac Léman, le Major-Davel, monstre d'acier rouillé, la honte du classement. Il existe aujourd'hui trente et un bateaux classés, goélettes, chalutiers ou trois-mâts qui donnent à leur propriétaire des droits et des devoirs : en principe, il permet de sauver un bateau. Mais les coûts de restauration et d'entretien sont parfois si lourds qu'il ne se trouve personne pour y faire face. La Belle-Etoile, dernier langoustier à voile de Camaret, classé en 1983, continue de s'ensabler sur la grève. Il est aujourd'hui perdu. Le Chasse-Marée et Ouest-France ont lancé il y a quelques mois un concours des bateaux des côtes de France. Ils voudraient voir cent bateaux français restaurés ou reconstruits pour juillet 1992, à côté des mille cinq cents bateaux européens qui se regroupent en rade de Brest. Une réplique à l'identique de la Belle-Etoile de Charcot devrait être au rendez-vous. Elle aurait l'avantage, aux yeux des sponsors et des marins, d'être apte à la navigation, et assez robuste pour transporter des touristes et enseigner la voile aux novices.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

(1) Les premières salles ont été ouvertes en 1950 dans l'ancien local de la Compagnie des Indes orientales. Musée d'Etat, il regroupe 90 bateaux et 80 000 objets de marine dans un port-musée et a englobé tout l'ancien village. Il accueille en moyenne 250 000 visiteurs par an.

(2) La SEM comprend : la municipalité de Douarnenez, le département du Finistère, mais aussi des partenaires privés (pour le moment la Compagnie générale des eaux, la CISE, filiale touristique de Saint-Gobain, qui gère notamment la station de montagne des Arcs, la SAUR, filiale du groupe Bouygues et la SCOP du Chasse-Marée).



Ne pas oublier ces marins-pêcheurs qui portaient au bout du monde les traditions d'une culture séculaire.

LA MARINE AUX ENCHÈRES

Vents contraires

tier de Davis (ancêtre du sextant) estimé 40 000 francs, une grande figure de proue, buste d'homme en costume louis-philippin (50 000 francs), deux dents de cachalot gravées d'une bannière étoilée (8 000 francs). Ou encore ces œuvres de marins français, prisonniers à bord des pontons britanniques durant les guerres de la Révolution et de l'Empire : boîtes à dominos en bois et os de bœuf (3 000 francs), maquettes de vaisseaux en ébène, ivoire et os (l'un d'entre eux a été adjugé 132 000 francs en mai dernier, à Londres, chez Sotheby's), qui servaient à améliorer leur ordinaire.

Pourtant, à l'exception de très belles pièces, les ventes de marines semblent passées de mode en France, note l'expert Philippe Wilmar. Les objets scientifiques (cadres solaires, télescopes, instruments de mathématiques) en particulier, difficiles d'accès auraient, en vingt ans, perdu près de 30 % de leur valeur. L'art populaire est plus apprécié. La peinture, notamment, qui n'échappe pas à la spéculation. Les

marines minutieuses exécutées par les membres de la famille Roux, de Marseille, de 1795 à 1880, sont aujourd'hui assidûment collectionnées par les musées français et même américains. Ces derniers n'hésitent plus à débours 60 000 francs pour le Brick l'Enfant-Chéri devant le vieux port de Marseille (1817) ou 70 000 francs pour le Trois-Mâts François-Honoré (1834). Edouard Adam père et fils, du Havre, sévirent entre 1847 et 1938. Ils exécuteront des «portraits» de bateaux pour le compte des grandes compagnies de navigation. Le Campêche, long-courrier d'Amérique du Sud, devrait partir à 38 000 francs ou 45 000 francs. Il y a vingt ans, un Adam ne cotait guère plus de 800 francs.

Si ces marines ont été exécutées de façon quasi industrielle par des professionnels, les ex-voto, expression ponctuelle de gratitude et de dévotion religieuse, sont beaucoup plus personnels. Un tableau français du début du dix-neuvième siècle, représentant une Vierge dans une barque, levant les yeux vers une

étoile, est estimé à 100 000 francs. Au cours de ces vingt dernières années, de nombreuses églises ont été allégées de ces témoignages, volés ou vendus par la paroisse.

Le profil du collectionneur français reste difficile à cerner. «Il n'aime pas montrer ce qu'il possède, sauf s'il a en face de lui une personne qui vibre au même diapason», remarque Philippe Wilmar. Aussi, même si les ventes aux enchères se multiplient, des collections complètes s'échangent ou se vendent, en dehors des circuits classiques, entre amateurs. Il faut parfois attendre un décès pour que les objets apparaissent. Depuis cinq ans déjà, les marchands britanniques en profitent pour approvisionner leurs ventes futures de Londres où se pressent les collectionneurs, en majorité américains, mais aussi allemands, scandinaves et australiens.

Le marché des bateaux reste aux mains de marchands traditionnels. Sotheby's a pu le constater l'an passé, à son détriment. La firme anglo-saxonne organisait, à Londres, pour la première fois (et sans doute la dernière avant longtemps) une vente aux enchères de vingt-neuf navires. Seuls neuf d'entre eux trouvèrent preneurs, à des prix généralement inférieurs à 100 000 livres (1 million de francs). «Les amateurs fortunés qui s'intéressent aux grosses pièces n'achètent pas sur un coup de tête. Ils préfèrent prendre le temps de la réflexion et n'apprécient pas les surprises des enchères», explique l'expert John Baddeley. Tirant la leçon de son échec, Sotheby's agit aujourd'hui comme un «broker» sélectionnant ses navires d'après des critères rigoureux : provenance, histoire, rareté, époque, décoration, etc. Elle s'adresse à une riche clientèle - celle qui, hier encore, achetait des yachts modernes - et va de pair avec un style de vie dont les Américains sont friands. Mais qui séduit de plus en plus de sociétés japonaises, qui rehaussent ainsi leur image de marque.

ALICE SEDAR

* Ventes : le 21 juillet à La Rochelle ; le 23 juillet à Bordeaux, hôtel de ventes des Chartrons, 136, quai des Chartrons, 33000 Bordeaux.

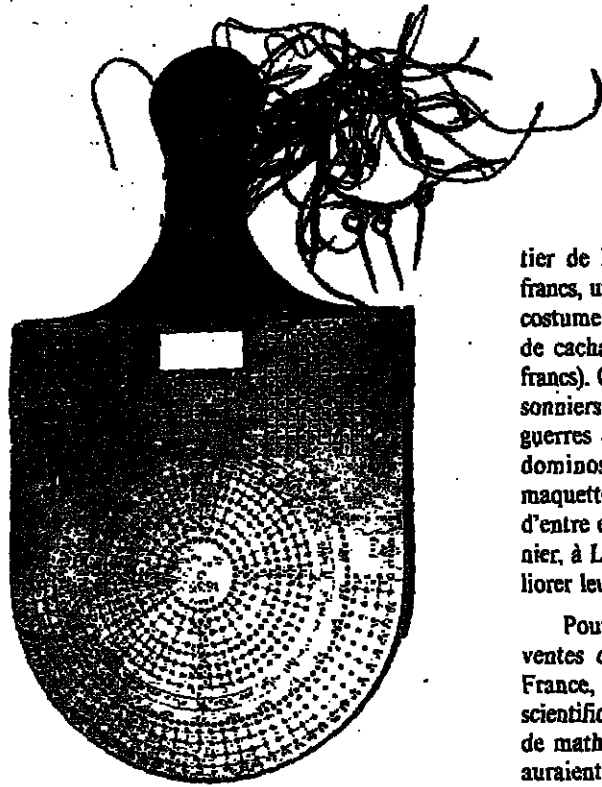


Table de Loch dite « Renard de navigation ».

Les ventes de « marines » n'ont pas toujours, en France, le succès escompté. Deux d'entre elles vont pourtant avoir lieu à La Rochelle et à Bordeaux.

D U 20 au 25 juillet, cent trente navires de toutes nationalités, anciens et modernes, qui participent à la Cutty Sark - une course organisée depuis 1956 par la Sail Training Association - feront escale à Bordeaux, avant de regagner Plymouth, en Grande-Bretagne.

A cette occasion, deux commissaires-priseurs, M^{rs} Courau et Blanchy, organisent une vente publique sur le thème de la marine. Parmi des centaines d'objets de toutes sortes - maquettes, globes, instruments de navigation, bateaux en bouteille, - citons un quar-

La mémoire de la pierre

Sur l'un des murs de l'église Saint-Jacques de Dieppe, une main anonyme a gravé le dessin d'un navire bas à la voile très développée. Le graffiti est daté de 1621. Un peu plus loin, sur le mur du Trésor, une grosse nef armée du XVI^e siècle hâle un canot chargé de matelots. L'église d'Harcourt, celle de Verville-la-rue, la cathédrale de Rouen conservent aussi tracées dans leurs pierres des souvenirs de la vie maritime.

Henri Cahingt, un Dieppois passionné d'archéologie navale, a inventé il y a quarante ans une technique, encre blanche et papier noir, qui lui permet de reproduire cet aspect peu connu de la culture maritime. Grâce à un décalque pris sur les murs, dont le

résultat graphique ressemble assez joliment à un négatif de photographie, Henri Cahingt retravaille le dessin, en supprime les traits parasites pour obtenir une image fidèle des navires esquissés. Le musée de Dieppe expose jusqu'au 30 septembre trente-huit de ces estampes, complétées par des maquettes, des peintures, quelques dessins tirés d'un album répertoriant tous les côtes corsaires construits à Dieppe entre 1744 et 1745. On peut y voir aussi une collection d'objets en ivoire, activité traditionnelle de la ville.

* « Les murs qui parlent, le navire en graffiti du Moyen Age au XVIII^e siècle ». Musée de Dieppe. Jusqu'au 30 septembre.

سكزا من الاحمل

MUSIQUE

SÉLECTION PARIS

Mercredi 18 juillet

Bach
Suites pour violoncelle seul
Gérard Caussé (alto).

Pauvres artistes qui sont obligés de s'approprier des pièces qui n'ont pas été conçues pour leur instrument ! Enfin, pas toujours. Mais lorsque l'on est un musicien aussi compétent et inspiré que Gérard Caussé, il est impossible de rester de marbre devant les Suites pour violoncelle de Bach. Qui lui reprochera ce chapardage ?

Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 21 heures. Tél. : 40-30-10-13. De 60 F à 100 F.

Vivaldi

Introduction au *Miserere*
Concerto « madrigalesco »
RV 128
Niel Dominus
Symphonie au Saint-Sépulchre
RV 169
Stabat mater
Gérard Lense (soprano-contralto, direction).

Gérard Lense et son Seminario Musicale ont enregistré ce programme pour Harmonia Records. Un disque reçu avec enthousiasme par la presse. Un disque qui s'est vendu comme des petits pains ! La voix souple, au timbre fruité, de Lense, sa suavité, la perfection instrumentale des musiciens de son ensemble ne souffrent, en effet, pas le moindre reproche. Et, comme la musique religieuse de Vivaldi est belle ! A mille lieues de certains de ses concertos écrits à la va-vite.

Eglise Saint-Sépulchre, 20 h 30. Tél. : 48-04-98-01. Location Franc. De 85 F à 95 F.

Samedi 21

Mozart
Symphonie n° 35 KV 543
Concerto pour piano et orchestre KV 467

Schubert
Symphonie n° 5
Michael Delbert (piano), Scottish Chamber Orchestra, Antoni Ros Marba (direction).

Le Scottish Chamber Orchestra est écossais, comme son nom l'indique. Ce n'est pas un orchestre dont la réputation égale celle de l'English Chamber Orchestra (encore que la qualité de ce dernier ne soit plus tout à fait égale à ce qu'elle fut, il y a vingt ans), mais s'il y avait un orchestre de chambre de cette qualité en France, cela se saurait.

Rendez-vous, donc, dans la merveilleuse acoustique du palais Garnier, pour l'appréciation d'un programme exigeant. Michel Delbert sera au piano pour jouer le concerto pour piano de Mozart le plus célèbre. Son mouvement lent n'était-il pas la musique d'*Elvira Madigan* ?

Opéra de Paris, Palais Garnier, 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 60 F à 80 F.

Du Courroy

Requiem pour les rois de France
Ensemble vocal Sagittarius, Michel Lapina (direction).

Né dans le Beauvaisis, à Beauvais même pour certains musicologues, à Gerbeux (la ville des roses) pour d'autres, Eustache du Courroy est un des grands compositeurs les plus méconnus. Si l'on interprète parfois son admirable *Requiem pour les rois de France* (une œuvre qui accompagne les funérailles d'Henri IV et de Louis XIII), qui joue ses *Fantaisies pour violes* en forme de ricanerie ? Son génie du contrepoint y éclate.

au grand jour, faisant de cette œuvre une sorte de préfiguration de l'Art de la fugue de Bach. Un compositeur à réhabiliter.

Verdille, Chapelle royale du château, 17 h 30. Tél. : 39-48-48-24. 40 F.

Dimanche 22

Beethoven
Sonate pour piano n° 28
« Les Adieux »

Chopin
Quatre Ballades

Ravel
Jeux d'eau

Debussy
L'Isle Joyeuse

Viado Perlemuter (piano).

Viado Perlemuter n'est plus tout jeune. Il vient de fêter ses quatre-vingt-six ans. On ne l'admire pas pour ses performances digitales (encore que...), mais pour ses qualités incomparables de stylistes, pour la pure beauté d'un jeu qui sait émouvoir, simplement émouvoir, avec une économie de moyens que ses confrères lui envient. Il jouera Ravel, dont il fut l'élève, Beethoven, Debussy et Chopin. La plus belle figure du piano français depuis Samson François. Et pour Wilhelm Kempf : « Le plus grand interprète de Chopin que j'aie jamais entendu ».

Scaux, Orangerie, 17 h 30. Tél. : 46-63-12-13.

Lundi 23

Frank
Cantabile en si mineur
Grande Place symphonique op. 17

Benoist
Offertoire

Lefebure-Wely
Éditions en la mineur et en ré mineur
Pastorale en do majeur, Sortie en si bémol

Saint-Saëns
Fantaisie pour orgue op. 101

Boëly
Andante n° 5 op. 42
Fantaisie n° 7 op. posthume 47

Guilmont
Sonate pour orgue n° 1 op. 42, finale

André Isac (orgue).

Un programme comme André Isac l'affectionne : sans exclusive, sans exclusions. Un programme qui réconcilie les vieux « ennemis », Lefebure-Wely et Boëly. Le premier, organiste à la Madeleine, était un grand virtuose, un montain qui se lançait dans des improvisations descriptives d'un goût douteux, mais d'une efficacité et d'un humour redoutables. Il se rachètera en jouant « avec un sentiment poignani », selon un témoin, quelques préludes de Chopin lors des funérailles du musicien. Le second était un musicien beaucoup plus sérieux, fier de contrepoint, admirateur de Bach à une époque qui ne doutait pas de la supériorité de son maître. On le lui reprocha tellement qu'il fut renvoyé de sa tribune d'orgue, au motif que la musique qu'il jouait pendant les offices était si belle qu'elle distrairait les fidèles.

Eglise Saint-Germain-des-Prés, 20 h 30. Tél. : 48-04-98-01. Location Franc. 70 F.

Montpellier

Martin
Golgatha, oratorio pour solistes, chœur et orchestre
Nathalie Kemmer (soprano), Nathalie Stutzmann (contralto), Jean-Luc Viala (ténor), Nicolas Christou (baryton), Gregory Reinhard (basse), Orchestre philharmonique de Montpellier.

Après Strasbourg qui l'a programmé, *Golgatha* de Frank Martin est donné à Montpellier. Une idée chère à René Koring, un directeur artistique qui ose sortir des sentiers battus, qui aime la musique sans exclusive. Que ceux qui lui reprochent de trop fouiller les bibliothèques, d'écarter des partitions de second ordre se reprennent vite. Il n'y a, en effet, peut-être pas d'autres voix à emprunter que la sienne. Et puis, fût-ce comme il est, Koring propose aussi aux mélomanes des programmes plus traditionnels (le 18 juillet, à 22 heures, jouera le Concerto pour clarinette de Mozart et les quatuors de Brahms et Mozart).

Le 19, cathédrale de Saint-Lizier, à 19 heures, l'*Oiseau de feu* de Stravinsky sera donné avec *Grandeur et décadence de la ville de Mahagonny* de Kurt Weill chantée par Ute Lemper.

En point d'orgue, il ne faudra pas manquer le concert du 21 juillet. Emmanuel Krivine et la mezzo-soprano Jennifer Larmore vont, en effet, donner ce qui doit être la première française (en tout cas montpelliéraine) des *Chants du souvenir* de Martucci, un compositeur italien héroïque en ce qu'il n'a pas composé d'opéra à une époque où pour acquiescer la gloire en Italie il le fallait. De son œuvre nous ne



CLAUDE GASSIAN

saît si celui de Spivakov qu'il va accompagner dans le Concerto en si mineur de Haydn (le 22, à 22 h 45) peut être personnel !

Le 18, Palais princier, 21 h 45. Tél. : 93-60-76-54. De 70 F à 260 F.

Montpellier

Martin
Golgatha, oratorio pour solistes, chœur et orchestre
Nathalie Kemmer (soprano), Nathalie Stutzmann (contralto), Jean-Luc Viala (ténor), Nicolas Christou (baryton), Gregory Reinhard (basse), Orchestre philharmonique de Montpellier.

Après Strasbourg qui l'a programmé, *Golgatha* de Frank Martin est donné à Montpellier. Une idée chère à René Koring, un directeur artistique qui ose sortir des sentiers battus, qui aime la musique sans exclusive. Que ceux qui lui reprochent de trop fouiller les bibliothèques, d'écarter des partitions de second ordre se reprennent vite. Il n'y a, en effet, peut-être pas d'autres voix à emprunter que la sienne. Et puis, fût-ce comme il est, Koring propose aussi aux mélomanes des programmes plus traditionnels (le 18 juillet, à 22 heures, jouera le Concerto pour clarinette de Mozart et les quatuors de Brahms et Mozart).

Le 19, cathédrale de Saint-Lizier, à 19 heures, l'*Oiseau de feu* de Stravinsky sera donné avec *Grandeur et décadence de la ville de Mahagonny* de Kurt Weill chantée par Ute Lemper.

En point d'orgue, il ne faudra pas manquer le concert du 21 juillet. Emmanuel Krivine et la mezzo-soprano Jennifer Larmore vont, en effet, donner ce qui doit être la première française (en tout cas montpelliéraine) des *Chants du souvenir* de Martucci, un compositeur italien héroïque en ce qu'il n'a pas composé d'opéra à une époque où pour acquiescer la gloire en Italie il le fallait. De son œuvre nous ne

connaissions que le Concerto pour piano et orchestre n° 2, enregistré par Arturo Toscanini et Mieczyslaw Horszowski au tout début des années 50 et ses deux symphonies qui viennent tout juste de paraître dans une remarquable interprétation chez Chandos. Il n'y a aucun doute, Martucci est un compositeur de premier plan... même si le Larousse des compositeurs ne lui a pas consacré de notice.

Le 21, Abbaye de Fontfroide, 21 h 45. Tél. : 87-60-43-08. De 110 F à 160 F.

Montreuil

Schubert
Sonate pour piano D 959
Klavierstücke n° 1, 2 et 3.
D 948
Sonate pour piano D 960
Paul Badura-Skoda (piano).

Paul Badura-Skoda n'est certes pas un virtuose. D'autres jouent plus vite, plus propre que lui. Mais dans l'interprétation des œuvres de Schubert, il a peu de rivaux. Sur piano ancien, Sur piano moderne.

Le 23, Eglise Saint-Jean de Montreuil 31210, 21 h 30. Tél. : 61-88-32-00. De 70 F à 180 F.

Saint-Lizier

Mozart
Symphonie K. 75
Concerto pour clarinette et orchestre K. 622

Schönberg
La Nuit transfigurée
Michel Portal (clarinette), Orchestre de chambre national de Toulouse, Louis Auricome (direction).

Deux fois Portal et deux fois dans des œuvres qu'il joue comme personne. Le Callas de la clarinette ? C'est ce qui nous vient à l'esprit lorsque nous l'entendons jouer le Concerto pour clarinette de Mozart et les quatuors de Brahms et Mozart.

Le 19, cathédrale de Saint-Lizier, à 19 heures, l'*Oiseau de feu* de Stravinsky sera donné avec *Grandeur et décadence de la ville de Mahagonny* de Kurt Weill chantée par Ute Lemper.

En point d'orgue, il ne faudra pas manquer le concert du 21 juillet. Emmanuel Krivine et la mezzo-soprano Jennifer Larmore vont, en effet, donner ce qui doit être la première française (en tout cas montpelliéraine) des *Chants du souvenir* de Martucci, un compositeur italien héroïque en ce qu'il n'a pas composé d'opéra à une époque où pour acquiescer la gloire en Italie il le fallait. De son œuvre nous ne

connaissions que le Concerto pour piano et orchestre n° 2, enregistré par Arturo Toscanini et Mieczyslaw Horszowski au tout début des années 50 et ses deux symphonies qui viennent tout juste de paraître dans une remarquable interprétation chez Chandos. Il n'y a aucun doute, Martucci est un compositeur de premier plan... même si le Larousse des compositeurs ne lui a pas consacré de notice.

Le 21, Abbaye de Fontfroide, 21 h 45. Tél. : 87-60-43-08. De 110 F à 160 F.

Montreuil

Schubert
Sonate pour piano D 959
Klavierstücke n° 1, 2 et 3.
D 948
Sonate pour piano D 960
Paul Badura-Skoda (piano).

Paul Badura-Skoda n'est certes pas un virtuose. D'autres jouent plus vite, plus propre que lui. Mais dans l'interprétation des œuvres de Schubert, il a peu de rivaux. Sur piano ancien, Sur piano moderne.

Le 23, Eglise Saint-Jean de Montreuil 31210, 21 h 30. Tél. : 61-88-32-00. De 70 F à 180 F.

Saint-Lizier

Mozart
Symphonie K. 75
Concerto pour clarinette et orchestre K. 622

Schönberg
La Nuit transfigurée
Michel Portal (clarinette), Orchestre de chambre national de Toulouse, Louis Auricome (direction).

Deux fois Portal et deux fois dans des œuvres qu'il joue comme personne. Le Callas de la clarinette ? C'est ce qui nous vient à l'esprit lorsque nous l'entendons jouer le Concerto pour clarinette de Mozart et les quatuors de Brahms et Mozart.

Le 19, cathédrale de Saint-Lizier, à 19 heures, l'*Oiseau de feu* de Stravinsky sera donné avec *Grandeur et décadence de la ville de Mahagonny* de Kurt Weill chantée par Ute Lemper.

En point d'orgue, il ne faudra pas manquer le concert du 21 juillet. Emmanuel Krivine et la mezzo-soprano Jennifer Larmore vont, en effet, donner ce qui doit être la première française (en tout cas montpelliéraine) des *Chants du souvenir* de Martucci, un compositeur italien héroïque en ce qu'il n'a pas composé d'opéra à une époque où pour acquiescer la gloire en Italie il le fallait. De son œuvre nous ne

Musicien insaisissable, passant du jazz à la création contemporaine, de Bartok à Mozart avec un bonheur (jamais démenti), Michel Portal serait une star s'il était chanteur, pianiste ou violoniste. Comme l'alto, la clarinette est un instrument plus intime qu'éclatant. Il sera à Saint-Lizier les 19 et 21.

JAZZ

Paris

Jean-Louis Longnon

Trompettiste solaire, puisant, bon compositeur et meneur de groupes, Jean-Louis Longnon est au Sunset, le club à la mode. Il est des nuits de club qui n'ont rien de bien des soirs de festivals !

Les 18 et 19, Sunset, 22 heures. Tél. : 40-26-46-60.

Monaco

Swing System

Entre l'ONJ de Barthélémy et le Nougano Band, le Swing Strings System de Didier

Levallet qui dirige également les stages. Il est des festivals qui ne se conforment pas forcément à la règle.

Le 24, 21 h 30. Tél. : 90-58-00-82.

Antibes

Sonny Rollins

Antibes-Juan-les-Pins célèbre ses trente ans d'exercice. Toutes les stars qui ont fait Antibes sont de la partie. Rollins joue dans la pinède d'une façon qu'il n'a pas ailleurs. De toute façon, il n'est pas ailleurs.

Le 20, 21 h 30. Tél. : 93-61-04-98.

ROCK

Saint-Fleur

The Blues Brothers Band

Grand juke-box vivant où l'on retrouve Steve Cropper, autour de quelques-unes des plus belles parties de guitare jamais entendues (sur les disques d'Otis Redding, entre autres) et Donald Duck Dunn, à la basse. Ils sont entourés de requins et de survivants, dont l'ineffable Eddie Floyd aux vocaux.

M. « Knock on Wood » reprend le tube qu'il a rendu célèbre et ceux de ses collègues. De l'extrait de nostalgie, abus consenti.

Le 24 juillet à 21 heures, au château des Ternes. Tél. : 71-60-29-65.

Vienne

Jimmy Othid, les VRP, les Fleshtones

Soirée à la programmation incisive, avec le voisin lyonnais et son rythme blues-reggae oriental. Les VRP, leurs attachés-cases, leurs complets en jersey et leur humour qui serait déprimant s'il n'était pas méchant. Et

les Fleshtones, grand groupe de garage.

Le 19 juillet à 21 heures au Théâtre antique, 90 F. Tél. : 74-85-00-05.

Blaye

Rock 1990

S'il fait frais, voilà de quoi se réchauffer, sinon, c'est le coup de chaleur assuré avec Innamorati, les Mega City Four, spécialistes des excès de vitesse, c'est à peine si l'on pourra dire un peu avec Bad Manners. Voilà pour le vendredi. Le lendemain on repart de plus belle avec les Fleshtones, les enfants des Bérus et de James Brown, autrement dit les Satellites, deux groupes de la région - Kid Pharon et Gamine - et les Del Lords, venus de l'autre côté de l'océan.

Les 20 et 21 juillet de 17 heures à 3 heures à la Cité-dolite de Blaye, 80 F par jour. Tél. : 57-42-12-09.

La sélection « Mesures » a été établie par : Alain Lomphech, « Rock », Thomas Sotinel

AUDITION pour compositeurs

ANATOLIAN

1990-1991

1990-1991

1990-1991

1990-1991

1990-1991

1990-1991

1990-1991

1990-1991

1990-1991

1990-1991

1990-1991

1990-1991

1990-1991

1990-1991

RÉGIONS

Monte-Carlo

Tchaïkovski
Rémio et Juliette, ouverture

Schumann
Concerto pour piano et orchestre op. 54

Mendelssohn
Symphonie n° 4 « Italienne »

Maria Tipo (piano), Orchestre philharmonique de Monte-Carlo.

Gianluigi Gelmetti (direction).

Chaque été, la Principauté s'offre des plateaux de grand luxe. Si Maria Tipo est connue pour son jeu impérial et imprévisible (cette

pianiste est parfois affectée, son jeu trop « fabriqué »), Gianluigi Gelmetti est sans doute le plus méconnu des grands chefs italiens. Il dirige avec une conscience aiguë des rapports de force qui régissent les relations entre les différents groupes instrumentaux de l'orchestre, une tension qui sait s'épanouir dans de belles envolées. Le prototype de l'excellent chef d'orchestre. Quatre jours plus tard, il laisse sa place à Lawrence Foster, un Américain d'origine roumaine, aimé des solistes pour sa capacité à se couler dans leur jeu. Et Dieu

en point d'orgue, il ne faudra pas manquer le concert du 21 juillet. Emmanuel Krivine et la mezzo-soprano Jennifer Larmore vont, en effet, donner ce qui doit être la première française (en tout cas montpelliéraine) des *Chants du souvenir* de Martucci, un compositeur italien héroïque en ce qu'il n'a pas composé d'opéra à une époque où pour acquiescer la gloire en Italie il le fallait. De son œuvre nous ne

connaissions que le Concerto pour piano et orchestre n° 2, enregistré par Arturo Toscanini et Mieczyslaw Horszowski au tout début des années 50 et ses deux symphonies qui viennent tout juste de paraître dans une remarquable interprétation chez Chandos. Il n'y a aucun doute, Martucci est un compositeur de premier plan... même si le Larousse des compositeurs ne lui a pas consacré de notice.

Le 21, Abbaye de Fontfroide, 21 h 45. Tél. : 87-60-43-08. De 110 F à 160 F.

Montreuil

Schubert
Sonate pour piano D 959
Klavierstücke n° 1, 2 et 3.
D 948
Sonate pour piano D 960
Paul Badura-Skoda (piano).

Paul Badura-Skoda n'est certes pas un virtuose. D'autres jouent plus vite, plus propre que lui. Mais dans l'interprétation des œuvres de Schubert, il a peu de rivaux. Sur piano ancien, Sur piano moderne.

Le 23, Eglise Saint-Jean de Montreuil 31210, 21 h 30. Tél. : 61-88-32-00. De 70 F à 180 F.

Saint-Lizier

Mozart
Symphonie K. 75
Concerto pour clarinette et orchestre K. 622

Schönberg
La Nuit transfigurée
Michel Portal (clarinette), Orchestre de chambre national de Toulouse, Louis Auricome (direction).

Deux fois Portal et deux fois dans des œuvres qu'il joue comme personne. Le Callas de la clarinette ? C'est ce qui nous vient à l'esprit lorsque nous l'entendons jouer le Concerto pour clarinette de Mozart et les quatuors de Brahms et Mozart.

Le 19, cathédrale de Saint-Lizier, à 19 heures, l'*Oiseau de feu* de Stravinsky sera donné avec *Grandeur et décadence de la ville de Mahagonny* de Kurt Weill chantée par Ute Lemper.

En point d'orgue, il ne faudra pas manquer le concert du 21 juillet. Emmanuel Krivine et la mezzo-soprano Jennifer Larmore vont, en effet, donner ce qui doit être la première française (en tout cas montpelliéraine) des *Chants du souvenir* de Martucci, un compositeur italien héroïque en ce qu'il n'a pas composé d'opéra à une époque où pour acquiescer la gloire en Italie il le fallait. De son œuvre nous ne

VOTRE TABLE CE SOIR

■ Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H... : ouvert jusqu'à... heure.

DINERS

RIVE DROITE

L'ALSACE AUX HALLES 16, rue Coquillière, 1 ^{er} 42-36-74-24	DE NUIT COMME DE JOUR : Choucroutes, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1 ^{er} étage.
LE FRANCHÉ-COMTE 2, boulevard de la Madeleine (2 ^e) F. Dim. 42-66-26-28	Du tourisme... à la gastronomie ! dans cet ancien hôtel particulier du XVIII ^e , BAR, SALON d'accueil, 3 formules : L'EXPRESS : à 69 F Le « REGIONAL » : à 140 F Le « MENU-SOUPER » : à 220 F au champagne. Jusqu'à minuit.
RELAIS BELLIAM 37, rue François-I ^{er} , 8 ^e F. sam. dim. 47-23-54-42	Jusqu'à 22 h 30. Cadre entièrement rénové. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLES DU ROYANS. Soles aux concombres. FILET A L'ESTRAGON. Glace du jour.
LE PRESBOURG 3, av. de la Grande-Armée, 1 ^{er} 45-00-24-77	Accueil NON-STOP jusqu'à 1 h du matin. Une table gastro, avec vue sur l'Arc de triomphe, que tout Parisien se doit de découvrir. Plats du terroir, Italia de mer. Poissons fins. Langoustes et homards du vivier. Tern. d'été. Menu à 98 F + carte.
LE GOURMAND CANDIDE 6, pl. Maréchal-Juin, 17 ^e 43-80-01-41	Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 8 à 45 personnes. T.L.J. sauf samedi midi et dimanche.

RIVE GAUCHE

POLIDOR
41, rue Monsieur-le-Prince 6^e
Cuisine traditionnelle et grillades son bar-glacier, cocktail au 3^e - P.M. 1^{er} -

RESTAURANT TROUMBEUX

ARTS

SÉLECTION PARIS

Art précolombien du Mexique

L'art des civilisations maya et aztèque, mais aussi olmèque, tolèque et mixtèque, présenté avec tout le décorum requis dans ce genre de grande rétrospective. Les pièces venues du Musée ethnographique de Mexico, en particulier, sont souvent splendides.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 42-89-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 30 juillet. 33 F.

Aux sources du monde arabe, l'Arabie avant l'Islam

Le Musée de l'Institut du monde arabe présente en avant-première cinquante-huit objets choisis dans les collections préislamiques du Musée du Louvre, avant leur installation définitive dans la nouvelle section du département des antiquités orientales.

Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5^e. Tél. : 40-51-38-38. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 20 heures. Jusqu'au 31 décembre 1993. 20 F.

André Kertész

En deux cents clichés et documents provenant des archives de la donation, pour la plupart inédits, l'œuvre accomplie en France de 1925 à 1936. Où le promoteur Kertész photographie les scènes de rue, les cafés, les jardins, réalise de nombreux portraits d'artistes.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours

sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 20 août. 25 F (compréhension l'ensemble des expositions).

Un choix d'art minimal dans la collection Panza

Remodelant les trois étages du musée, des installations et des environnements de Carl Andre, Dan Flavin, Sol LeWitt, Robert Morris, Bruce Nauman, Richard Serra, James Turrell et Lawrence Weiner. Soit un très grand ensemble d'art minimal, du plus immatériel au plus plastique. (Voir photo ci-contre)

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 4 novembre. 28 F.

Andy Warhol

Et si l'œuvre toute en surface du pape de la pop culture était moins superficielle qu'on ne le pense généralement? Qui nous renvoie, en pleine figure, l'image d'un monde vide par la multiplication des images, d'un monde désincarné, coupé du monde, sur lequel la mort plane.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 10 septembre. 35 F.

Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture, Jouy en Josas, 91800. Tél. : 39-56-46-46. Tous les jours de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 septembre. 35 F.

GALERIES

Robert Rauschenberg

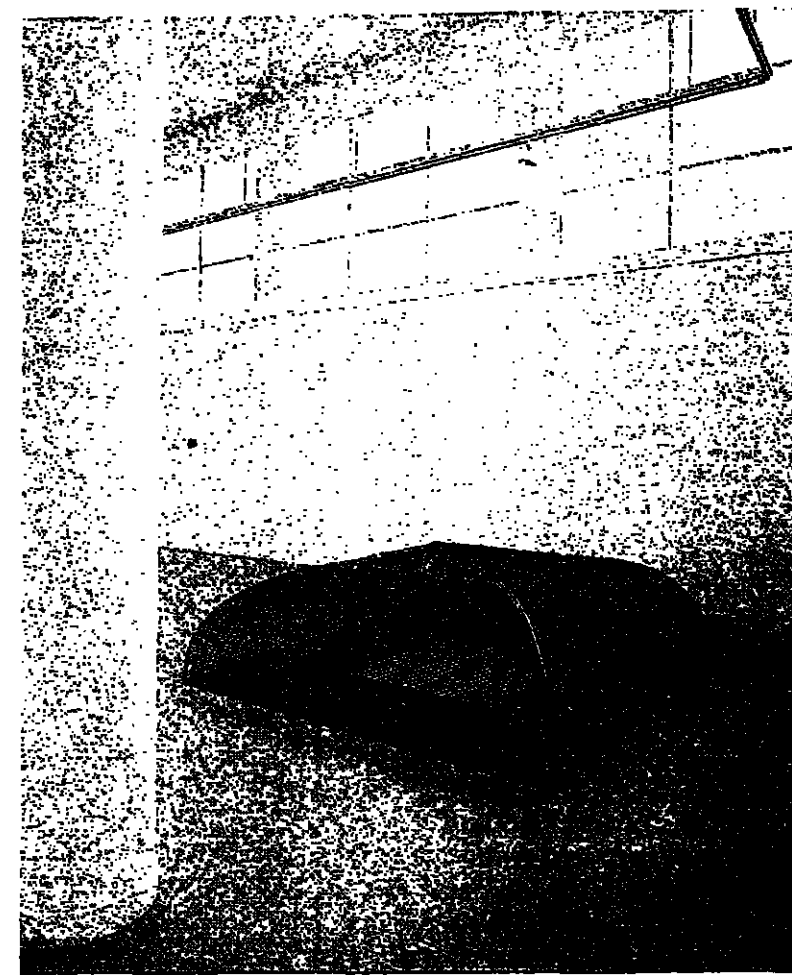
Peintures, aluminium et sculptures depuis 1970. En complément de l'exposition, la galerie Boulakia propose des films et des vidéos sur l'artiste américain, ainsi que des photographies de performances ou de décors réalisés en collaboration avec John Cage. Merce Cunningham, Niki de Saint-Phalle...

Galerie Fabien Boulakia, 20, rue Bonaparte, Paris 6^e. Tél. : 43-26-56-79. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 septembre.

Niki de Saint-Phalle

Avant de sculpter ses *Nanas* aux monts et rondsurs visitables, Niki de Saint-Phalle a commis, en un temps au cours duquel elle réalisait un certain nombre d'autres gestes profanes, par exemple tirer à la carabine sur des sacs de peinture. Deux expositions, l'une à la galerie de France, l'autre à la JGM galerie, évoquent ces beaux jours de révolte.

Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie, Paris 4^e. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 juillet.



«vue» de l'atelier de Lisbonne, en 1934.

Maison Noubel, 67, rue de Verdun, 11000. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 29 juillet.

Colmar

Collages, collections des musées de province

Une bonne idée du Musée d'Unterlinden, qui vient de réaménager sa section d'art moderne. Au programme : cent pièces choisies dans les collections des musées de province, et mille morceaux rapprochés à toutes sortes de fins depuis les papiers collés des cubistes jusqu'aux œuvres des artistes d'Arte Povera.

Musée d'Unterlinden, 68000. Tél. : 89-41-89-23. Tous les jours de 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 septembre. 22 F.

Dijon

La Peinture en Bourgogne au XVI^e siècle

L'exposition regroupe une cinquantaine de tableaux, volets ou fragments de retables jusque-là oubliés, souvent aux fins fonds d'églises humides, parce que d'une période moins brillante, moins glorieuse que le siècle précédent. Mais que l'on commence à étudier et à sauver.

Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle, 21100. Tél. : 80-30-31-11. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 h 45 et de 14 h 20 à 18 heures, dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 17 août. 9 F (prix d'entrée du musée).

Fécamp

Georges Braque

Une importante rétrospective de l'œuvre gravé, en cent soixante pièces. Où l'on voit que le matériau dicte la forme à l'artiste, qui n'est plus peintre lorsqu'il manipule encres, planches et acides.

Centre culturel du palais Bénédictine, 110, rue Alexandre-le-Grand, 76400. Tél. : 35-28-00-06. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 6 septembre.

Lyon

Louise Bourgeois : rétrospective 1939-1989

Louise Bourgeois, qui est d'origine parisienne, vit à New-York depuis un demi-siècle. Elle y passe pour

une des principales figures de la sculpture américaine de l'après-guerre. En France, elle est à peine connue. Le Musée d'art contemporain de Lyon se propose de combler cette lacune en accueillant une rétrospective de son œuvre qui circule en Europe.

Musée d'art contemporain, 18, rue du Président-Esclangon-Herriot, 69001. Tél. : 78-30-50-66. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 août.

Meymac

Un art de la distinction?

Quand l'œuvre d'art emprunte le langage de la mode et de la publicité. Une exposition inspirée par les écrits de Bourdieu et de Baudrillard. Qui réunit une bonne vingtaine d'artistes, de John Armleder à Mayer Vaisman, en passant par Philippe Cazal, Peter Halley, Jeff Koons, Ange Leccia.

Centre d'art contemporain, abbaye Saint-André, 19250. Tél. : 55-95-23-30. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 octobre. 10 F.

Montauban

Gérard Titus-Carmel

Cent deux œuvres tirées de plus de vingt séries, pour suivre le cheminement très personnel de l'artiste. Depuis les dessins minutieux de tissus noués autour de bâtons de 1975 jusqu'aux grandes peintures décollantes des *Intérieurs* et des *Extraits* de 1988-90.

Musée Ingres, 19, rue de l'Hôtel-de-Ville, 82000. Tél. : 65-20-11-52. Tous les jours de 9 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures. À partir du 1^{er} septembre il y aura jusqu'au 10 heures de 12 heures à 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 septembre. 12 F.

Nîmes

Nicola de Maria

En une cinquantaine d'œuvres, l'itinéraire, depuis 1975, du plus peintre des peintres ayant appartenu à la Transavangarde italienne, bien calquée depuis quelque temps. Et dont il s'est tout naturellement démarqué, préférant exacerber les couleurs et la lumière plutôt que les images.

Musée des beaux-arts, rue Cité-Foulc, 30033. Tél. : 66-76-73-47. Tous les jours de 9 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 30 septembre.

Oiron

La guerre de Troie n'aura pas lieu

Pour la deuxième année consécutive, le beau château d'Oiron accueille des œuvres du Fonds national d'art contemporain (de Richard Baqué à Jeff Wall, en passant par Daniel Buren, Toni Grand, Richard Long...). Quant au titre de l'exposition, c'est une façon de rappeler l'existence, à Oiron, de l'exceptionnelle décoration maniériste traitant de la guerre de Troie. Tout en confirmant qu'il ne saurait être question d'instaurer des rapports d'hostilité entre l'art contemporain et l'art ancien.

Château d'Oiron, 79100. Tél. : 48-96-57-42. Tous les jours de 10 heures à 19 heures jusqu'au 31 août, de 10 heures à 18 heures jusqu'au 31 octobre. Jusqu'au 31 octobre. 16 F.

Rochechouart

Christian Boltanski, Annette Messager

Une exposition à deux. Qui a pour titre «Contes d'été» et dont le fil conducteur est le lieu même du musée : le château de Rochechouart, qui ne peut qu'être comme un gant à Christian Boltanski et Annette Messager, artistes faiseurs de rêves et de cauchemars, dont les images sont pleines de souvenirs de l'enfance, de réminiscences, de fantasmagories. Comme un vieux château.

Musée départemental, Château, 87400. Tél. : 55-45-10-18. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. À partir du 1^{er} septembre il y aura jusqu'au 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 septembre. 8 F.

Les Sables-d'Olonne

Georg Baselitz

«Image», ou la figure humaine dans l'œuvre du peintre allemand Georg Baselitz, depuis 1965. Qui en a fait son cheval de bataille pour un art de la différence (par rapport à l'abstraction ambiante, au temps de sa formation, dans les années 50), et le lieu d'un «expressionnisme formel».

Musée de l'abbaye Sainte-Croix, rue de Verdun, 85100. Tél. : 51-32-01-16. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 16 septembre.

De corridors impraticables en tubes au fluo diffusant de la couleur-lumière loin au-delà des limites des salles, de volumes-cages en sculptures mises à plat, l'art minimal est partout au Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Qui accueille pour plusieurs mois un choix d'œuvres extraites de la plus rigoureuse, de la plus austère des collections d'art contemporain, celle de Giuseppe Panza.

épris d'absolu, qui fut l'un des voisins de palier de Gauguin ou Poukdu, peignit avec conviction des scènes religieuses dans des paysages bretons, opta pour le cloisonnisme, s'enferma, après 1900, dans la solitude et le mysticisme.

Musée d'art moderne, ancienne boucherie, 5, place du Château, 77000. Tél. : 88-32-48-96. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 2 septembre.

Tanlay

Picasso

Têtes de femmes triangulaires ou lunatiques peintes vers 1940, portraits d'hommes célèbres dessinés à l'emporte-pièce, eaux-fortes enfin : celles particulièrement réjouissantes de la série (complète) des Degas dans la maison Tellier.

Centre d'art contemporain du château de Tanlay, 85400. Tél. : 86-75-76-32. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre. 10 F.

Toulouse

Antonio Saura

C'est la première exposition d'envergure, en France, consacrée à Antonio Saura, l'une des figures majeures de la peinture contemporaine espagnole. Elle est conçue autour de quatre thèmes qui reviennent constamment dans l'œuvre de l'artiste : les femmes, les crucifixions, les portraits imaginaires de Goya, les foules.

Musée d'art moderne et contemporain, 68, rue Pajol, 31000. Tél. : 51-21-34-50. Tous les jours sauf mardi et dimanche matin de 10 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 23 septembre. 10 F.

Tourcoing

Camille Claudel

Le Musée de Tourcoing fête le retour dans ses murs de *Mon Frère*, le buste en bronze du jeune Claudel sculpté par Camille, qui était depuis douze ans en dépôt au Musée de Calais, où il accompagnait l'œuvre de Rodin. Des pièces majeures comme *l'Implo-*

cante, la Fortune, la Valse et l'Abandon l'entourent.

Musée des beaux-arts, 2, rue Paul-Doumer, 59200. Tél. : 20-26-38-92. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures.

12 heures et de 14 heures à 17 h 30, dimanche de 15 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 octobre.

Tours

Erik Dietman

Les grandes œuvres monumentales récentes d'un sculpteur à l'humour ravageur, qui pratique volontiers le jeu de mots, d'images, d'associations d'idées, mélange les genres, les objets de tout poil et les formes au bord de l'irréforme et même de la perfection. Et cela, dans le bronze.

Centre de création contemporaine, rue Racine, 37000. Tél. : 47-46-50-00. Tous les jours sauf lundi et mardi de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 septembre.

Troyes

Sculpture contemporaine espagnole

Gonzales, Picasso, Chillida, Gargallo, Miró, Oteiza. Soit le noyau classique-moderne de la sculpture espagnole contemporaine, que la région de Champagne-Ardenne a entrepris d'exposer cet été en sept lieux, à Troyes (Cadran solaire et Passages), à Reims (Palais du Tau et FRAC), à Vaux-de-Vieille (centre Sio), à Charleville-Mézières (Musée Rimbaud).

Musée d'art moderne, place Saint-Pierre, 10000. Tél. : 25-80-57-30. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Valence

Mark di Suvero, sculptures monumentales

Valence a livré ses places, ses rues, son musée, au sculpteur américain Mark di Suvero, un maître dans l'art d'installer, suspendre, tendre des portelles d'acier dans l'espace, avec force, mais sans agressivité. Espace urbain de Valence, Musée, médiathèque, CHAC, 26000. Tous les jours de 14 heures à 18 heures, samedi, dimanche de 9 heures à 12 heures. Jusqu'au 31 août.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Breuerette

RÉGIONS

Aix-en-Provence

Sainte-Victoire Cézanne 1990

La Sainte-Victoire est meurtrie : le site a brûlé l'été dernier, et l'on cherche à réparer le mal. Cézanne peut y aider. Du maître d'Aix, l'exposition rassemble une bonne trentaine de peintures et aquarelles de la montagne, de la citadelle, du Château noir. Grâce aux prêts de musées américains, suisses, français...

Musée Granet, place Saint-Jean-de-Matte, 13100. Tél. : 42-38-14-70. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 septembre. 40 F.

Bordeaux

Richard Serra

Pour fêter la fin de son programme d'extension dans l'entrepôt Lainé, le Musée d'art contemporain de Bordeaux a commandé une grande pièce au sculpteur américain Richard Serra. Elle est exposée dans la grande nef. Tandis que la collection est déployée à tous les étages.

Musée d'art contemporain, rue Féraud, 33000. Tél. : 57-65-77. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 18 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 30 décembre. 20 F.

Calais

Anthony Caro

De cet excellent sculpteur anglais, ralenti depuis trente ans à la cause abstraite et spécialisée dans le métal, l'exposition propose un ensemble d'œuvres majeures anciennes et récentes, ainsi qu'un choix de petites pièces ludiques.

Musée des beaux-arts, 25, rue de Richelieu, 62100. Tél. : 21-46-63-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Jusqu'au 10 septembre.

Carcassonne

Vieira da Silva

Les thèmes, et l'espace, et la musique du peintre. En trente-six tableaux remarquablement choisis au fil de l'œuvre, depuis la

CAISSE NATIONALE DES MONUMENTS HISTORIQUES ET DES SITES

Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (4^e), M^e Saint-Paul

PATRIMOINE ROUMAIN

HISTOIRE ET ACTUALITÉ

Tous les jours de 10 h à 18 h

13 JUILLET-2 SEPTEMBRE

UNE NUIT A L'OPERA

OPERA DE PARIS-GARNIER

SAMEDI 21 JUILLET

GRAND ESCALIER

17 H ISABELLE VERNET SOPRANO
RAMON VARGAS TENOR
ENTREE LIBRE

GRANDE SALLE

19 H 30 SCOTTISH CHAMBER ORCHESTRA
DIR. ANTONI ROS-MARBA
PIANO MICHEL DALBERTO

22 H 30 DEE DEE BRIDGEWATER
SONO TRIO
PLACES DE 50 A 180 FLOC. 47425371

0 H 30 UNE NUIT A L'OPERA
DES MARX BROTHERS
ENTREE LIBRE

Petits détours et grandes surprises

GUIDE DES MUSÉES DES ENVIRONS DE PARIS

GUIDE DE LA FRANCE IMPRESSIONNISTE

GUIDE DES STATUES DE PARIS

GUIDES VISUELS HAZAN

FRANC 96 F

CULTURE

de nos envoyés spéciaux

Avignon 90

Joyeux devoirs de vacances

L'armée de Charlemagne — ou de tout autre conquérant — prend ses quartiers d'été sur le parvis du palais des Papes. Des silhouettes découpées animées par deux comédiens, quelques personnages du spectacle que Royal de Luxe s'approprie à présenter. La véritable histoire de France, paraît-il. Du gâteau pour les devoirs de vacances. C'est aussi le seul théâtre « in » attendu ce jour. La première semaine a été chargée, à présent on souffle un peu. Stratégie connue, qui permet aux journalistes et aux spectateurs ne pouvant rester pendant toute la durée du Festival d'en voir le maximum dans le minimum de temps. C'est en tout cas pain béni pour les troupes qui ramènent dans le « off ». Enfin on va les voir. Il y a peut-être de bonnes surprises. On y trouve des auteurs comme Louis-Charles Sirjacq, davantage habitués au (relatif) confort du « in », on y trouve des comédiens qui ont baroudé un peu partout. Pas du tout des débutants, presque des marginaux, même s'ils travaillent généralement dans l'indépendance. Pour eux aussi, le « off » est devenu un joyeux devoir de vacances. Ils ont quand même intérêt à suivre le « discours de la méthode » que prépare Bernard Faivre d'Arcier, directeur du théâtre au ministère de la culture. Il y est question de restructuration, de subventions. Tous sont concernés.



Le discours de la méthode

Bernard Faivre d'Arcier, directeur du théâtre au ministère de la culture expose en quatre points sa politique

Mercredi 18 juillet, Bernard Faivre d'Arcier (dit BFA), directeur du théâtre au ministère de la culture, devait rencontrer les journalistes et les nombreux professionnels présents à Avignon. Il précisait d'avance qu'il ne devait pas annoncer ce que tout le monde attend, c'est-à-dire les nominations au Théâtre national de Strasbourg, au centre dramatique d'Aubervilliers entre autres. Il ne devait rien dire non plus sur le budget du théâtre, sinon qu'il ne sera pas brillant. Ce que souhaite BFA, c'est proposer une méthode pour établir la politique des années 90. Nommé il y a dix mois, il a étudié six cents dossiers, est allé dans dix-neuf régions sur vingt-deux, a rencontré une quarantaine de maires. En dehors de cette comptabilité, il s'est concerté avec le ministre et avec les responsables d'établissements publics, soit directement, soit par l'intermédiaire de leur syndicat, le Syndec.

« En dix mois, le terrain s'est dégagé, dit-il. Le déficit est passé de 80 à moins de 10 millions de francs. Au prix de restructurations et de licenciements, sans mouvements sociaux importants. Je suis devenu un spécialiste du droit fiscal. Mais surtout, j'ai tenu compte des situations locales, j'ai écouté ce qu'on avait à me dire, ce que soit le ministre, ce que soit la profession... »

Les propositions de BFA tiennent en quatre points :

1. Le public. « Sa défection tient au manque d'information. On n'a pas besoin de faire le trottoir pour l'attirer. » Plus d'informations, moins dispersées, mieux adaptées aux besoins. Facilités d'accès, mul-

tiplication des kiosques où l'on peut louer à moitié prix pour le soir même et des billetteries par Minitel. Relance à la faveur d'événements du type fêtes de la musique ou du cinéma. Nouveaux festivals sur le modèle Avignon, à d'autres dates. Formation de « programmateurs ».

2. L'éthique. « Retrouver le sens du service public, redonner un coup de phare sur la morale professionnelle. Il ne s'agit pas de définir de nouveaux cahiers des charges, mais d'amener à modifier les comportements. Il faut relancer la décentralisation avec des lieux alternatifs, du type ICA à Londres, où se succèdent toutes sortes de spectacles, où on trouve librairie, bistrot, vidéothèque... »

BFA s'appuie sur une enquête du Syndec, décidée au cours de la dernière assemblée générale, les 11 et 12 juin. Il a été décidé que tous les membres du syndicat recevront d'ici à l'automne un questionnaire précis sur le montant des salaires, les avantages en nature, les cumuls des directeurs qui sont à la fois metteurs en scène, acteurs, auteurs ou travaillent à l'extérieur.

« Que les professionnels définissent leur morale »

Le but est de savoir s'il est possible d'établir un plafond pour les salaires des cadres et des artistes, d'édicter une règle pour les cumuls, d'instaurer un modèle pour les avantages en nature. Cette étude a aussi pour objet, selon Patrick Guinand, président du Syndec, « de créer les conditions d'un regain de

crédibilité, ce qui donnera davantage de poids aux revendications budgétaires. Les professionnels doivent fixer ensemble des critères repérables, à partir desquels on peut établir des contrats, critères dont on ne peut pas laisser la seule détermination à l'Etat ».

« Que les professionnels se montrent exemplaires », dit BFA, « qu'ils définissent leur morale, en tout cas je veux connaître leurs projets, leurs capacités à produire, je veux savoir ce qu'ils sont disposés à accepter avant de signer leur contrat ».

3. La coopération. « Le ministère finance la production et la diffusion, secteur malade, explique BFA. L'histoire m'a laissé soixante-dix de ces établissements et je me suis demandé ce qu'ils ont en commun. Quand ils ont été créés, ils avaient le monopole de la culture dans la ville, et bien souvent, ce n'est plus le cas. Mais ce sont des scènes équipées, avec un personnel compétent. En priorité, il faut restructurer ces établissements, voir combien de personnes sont réellement nécessaires à leur fonctionnement, les rapprocher des troupes à la recherche d'un lieu. Les relayer également aux quarante centres dramatiques qui assurent nationalement les coproductions, créer une nouvelle association — qui verra officiellement le jour le 21 juillet — à la réunion des scènes nationales ».

Si le Syndec est partie prenante dans ce « réseau », il s'apprête à mener une réflexion sur les mécanismes de financement des centres dramatiques, qui ont reçu en moyenne 52 % de leurs subventions de l'Etat, 20 % des collectivités locales, 28 % des recettes. Mais,

d'un centre à l'autre, les disparités sont importantes. « A Lille, dit Patrick Guinand, les collectivités locales interviennent pour 50 %, et 30 % à Nice. Elles entrent alors concrètement dans le processus de nomination des directeurs et dans la politique artistique des centres. Quant aux établissements d'action culturelle, ils traversent une crise due à une triple mise à l'écart : dans la pensée, dans l'espace, dans le budget. C'est le seul secteur à ne pas avoir bénéficié d'un rattrapage après les coupes du collectif budgétaire Lénard en 1986. Sans ce secteur pourtant, la plupart des coproductions seraient impossibles, et une large public disparaîtrait. L'Etat devrait intervenir à hauteur de 33 % pour que le rapport de forces avec les collectivités locales ne soit pas trop défavorable ».

« Pas de censeurs mais des conseils »

4. La fluidité. Le vent est au décloisonnement. Il s'agit d'associer les aides et de ne pas enfermer une fois pour toutes un artiste dans un système. « On n'est pas obligé de gravir les échelons qui vont de la compagnie au théâtre national en passant par le centre dramatique. Les contrats des compagnies conventionnées, signés pour trois ans, prennent fin en décembre prochain. Il est donc possible de mener une enquête, non pour censurer, mais pour définir les trajectoires et réfléchir ensemble à l'avenir. Quatre groupes se distinguent : les metteurs en scène indépendants et qui entendent le rester n'ont pas vraiment de compagnie,

même s'ils travaillent souvent avec les mêmes comédiens, cherchent des théâtres où produire. Pour eux, nous envisageons des aides annuelles au spectacle, variables, ponctuelles, déterminées en fonction d'un projet précis. »

« Deuxième groupe, les compagnies sans base, généralement venues de la région parisienne. Il s'agit de les aider à s'installer de préférence en Ile-de-France, avec des contrats de deux ans. Troisième groupe, les compagnies qui ont un lieu et la plupart du temps une assise locale. Pour elles, on retrouve la convention de trois ans, que l'Etat ne doit pas être seul à signer. Enfin, nous pensons développer les aides aux lieux comme l'Athénée à Paris ou les Bernardines à Marseille qui ont des missions d'accueil. Les différentes formes de subventionnement, le ministre et l'administration ne tiennent pas à en rajouter pour pallier leurs insuffisances. Nous tenons à les utiliser au mieux de nos possibilités. »

Le Syndec va plus loin. Il demande une redéfinition du rôle des commissions consultatives chargées de proposer des aides, du rôle des directions régionales de l'action culturelle. En conclusion, il plaide pour « la mobilité des hommes et des solutions. Le théâtre n'a pas besoin de censeurs, mais de conseils ». Ce à quoi Bernard Faivre d'Arcier répond à peu près « Messieurs les artistes, à vous l'honneur. »

COLETTE GODARD et OLIVIER SCHMITT

« Leo », en attendant la suite

Louis-Charles Sirjacq, habitué du « in », présente aujourd'hui « L'Hiver, chapitre 1 » dans le « off »

Leo Katz a raté son suicide. Il s'en est remis et songe à la vieillesse, apparemment sans crainte. Il fuit la compagnie des hommes, il s'est exilé dans un lieu où l'on soigne les fous — un mot qu'il déteste — il aime ses oiseaux empalés et sa machine à écrire. Il dit : « Moi, je ne suis pas triste, seulement un peu brisé. » C'est une belle phrase et l'Hiver, chapitre 1 de Louis-Charles Sirjacq est un beau théâtre, l'histoire d'un homme enfermé dans le Voyageur, une pièce montée il y a presque dix ans par Bruno Bayen.

Sirjacq a de la suite dans les idées, et la quarantaine. Ce n'est pas un homme pressé, plutôt discret. Il écrit pour le cinéma, le théâtre, fait des traductions, peu importe, puisqu'au fond, le matériau est toujours le même : celui des mots.

Il écrit des comédies, voire des vaudevilles : les Désossés que monta Sophie Louachevsky salle Gémier, ou l'Argent du beurre, un règlement de comptes allégre avec la génération « bof » de sa Bretagne natale. Le Pays des éléphants, une commande de l'AFAA — Association française d'action artistique — pour des comédiens brésiliens (créée l'un passé dans le « in ») était la tragédie d'un révolutionnaire piégé par les policiers et par quelque tristesse toute personnelle. Sirjacq prépare l'édition de Leo Katz. Théâtre complet-ro-

man : aux plus récentes nouvelles, ce sera un recueil de quatre pièces de théâtre, de monologues et de journaux intimes. L'Hiver, chapitre 1 est l'un des épisodes, où l'on retrouve Leo le boiteux d'« Ce pour Celi », autre chapitre de ce feuilleton peu ordinaire.

En 1991, Alain Crombergue a invité Louis-Charles Sirjacq à mettre en scène trois de ses pièces, dont cet Hiver, chapitre 1, présenté actuellement dans le « off » par la compagnie Serge Ruët, venue de Meaux. Elle n'a pas reçu les droits, dit-on, mais en tout cas affirmé sur ses tracts « sur une commande de Serge Ruët ». Le spectacle se laisse regarder souvent avec plaisir, mais il est trop long, et linéaire : la pièce a besoin de comédiens plus retors que Serge Ruët, Jacques Garci et Yamina Hachemi. On les écoute pourtant, ils sont attachants, car les personnages de Sirjacq le sont.

Leo Katz, l'écrivain solitaire, tente en vain de décrire un paysage de neige, vole des mots authentiques sur la vie à la campagne à son compagnon de chambre, paysan qui a reçu un choc et se sert sur son cœur un traité de berges médiéval. Entre ces deux peuples, un livre rêve de nature mais surtout, avec un charme en demi-teinte, une élégance nostalgique, c'est la vie qui se rêve.

ODILE QUIROT

■ Au Rocca Théâtre. 14 h 30, jusqu'au 1^{er} août.

L'aventure au comptoir

Jean-Marie Boëglin met en scène « Bistro » de Jacques-Henri Pons, une des quatre-vingt-treize créations du festival « off »

On fait de drôles de rencontres, au coin d'un comptoir de « bistrot ». Surtout quand le lieu, rade des oubliés de la réussite, a renoncé à toutes ses prétentions : même son « in » final, ajout frivolement au « bistrot », russe (« vite ») dans la langue de Pouchkine) clamé un jour, dit la légende, par un cosaque assoiffé perdu dans Paris.

Jacques-Henri Pons, écrivain avignonnais, a recherché de telles rencontres au fond des banlieues de sa ville, sans crainte de froter son inspiration au Formica gris-bleu. Il en a rapporté une chaleur humaniste, quelques répliques bukowskiennes et un bon titre de pièce pour le festival « off » : Bistro.

Dans un bar minable entre les minables, quatre personnages croisent leurs méditations sur l'art, les clous, les songes, les roses de sainte Thérèse sur les chromos et l'ardent-gout de violette du pontmarin. Il y a là le barman, un habitué de deux anges de passage, déchu certes mais experts au flipper comme en manipulation des âmes.

On les écoute, on rit de leurs bons mots, on accompagne leur dérives vers une prévisible catastrophe... « Au bout du comptoir, la mort », disait déjà approximativement, Serge Valletti. Quand on

quitte la salle, le petit « cirque » de la Condition des soies, on se dit qu'on a vu un bon spectacle off. Et tel est Bistro, côté scène. Côté coulisses, c'est encore mieux. L'aventure d'une rencontre plus romanesque que dans les fictions.

Là, ils ne sont pas quatre, mais six. L'auteur, d'abord, un rêveur qui collectionne les hôtels particuliers délabrés. Son grand-père, le « Roi des halles », croyait à la pierre. Lui croit au jazz, au cinéma américain, aux stars crépusculaires : Gaby Sylvia a joué son dernier rôle, peu avant de disparaître, dans sa pièce Joker Lady. Figurant chez Vilar au temps de son adolescence, il est devenu dramaturge après avoir vu Jean-Pierre Bisson dédoubler, auteur et acteur en un même corps, dans Sarcelles-sur-mer à la Cardère, un succès historique du festival « off ». Depuis, il met en scène ses œuvres dans l'une ou l'autre de ses demeures.

Vingt ans d'exil

A la Condition des soies, ex-Mont de piété d'Avignon, qu'il a achetée à demi-ruinée il y a quelques années, il programme ses propres textes et d'autres, comme l'inusable Stratégie pour deux jambons de Raymond Cousse. Les pro-

fits des accueils couvrent presque les frais des créations. Le deuxième héros de l'aventure est Jean-Marie Boëglin, père de Bruno Boëglin qui joue actuellement (« in ») le Pinocchio slave de la Cité Cornu de Zrnorko. Avant cette paternité, il a hanté le Berliner Ensemble et fait partager au jeune Roger Planchon sa fascination pour Brecht et Adamov. Condamné en 1960 pour avoir fait partie d'un réseau d'aide au FLN, il a vécu vingt ans en exil, montant des pièces et formant des acteurs au Théâtre national algérien. Revenu au pays, il a fait un bout de chemin avec Georges Lavaudant et se retrouve à mettre en scène Bistro, tout en préparant un hommage à son ami Kateb Yacine pour un prochain festival.

Passionné de toutes les formes d'expérimentation, cet ancien du théâtre forain a affronté l'enfer technique (« douze projecteurs et onze circuits, c'est dire... ») de l'univers « off », qu'il appelle « la rue Saint-Denis du théâtre ». Il a même éprouvé de sérieuses angoisses quand le constructeur du décor, un ami retrouvé dans un cimetière de voitures de Barbentane, a fugé pour courir un rallye automobile, quelques jours avant la première.

Mais les prouesses accomplies in extremis par ce ferrailleur artiste

valaient bien quelques émois. Sans compter la joie de travailler avec Pons dont la pièce Jungle, en 1985, a été pour Jean-Marie Boëglin une révélation.

Le parcours des acteurs de Bistro est à peine moins singulier. En particulier celui de Claude Bouchery, qui a connu les folies post-soixante-huitardes du festival « in », en jouant dans les spectacles de Christian Dente et Michel Berto. Avant de s'associer avec Jacques Lassalle et Jean-Pierre Vincent. Le voilà qui compose un duo avec Franck-Olivier Bonnet, comédien-baroudeur qui a bourlingué du cabaret au boulevard avant d'apparaître à Jean-Marie Boëglin, une nuit, dans un téléfilm pour insomniaques.

Avec eux, il y a Nathalie Mongin, jolie brune abonnée aux pièces de Pons, et Vincent Cassel, fils de Jean-Pierre, avec sa dégaîne souple de jeune fauve et son regard illuminé. Jamais ces quatre-là, normalement, n'auraient dû se rencontrer sur une scène. Mais le festival « off », en matière de brassage humain, est parfois aussi fiste que les bistros.

BERNADETTE BOST

■ Jusqu'au 31 juillet, à 19 heures, à la Condition des soies.

سكن من الاجل

Cinq ans de trafic d'armes

La filière libanaise des policiers français

M. Patrick Ardid, juge d'instruction au tribunal de Marseille, a inculpé, mardi 17 juillet, Patrick Schaller, vingt-neuf ans, membre de la CRS 38 de Mulhouse (Haut-Rhin), et Pierre Bassonnat, trente ans, gardien de la paix de la Sûreté urbaine de Mulhouse, « d'association de malfaiteurs et d'infractions à la législation sur les armes par achat, détention, transport, cession, négoce et importation d'armes ». Détachés au service de sécurité de l'ambassade de France à Beyrouth, les deux fonctionnaires de police ont reconnu avoir expédié, depuis 1987, plusieurs colis d'armes de guerre à l'intention de trafiquants français. Tous deux ont été

écroués à la prison des Baumettes. Leur complice présumé, Philippe Nino, vingt-cinq ans, membre de la CRS d'Orléans (Var), devrait être entendu par le juge mercredi matin. Deux autres policiers de Mulhouse, Daniel Chaudron et Jean-Pierre Schwint, ont été placés en garde à vue le 16 juillet. Une quinzaine d'interpellations devaient avoir lieu mercredi. Plusieurs gendarmes mobiles ont ainsi été interpellés près de Bando (Var). Une perquisition chez un sous-officier de gendarmerie mobile basé à Bourgoin-Jallieu (Isère) a permis de découvrir un pistolet automatique d'origine étrangère.

Achetées entre 1 500 et 3 000 francs, les armes étaient revendues dix fois leur prix. Les plus-values réalisées auraient été versées à des fonctionnaires de police de Mulhouse après leur retour du Liban : Patrick Schaller et Pierre Bassonnat. Enfin, durant le week-end du 14 juillet, leur enquête s'accélérait avec l'interpellation de ces deux gardiens de la paix. Lors de leur perquisition au domicile de Patrick Schaller, détaché à l'ambassade de France depuis 1987 jusqu'à l'hiver dernier, les enquêteurs ont découvert une véritable armerie secrète. De source judiciaire, cet arsenal comptait une trentaine d'armes : des fusils d'assaut M 16 américains, des Kalachnikov, des lance-roquettes, des pistolets tchèques, des Smith-Weston, des pistolets automatiques et diverses munitions. Interrogés mardi 17 juillet par le juge d'instruction, Patrick Schaller et Pierre Bassonnat — qui ont travaillé à Beyrouth seulement quelques mois — ont confirmé avoir acheté cet arsenal lors de leur mission libanaise.

Les restes cependant discrets sur l'architecture d'une filière « incontestablement bien organisée », selon une personne proche de l'enquête, les policiers en poste au Liban ont donné l'impression d'avoir agi avec aisance. Les armes d'assaut, qui sont aujourd'hui équipées de crosses repliables ou détachables, logeaient dans les cantines personnelles des policiers, qu'ils pouvaient envoyer par la voie diplomatique, en l'absence de tout contrôle.

Une telle facilité laisse à penser que le trafic a connu une ampleur que les deux saisisés d'aujourd'hui ne permettent pas d'évaluer. Il aurait pu durer depuis cinq ans et serait donc antérieur à l'affectation, en 1987, de Schaller à Beyrouth. « La médiation prématée de cette affaire va sérieusement occulter les possibilités de démanteler toute la filière », se désolait un magistrat. Epaulés par le SRPJ de Mulhouse et la direction centrale de la police judiciaire, les inspecteurs marseillais jouent désormais une course contre la montre pour tenter de confondre de multiples intermédiaires dont certains sont soupçonnés d'avoir aujourd'hui trouvé refuge à l'étranger. Ils cherchent également à identifier le ou

Les attaques de fourgons blindés

Beaucoup d'hypothèses mais peu de certitudes encore. Diverses rumeurs font état de l'éventuelle mise en cause de diplomates et de gendarmes mobiles, voire d'un trafic de drogue qui aurait accompagné celui des armes. En fait, les enquêteurs s'interrogent toujours sur le mode d'acheminement des armes, ce qui les conduit à mettre sur la sellette les contrôles de sécurité au sein du personnel diplomatique français à Beyrouth. L'ambassadeur de France au Liban, M. René Ala, déclare « ignorer tout ». Les renseignements généraux assurent que l'affaire n'a aucune dimension idéologique. Et la piste d'une logistique militaire au profit d'une organisation terroriste semble exclue.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

DÉFENSE

Dans l'espoir d'une meilleure intégration

M. Chevènement propose un service renoué pour les « Beurs »

Dans une directive aux états-majors des trois armées et à la direction de la gendarmerie, le ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, propose des mesures en faveur des Beurs sous les drapeaux — ils sont environ 5 800 sur une ressource évaluée à 20 000 — après avoir constaté que ces jeunes Français d'origine maghrébine ont à faire face à des difficultés d'intégration dues à une double culture.

Cette directive fait suite à la rédaction d'un rapport du colonel Yves Binville, chef du centre d'études sur la sélection du personnel de l'armée de terre, qui a observé que le nombre des Beurs « satisfaits de leur année donnée au pays » est loin d'être majoritaire, même s'il n'est pas négligeable (le Monde daté 15-16 juillet).

Analysant le cas des 5 800 recrues, non compris donc les Beurs qui sont réformés, dispensés ou exemptés (ils sont la majorité) et ceux qui choisissent de servir en Algérie (4 500), le colonel Binville en est arrivé à la conclusion d'une double « crise d'identité » de la population concernée et du modèle intégrateur de la communauté militaire en cause.

Selon l'auteur de ce rapport d'une centaine de pages, on note « des attentes très fortes vis-à-vis du service national » et « des déceptions qui conduisent au repli intranquille sur l'identité musulmane ». Conclusion : on aboutit à « un cercle vicieux », aux conséquences parfois dramatiques, comme le fait que les jeunes Beurs sont davantage délinquants ; huit fois plus d'insoumission, six fois plus de refus d'obéissance, cinq fois plus de trafic de stupéfiants ou quatre fois plus de coups et blessures volontaires que l'ensemble du contingent.

Dans sa directive aux états-majors et à la gendarmerie, M. Chevènement propose que « les jeunes Français d'origine maghrébine soient plus également répartis entre les différents corps ». Sur les 5 800 actuellement sous les drapeaux, près de 5 270 servent dans la seule armée de terre. « La concentration de ces jeunes dans l'armée de terre ne favorise pas leur intégration », note-t-il, avant de recommander qu'on n'hésite pas à les répartir dans des formations réputées « sensibles », d'où ils étaient exclus.

Des salles de prière

Concernant l'exercice des pratiques religieuses, le ministre recommande le respect, par les unités, des prescriptions alimentaires, la mise à la disposition de salles de prière ecuménique et « une représentation de la religion musulmane » au même titre que les aumôneries catholique, protestante ou israélite existantes.

M. Chevènement demande encore à l'encadrement militaire de dynamiser la motivation des appelés beurs en les promouvant « chaque fois que possible » à un emploi de gradé ou de sergent (« en faisant abstraction, le cas échéant, des considérations relatives au niveau général »), en leur facilitant l'octroi de permis de conduire et, d'une manière générale, en les faisant bénéficier des dispositions existantes en matière de formation et d'insertion professionnelle. Le ministre de la Défense invite, en conclusion, les écoles d'officiers, comme celles de sous-officiers, à dispenser à leurs élèves « une initiation à la culture et à l'histoire des peuples dont sont issus les jeunes Français d'origine maghrébine » et à « un style de commandement adapté » par le biais de stages.

CATASTROPHES

Plus de 400 morts

Deux nouvelles secousses aux Philippines

Deux nouvelles secousses ont frappé, mardi 17 juillet, les Philippines, où le puissant séisme, survenu lundi 16 juillet, a tué au moins 400 personnes et fait plus de 700 blessés selon un dernier bilan. Les nouvelles secousses, qui ont atteint des magnitudes de 6,3 et 5,8 sur l'échelle de Richter, ont surtout été ressenties dans la périphérie de Manille et à Baguio. Elles n'ont apparemment pas fait de victimes, mais risquent de compliquer un peu plus le travail des secouristes américains et philippins qui, mercredi 18 juillet au matin, continuaient d'essayer de dégager les centaines de personnes ensevelies sous les décombres depuis lundi.

A l'épicentre du tremblement de terre, Cabanatuan (90 kilomètres au nord de Manille), les sauveteurs ont abandonné leurs recherches dans les débris d'un bâtiment scolaire de six étages, sous lesquels plus de 45 enfants ont trouvé la mort.

Selon la Croix-Rouge philippine, plusieurs centaines de personnes pourraient également être ensevelies sous les débris des hôtels et des bâtiments officiels de la cité balnéaire de Baguio (175 kilomètres au nord de la capitale), la région la plus durement éprouvée par le séisme. Mardi, quelque 600 travailleurs étaient toujours ensevelis sous les débris d'une usine de la ville.

Les États-Unis ont envoyé aux Philippines, le 18 juillet, une équipe de vingt experts venant de la base Andrews de l'armée de l'air américaine, pendant que des hélicoptères et des avions de transport C-130 acheminaient du matériel médical, du sang et des équipements lourds dans la région de la catastrophe. Le Japon, le Canada, la Thaïlande, la Suisse et la Corée du Sud ont également offert leur assistance. Du côté français, le Secours catholique a adressé mardi à la Caritas des Philippines, 200 000 francs qui serviront à l'achat de médicaments, de vivres et de vêtements. (AFP, Reuters, AP.)

RELIGIONS

BRASPARTS (Finistère)

de notre envoyé spécial

Sur le Yeun Elez (les marais de l'Enfer), Bel, dieu solaire chez les Celtes, a tout juste eu le temps de chasser la brume, de sorte qu'on n'aperçoit plus, même en plissant les yeux, les fées dansant et les lutins chantant au pied du Menez Mikael (mont Saint-Michel). Brasparts, « terre de légendes », est la plus proche commune. L'océan à portée de mouettes, c'est le bout du monde, tout au moins de l'Armorique. C'est le Styx des Celtes, là où les vivants rejoignent les morts et où curieusement, bien avant les Celtes — deux mille ans peut-être — on ensevelissait nombre de trépassés.

Mais à ce mont Saint-Michel-là, gros ballon gréseux qui domine les monts d'Arrée et surplombe les bruyères et les fougères épaisses, Bel a préféré, dimanche 15 juillet, la verdoyante clairière de Saint-Kaduan, à quelques rayons de lumière. Là, sous « l'œil du soleil », se prépare le Gorsedd digor (assemblée générale ouverte au public) de la Breudeuriez drouizet, barzhed hag ovezien breizh (Fraternité des druides, bardes et ovates de Bretagne). En procession, drapés et voilés, les druides (en blanc), les bardes (en bleu) et les ovates (en vert) (1) suivent la bannière du Gorsedd et le Gwen-ha-Du, le drapeau noir et blanc breton. A leurs fronts, sur un bandeau de velours noir, brille le « tribann » druidique en soie dorée : trois traits, en patte d'oie, qui symbolisent « les trois rals de lumière qui sont aussi des sons, qui surgissent de l'abîme et par lesquelles fut créé le monde ».

Le gui traditionnel a été fraîchement coupé sur les premiers avoisinants. Le pommier est l'arbre sacré, et non le chêne, sur lequel d'ailleurs ne pousse pas de gui. Contrairement à la

légende, on n'attend plus le sixième jour de la lune pour officier et il n'est point question de faucille d'or : elle n'aurait existé que dans la tête de Pléine, l'historien latin. Les fidèles « actifs » — une trentaine sur les trois cents membres du Gorsedd —, dont un tiers de femmes, ont pris place autour du cercle formé par douze monolithes. Le grand druide se tient sur le Maen log, la pierre centrale, face au soleil. Nul autre disciple ne saurait fouler ce sol sacré. Deux cents personnes se sont retrouvées ici, tandis que les clochers dominicaux appellent d'autres fidèles à d'autres cérémonies plus catholiques. Le rite se perpétue ainsi depuis 1899, date de la fondation de la Fraternité sous les auspices de l'archidruide du Pays de Galle (2).

Déclaration solennelle

Soudain, rompant le charme, un barde, voilé au vent, sort du cercle pour s'exprimer en français. Le barde, — le chanteur Gilles Servat — traduit ce qu'avait force Gwenc'hlan, le vénérable grand druide, vient d'affirmer solennellement en breton : « Le Gorsedd de Bretagne est une société de pensée qui se rattache aux survivances de l'ancienne tradition druidique et celtique. Son but principal est de défendre et de promouvoir la spécificité culturelle et la spiritualité des pays qui ont sauvé jusqu'à nos jours leur identité et leur patrimoine celtiques. Cela ne saurait être confondu avec la proclamation d'une quelconque supériorité raciale. » Et les mains et la voix tremblantes d'émotion : « Après les événements de Carpentras et aussi de Quimper, le grand druide entend répéter que la tradition celtique est une tradition de liberté et

Le combat des druides

La principale société druidique de Bretagne était rongée depuis dix-huit mois par des querelles intestines. Elle vient de se démarquer solennellement des thèses d'extrême droite



quence, a été repris par une librairie parisienne qui diffuse des thèses révisionnistes. Et d'autres sociétés druidiques, moins importantes certes, n'hésitent pas à poser des conditions d'adhésion franchement racistes. Or, il n'y a pas de race bretonne, il y a un peuple breton.

La peur du métissage

Cette prise de position n'est pas du goût de tous les membres de la Fraternité. Sept d'entre eux ont signé leur désaccord par écrit. Selon eux, dans la tradition druidique, le Gorsedd ne doit pas prendre de position politique et ils assurent que l'assemblée est en train de plier sous « un terrorisme médiatique » et se trouve victime « des publicitaires du Shoah-business ». Ils accusent leurs anciens condisciples d'être communistes ou franc-maçons tout en se proclamant « indépendants de tout concept politique et idéologique ». Puis ces dissidents revendiquent la libre analyse des thèses « révisionnistes », au même titre que leur droit à la celtitude et leur dégoût du métissage « orchestré par les antiracistes ».

Cependant, pour M. Alan Raud, l'un des exclus, membre du Gorsedd depuis une trentaine d'années (mais absent des réunions depuis plusieurs années), tout cela n'est qu'une « provocation ». « Le Pen — le diable l'emporte — n'a rien d'un Breton. C'est tout juste un colonialiste et un impérialiste. »

Le néodruidisme en France, dès le dix-neuvième siècle, a toujours été lié au mouvement breton. Et les membres de la Fraternité font souvent référence aux thèses de l'Union démocratique bretonne (UDB). Tel ovate, spontanément, part en guerre contre le centra-

lisme « à la romaine » orchestré par Paris, alors que « dans le même temps, l'Elysée prône le fédéralisme pour les pays de l'Est ». Parallèlement, les liens avec l'extrême droite sont mouvants. Il faut remonter à 1981 pour avoir une trace certaine de tentative de noyautage du mouvement druidique par des extrémistes de droite. « Tentative menée à l'époque par Goulven Pinault, explique M. Le Scouezec, un celtisant d'extrême droite qui s'est exclu de lui-même du Gorsedd et qui est aujourd'hui lié à des universitaires révisionnistes de l'université Lyon-III. »

Les druides dissidents se sont réunis le 24 juin à Bannalec (Finistère) pour un rite du feu et se présentent désormais comme « les druides, bardes et ovates du Gorsedd traditionnel désireux d'assurer la pérennité du patrimoine breton ». Mais pour se présenter tel, il leur faudrait l'assentiment gallois. Or, très serine, la grande sœur, par la voix de son barde-hérault invité à Brasparts, ne cherche pas à se mêler de cette histoire de famille. Elle applique à la lettre le vieux adage celtique : « A force de patience, on reconnaît le chêne à son gland... »

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Les bardes sont traditionnellement des intellectuels, les ovates des ingénieurs ou des artisans. Les bardes et ovates sont servis au rang de druide sur décision du grand druide qui lui-même est élu à vie par les membres de la Fraternité.

(2) Le druidisme a resurgi à Londres en 1717. On distingue trois « branches » du néodruidisme : la branche dite écossaise de John Toland, perpétuée outre-Manche par le Druid Order ; la branche « mutualiste » de Henry Hurle (1781) qui a pris progressivement la forme de sociétés d'entraide ; la branche « culturelle » de Iolo Morganwg (prononciation : mor-ganouk) (1792) à laquelle appartient le Gorsedd de Bretagne.

SOCIÉTÉ

HISTOIRE

Rejoignant des évaluations occidentales Les Polonais révisent leur bilan des victimes d'Auschwitz

Les statistiques soviétiques sur le nombre de victimes du camp d'extermination nazi d'Auschwitz-Birkenau viennent d'être remises en cause radicalement par une étude polonaise menée au musée d'Auschwitz et citée, mardi 17 juillet, par le quotidien *Gazeta*, proche de *Solidarnosc*.

Selon le directeur du département d'histoire du musée d'Auschwitz, M. Franciszek Piper, les morts auraient été au nombre de 1,1 million, au moins, dont 960 000 juifs, 70 à 75 000 Polonais, 21 000 tziganes et 15 000 prisonniers soviétiques — et de 1,5 million au plus, et non 4 millions, comme l'avait affirmé une commission soviétique en 1945.

Cette nouvelle évaluation polonaise correspond à celle publiée depuis plusieurs années par les historiens occidentaux, selon lesquels un million de juifs ont été exterminés à Auschwitz-Birkenau, sur un total d'au moins cinq millions de victimes du génocide.

Se fondant sur cette étude polonaise, une équipe chargée par le ministre de la culture, M. Izabela Cywinska, de trans-

former le musée d'Auschwitz, a fait enlever récemment à Birkenau les plaques déposées au pied du monument international aux victimes du nazisme, évoquant les 4 millions de morts du camp, selon *Gazeta*. M. Piper, cité par ce journal, explique qu'« il s'agit de chiffres minimaux, établis à partir des prisonniers enregistrés, des correspondances liées à la préparation et à l'envoi des transports (de déportés) et des statistiques faites dans les ghettos de nombreux pays d'Europe... ». La vérification du résultat de ces recherches serait rendue plus facile par l'accès aux archives découvertes dans le camp lors de sa libération, en 1945. Toutefois ces archives ont été emportées en Union soviétique et les demandes répétées faites par la Pologne depuis les années 1970 pour les récupérer sont restées sans réponse, poursuit *Gazeta*.

Les résultats de cette recherche doivent être publiés, au début de l'année prochaine, simultanément par le musée d'Auschwitz et par l'institut Yad Vashem à Jérusalem.

REPÈRES

EN SAONE-ET-LOIRE

Cinq personnes tuées par l'explosion d'un obus

Cinq personnes, dont plusieurs démineurs, ont été tuées par l'explosion d'un obus datant de la seconde guerre mondiale, mercredi 18 juillet en fin de matinée, à Epervans (Saône-et-Loire). L'explosion s'est produite au cours de l'opération de déminage entreprise dans cette commune, depuis le 9 juillet, par la sécurité civile.

Le 21 mai, un jeune homme d'Epervans avait été tué par un obus qu'il avait découvert. L'enquête avait établi que la DCA allemande avait, pendant la guerre, constitué un dépôt de munitions en place, des gendarmes et des démineurs y travaillaient depuis le 9 juillet et près de trois mille obus avaient été découverts et détruits. Le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, s'était rendu à Epervans, le 14 juillet, pour visiter le chantier.

INGÉNIEURS

Une nouvelle Ecole des mines

M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, a confirmé, mardi 17 juillet, la création d'une nouvelle Ecole des mines. Cette initiative lui avait été recommandée par le rapport établi il y a quelques mois par M. Georges Chacornac (le Monde du 29 mars). Si le choix du site, « vraisemblablement dans l'Ouest ou le Sud-Ouest », n'est pas encore arrêté, le ministre de l'Industrie a indiqué que, dès 1991, 50 millions de francs seraient affectés à la création de cette nouvelle Ecole des mines, spécialisée dans l'informatique appliquée et accessible sur concours aux étudiants à bac + 1. Un plan décennal de développement des écoles des mines sous tutelle du ministère de l'Industrie (Paris, Douai, Alès, Saint-Etienne) et la création de ce nouvel établissement devraient permettre de faire passer le nombre de leur diplômés de 487 à 1 150 d'ici à l'an 2000.

NUCLÉAIRE

Incidents à la centrale de Chinon

Des incidents « sans gravité » ont affecté en juillet les tranches B3 et B4 de la centrale nucléaire de Chinon (Indre-et-Loire), entraînant pendant quelques jours l'arrêt de l'une d'entre elles, à indiqué, mardi 17 juillet, la direction de la centrale EDF.

L'incident le plus sérieux, classé au premier niveau de gravité (l'échelle en comprend six), s'est déroulé le 18 juillet quand une « pompe de circulation d'eau de refroidissement du condensateur » a été victime d'une avarie mécanique. Selon EDF, cette panne a entraîné « un dépassement d'une des limites de fonctionnement », conduisant à un arrêt de la tranche B4, en « application stricte des règles de sécurité interne ».

ÉCOLOGIE

Soixante-deux pays au secours des zones humides

Les représentants des soixante-deux pays ayant ratifié la convention de Ramsar sur la protection des zones humides d'importance internationale viennent de se réunir à Montreux (Suisse). La conférence a décidé de doubler le budget de son secrétariat permanent et de créer un fonds pour aider les pays en voie de développement à conserver leurs zones humides.

De « pressantes recommandations » ont été adressées à quatre pays où des zones humides sont menacées. En Espagne, le parc national de Doñana, en Andalousie, est soumis à la pression du tourisme et aux captages d'eau pour l'agriculture. Aux États-Unis, c'est le parc des Everglades, en Floride, dont les eaux sont eutrophisées par les engrais. En République fédérale d'Allemagne, la mer des Wadden, en Frise orientale, est polluée par la construction de digues. Enfin, en Jordanie, l'oasis d'Azraq, étape pour les oiseaux migrateurs, est soumise à des pompages dangereux.

Sortie dans l'espace pour deux cosmonautes soviétiques. — Les cosmonautes soviétiques Anatoli Soloviev et Alexandre Balandine, qui séjourneront à bord de la station orbitale Mir depuis février, ont effectué une sortie dans l'espace, mardi 17 juillet, pour tenter de réparer la couverture d'isolation thermique de leur vaisseau Soyuz TM-9. Celui-ci, endommagé lors de son dernier lancement, ne peut en effet assurer en l'état le retour sur Terre des deux hommes, prévu pour le 9 août.

(AP, TASS.)

BBC
ENGLISH
L'ANGLAIS DE LA BBC

manuels, audio-cassettes
vidéo-cassettes
1 livre + 2 cassettes C80 = 199 F
Documentation gratuite :
EDITIONS-DISQUES BBC (M)
8, rue de Berri, 75008 PARIS
Tél. : (1) 45-62-44-24

SPORTS

CYCLISME : le Tour de France

La montée en puissance de Greg LeMond

L'Espagnol Miguel Indurain a remporté, mardi 17 juillet à Luz-Ardiden, la seizième étape du Tour de France. L'Américain Greg LeMond n'est plus qu'à cinq secondes du maillot jaune, l'Italien Claudio Chiappucci.

Luz-Ardiden

Il faut parfois patienter longtemps pour atteindre ce petit instant magique qui transforme une balade à travers la France en une épreuve sportive palpitante. Mais, mardi 17 juillet, la pluie, le soleil, les hôteliers filous, les longues heures de voiture, tout s'estompaient devant la prestation d'un coureur. Devant cette envolée de Greg LeMond dans l'ascension de Luz-Ardiden.

Il en est de même pour ces milliers de familles de vacanciers, qui ont subi des heures d'embouteil-

lages sur les routes étroites des vallées pyrénéennes. Encore convier-il de bien choisir son endroit. Car cette seizième étape comportait trois difficultés majeures, trois routes en pente où les hommes forts de ce Tour de France devaient s'affronter. Alors, tant pis pour les malchanceux qui choisirent les flancs de l'Aspin ou du Tourmalet. Ceux-là n'eurent droit qu'au prologue de la pièce mais furent privés de l'essentiel.

Le panache de Chiappucci

Leur consolation demeura cette vision d'un jeune Italien, porteur du maillot jaune, souvent à l'avant d'une procession qu'il savait destinée à le détrôner. C'est en effet Claudio Chiappucci, l'insolent enfant des plaines de Varèse, qui ouvrit les hostilités. Comme encouragé par les recommandations de la « mama », venue

spécialement d'Udolfo, le fils prodige de la petite mercière souhaitait défendre avec panache sa casaque étincelante. Il jeta toutes ses forces dans une lutte qu'il pressentait incertaine.

Alors, avec vaillance et conviction, il se propulsa à l'avant-garde. En tête au sommet du col d'Aspin, il tenta de maintenir son avantage dans la deuxième ascension de la journée. Et, au sommet du Tourmalet, il possédait encore près d'une minute d'avance sur un peloton de chasse conduit par l'Américain Greg LeMond et l'Espagnol Pedro Delgado.

« Pendant que je menais le Tourmalet, je me suis dit que si Chiappucci continuait ainsi, il allait gagner le Tour », expliqua le coureur américain. Greg LeMond, vingt-neuf ans, athlète expérimenté, avait senti le danger.

Alors, dans la descente du Tourmalet, Greg LeMond s'est couché sur son cadre pour offrir le moins de résistance possible. Il a pris tous les risques dans les virages, jouant avec maestria sa carte de « meilleur descendeur ». Une plongée débridée vers la vallée qui lui permettra de rejoindre le petit Italien des premières maisons de Luz-Saint-Sauveur. Au pied du dernier sommet, prévu au programme de cette rude journée, l'échappée du maillot jaune a vécu.

Une dizaine de coureurs se retrouvent donc, épaule contre épaule, dans les premiers virages de la route qui grimpait vers la station de sports d'hiver de Luz-Ardiden. Il y a là les vedettes et quelques seconds couteaux, présents par obligation ou par intérêt. Fidèle à sa ligne de conduite de la journée, Claudio Chiappucci mène le bal. Il mouline en tête, suivi par un Greg LeMond nerveux qui s'agitte et se retourne sans arrêt.

Il s'étonne que ce Chiappucci, que l'on disait condamné à plus ou moins brève échéance, résiste aux tentatives de démarrage qu'il place dans les virages. Il cherche un allié dans ce groupe de grimpeurs qui lui offrira sa roue pour s'enfuir loin de ce maillot jaune, décidément trop présent. Et, comme souvent en pareil cas, c'est le hasard qui lui fournit la solution.

Le hasard est colombien et se nomme Fabio Parra. Un grimpeur surdoué, très discret depuis le

Seizième étape. *Bagnac - Luz-Ardiden (215 km) :*
1. Miguel Indurain (Esp.), en 7 h 4 min 38 s ; 2. Greg LeMond (E-U), à 6 s ; 3. Marino Lejarreta (Esp.), à 15 s ; 4. Miguel Martínez-Torres (Esp.), à 59 s ; 5. Fabio Parra (Col.), à 1 min 18 s.

Le classement général. — 1. Claudio Chiappucci (Ita.), à 69 h 27 min 50 s ; 2. Greg LeMond (E-U), à 5 s ; 3. Pedro Delgado (Esp.), à 3 min 42 s ; 4. Erik Bruccini (P-B), à 3 min 49 s ; 5. Marino Lejarreta (Esp.), à 5 min 29 s.

MARC BALADE

GOLF : l'Open britannique

Les traquenards de Saint-Andrews

La 119^e édition de l'Open britannique de golf aura lieu sur le célèbre Old Course à Saint-Andrews, en Ecosse, à partir du jeudi 19 juillet. « The Open » y trouve la pleine expression de son caractère historique. La vieille ville universitaire, de quinze mille habitants, et son parcours de plus de cent-cinquante ans d'âge s'apprêtent à accueillir près de deux cent cinquante mille spectateurs et l'élite du golf mondial, pour une compétition aux allures de rite.

Quand l'architecte de golf écossais Alister Kirkland se penchait avec un air grave sur le plan de l'Old Course, il se disait : « Ce projet d'avenir, savait-il seulement ce qu'il faisait ? Travail minutieux de cartographie, avec ses bunkers blancs, ses fairways d'un vert pâle, ses greens plus sombres et sa baie de Saint-Andrews teintée d'ocre, le Old Course est devenu au monde du golf ce que les tournois de Van Gogh sont au monde de l'art. Agrandie en affiche ou réduite en carte postale, voilà une image qui se vend et un héritage qui fructifie.

Car, pour le visiteur, le golf reste un des attraits majeurs de l'Ecosse. 86 % des touristes qui font le détour par Saint-Andrews, à une cinquantaine de kilomètres d'Edimbourg, sont des golfeurs. Chaque année, ils laissent 90 millions de francs dans les coffres d'une municipalité qui connaît bien des contraintes budgétaires. Mais, l'Open, il y a trente ans. La somme représentée par la moitié de l'apport du golf à l'économie écossaise dans son ensemble. Ici, où l'on vit par et pour un jeu qui possède sur cette terre rude une assise populaire comme nulle part ailleurs, le boom a été retentissant.

Un pauvre pommier

Endroit pètri de passé (une carte du centre-ville du seizième siècle serait encore un guide précieux), siège du Royal and Ancient, qui régent le golf partout dans le monde sauf aux États-Unis, parcourez symbol des origines du jeu, Saint-Andrews se nourrit de l'histoire.

Le Old Course est loin, toutefois, de séduire tout le monde. Son charme opère avec lenteur. On pas du tout. Il provoque parfois des réjets violents. Car ce que le champion américain Snead qualifiait de « vieux terrain laissé à l'abandon », se définit d'abord en négatif. Si l'on ignore le pauvre pommier, sentinelle cossue à côté du green du 12, il n'y a pas d'arbre. Si l'on fait abstraction du filet perdu du Swilcan Burn, qui traverse le premier fairway, il n'y a pas d'eau. On y est tellement à l'étroit que seuls quatre trous sur dix-huit — le 1, le 9, le 17 et le 18 — possèdent leur green propre. Sept doubles greens, parfois immenses, servent chacun à deux trous, l'un à l'aller, l'autre au retour. Sur celui du 5^e et du 13^e, ce dernier le plus vaste, le golfeur peut se trouver face à des putts de 85 mètres sur un gazon si ondulé qu'un homme allongé à tra-

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Calciphos

Le Conseil d'Administration de Calciphos, réuni le mercredi 11 juillet sous la présidence de Monsieur DARMAS a évoqué l'offre publique d'achat lancée par ALTUS FINANCE sur Calciphos.

La participation de Calciphos dans la BAFIP à hauteur de 32% du capital représente l'essentiel des actifs de la société Calciphos. Les perspectives de développement de Calciphos sont donc gouvernées par les possibilités ouvertes à la BAFIP par le marché bancaire des années 1990. La diversification entamée avec constance par les dirigeants de cette dernière dans les activités dites « commissionnées » en France comme à l'étranger nécessite en effet un renforcement régulier et sans doute important des fonds propres. Dans un contexte concurrentiel particulièrement exacerbé, ces besoins financiers sont renforcés par l'impératif où se trouvent les banques de marché d'avoir à regrouper leurs forces vives afin d'améliorer leurs conditions d'exploitation.

La proposition d'ALTUS FINANCE, filiale de deux groupes de stature internationale, l'un dans le domaine bancaire, l'autre dans le domaine industriel, réunit ces objectifs. Outre le parrainage qu'elle constitue, la position d'ALTUS FINANCE comme actionnaire de référence permettra d'assurer le développement du groupe. Dès maintenant, de nombreux projets ont été évoqués avec les dirigeants d'ALTUS FINANCE, qui pourraient se concrétiser dans un futur proche.

Un groupe d'institutionnels a fait savoir d'ores et déjà qu'ils apporteront l'intégralité de leurs titres, représentant 28,4% du capital, à l'offre publique d'achat.

La MACIF - Mutuelle Assurance des Commerçants et Industriels de France, Administrateur et actionnaire à la hauteur de 38,1% Calciphos s'associe sans réserve à la décision du Conseil d'Administration. Désirant conserver son rôle au sein de Calciphos avec le plein accord d'ALTUS FINANCE, elle informe le Conseil qu'elle conservera un pourcentage significatif du capital.

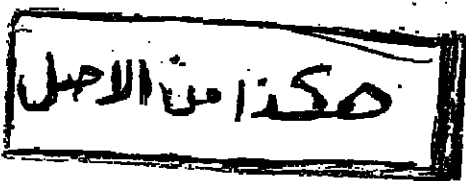
Le Conseil d'Administration relève que, dans ces conditions, l'offre publique d'achat rassemble l'assentiment de la grande majorité des actionnaires. Elle devrait entraîner une forte diminution de la liquidité des titres.

Le Conseil d'Administration, en conséquence, décide à l'unanimité :

- de recommander aux actionnaires de la société d'accepter cette offre et donc de présenter leur action dans le cadre de celle-ci ;
- de mandater expressément son Président à l'effet d'établir et de signer une note d'information commune avec ALTUS FINANCE.

D'ores et déjà, MM. Jean-François HENIN, Directeur Général d'ALTUS FINANCE, et Gilles DELAPALME ont été cooptés comme administrateurs en remplacement de Monsieur Hugues LASSERON et de la Financière La Pérouse, démissionnaires.

50.000.000



18 Le Monde • Jeudi 19 juillet 1990 •

AGENDA

Écoles nationales vétérinaires (par ordre de mérite)

OPTION GÉNÉRALE

Brie Maylé (11), Jeanne Goy (12), Véronique Monnier (13), Valérie Marceau (14), Charles Rosenberg (15), Stéphane Houdet (16), Jean-Marc Berrard (17), Laurent Guilbaud (18), Caroline Prophète (19), Sophie Mosser (20), Jérôme Abadie (21), Benjamin Thozet (22), Yann Tessier (23), Fabien Huet (24), Aurélie Meyers (25), Olivier Maunier (26), Renaud Gadot (27), Isabelle Timmerman (28), Gaëlle Masse (29), Stéphane Libermann (30), Michael Donabedian (31), François Dommanget (32), Valérie Deane (33), Laetitia Liebert (34), Céline Robert (35), Thierry Malet (36), Stéphane Pinède (37), Corinne Teulie (38), Sébastien Rouquet (39), Jean-Frédéric Reichardt (40), Florence Andron (41), Céline Marchand (42), Sébastien Carre (43), Catherine Cusani (44), Etienne Urgel (45), Nadine Vitalis de Granziol (46), Cécile Barthelemy (47), Fabrice Ruescher (48), Isabelle Ledez (49), Catherine Jeannet (50), Daniel Chel (51), Sylvie Degremont (52), Joseph Letondal (53), Sandrine Renaud (54), Marc Heimel (55), Bastien Michel (56), Christophe Raynaud (57), Magali-Isabelle Hui (58), Chrystelle Lacanade (59), Catherine Goussier (60), Fabrice Collet (61), Isabelle Girard (62), Marie Chaussepe (63), Benoît Bonvent (64), Etienne Membre (65), Eric Saintemarie (66), Arnaud Louvet (67), Sabine Patricot (68), Sophie Thomas (69), Olivier Androulet (70), Frédéric Orange (71), Christophe Tonnin (72), Laurent Tresse (73), Emmanuelle Livertoux (74), François Agnery (75), Stéphane Deruaz (76), Emmanuelle Hugueny (77), Corinne Bousquet (78), Sophie Lourné (79), Jérôme Coppalle (80), Stéphanie Frère (81), Nathalie Delissen (82), Pascal Paut (83), Séverine Leloup (84), Karine Gavarnier (85), Juliette Hadchouel (86), Marina Lepiller (87), Jean-Christophe Paris (88), Corinne Letailleur (89), Eric Sanson (90), Franck Haou (91), Gil Manuel (92), Pascal Reiller (93), Delphine Lacaze-Masmontell (94), Valérie Decker (95), Hélène Piquart (96), Gisèle Thomas (97), Patrice Avril (98), Veronique Souffir (99), Olivier Langer (100), Tanguy Lefèvre (101), Claire Pons (102), Mireille Heille (103), David Pons (104), Cécile Duchateau (105), Christel Roman (106), Gérard Le Quan (107), Thierry Raffin (108), Nicolas Le Pour (109), Hervé Leca (110).

Sabine Castex (101), Lucie Fardoux (102), Yann Dupuch (103), Nils Haentjens (104), Eric Mounet (105), Jean-Vincent Rux (106), Jean-François Cazabat (107), Frédéric Madelenat (108), Richard Remy (109), Cécile Boulard (110), Frédéric Laroche (111), Frédéric Pety-Mozimann (112), Alain Champseix (113), Emmanuelle Griseaux (114), Patrick Baudin (115), Christine Decouvaere (116), Arnaud Bouton (117), Nicolas Sattler (118), Delphine Mouron (119), Caroline Tsaropoulos (120), Emmanuelle Cachot-Mercanton (121), Hélène Potiau (122), Dominique Glez (123), Yvan Cochon (124), Frédéric Chien (125), Pierre-Hugues (126), Cécile Desgarins (127), Marianne Locatelli (128), William Beliran (129), Franck Breard (130), Veronique Lacombe (131), Geneviève Nury (132), Valérie Guiral (133), Jean-Michel Denis (134), Emmanuelle Duley (135), Marie-Louise Philippe (136), Aude Ponnelle (137), Katia Soussay (138), Agnès Borie (139), Franck Cappe (140), Fabienne Guillemot (141), Loïc Lecœur (142), Laurence Maréchal (143), Béatrice Rollin (144), Laurent Roche (145), Alexandre Foin (146), Nathalie Camp (147), Laurent Bouhanna (148), Marie Sourn-Barbault (149), Vincent Allard (150).

Pascal Gillès (151), Stéphan Magan (152), Pierre Comizoli (153), Anne-Laure Moray (154), Anouk Garnier (155), Laetitia Cathozet (156), Jean-Philippe Bezanger (157), Alice Cartier (158), Xavier Pignatelli (159), Marie-Richier (160), Alain Thoinet (161), Christelle Marsan (162), Jean-Jacques Fontan (163), Véronique Poletti (164), Isabelle Kervin (165), Cécile Such (166), Karine Maitre (167), Marie-Léonore (168), Michel Guise (169), Laurent Heny (170), Brigitte Lerat (171), Pierre Rouquet (172), Emmanuel Bizeau (173), Philippe Gaudillière (174), Anne Vincent De Stadieu (175), Marie-Antoinette Frelon (176), Markus Weber (177), Pascal Cohen (178), Chloé Loequin (179), Olivier Chevalier (180), Olivier Mary (181), André Morelli (182), Sophie Dol (183), Diana Rigault (184), Emmanuel Beziard (185), Renaud Leguillet (186), Stéphanie Roussel (187), Olivier Degenmann (188), Jean-Pascal Aupetit (189), Sylvie Poupart (190), Solange Monteau (191), Norin Vochirak Chai (192), Jean-Philippe Papy (193), Daniel Candebot (194), Frédéric Hani (195), Aurélie Delmas (196), Valérie Guilpin (197), Elisabeth Sallé (198), Olivier Alazard (199), Philippe Kogez (200).

Florence Dugast (201), Stéphanie Lavieille (202), Christine Puyier (203), Philippe Chabaud (204), Sybil Vlac (205), Thierry Dhenin (206), Corinne Mangin (207), Nathalie Borden (208), Emmanuelle Marion (209), Corinne Bouure (210), Charles Bebay (211), Bettina Corbica-Kritim (212), Carole Ladure (213), Philippe Biron (214), Eric Vanhauser (215), Isabelle Passelergue (216), Laure Blanchard (217), Xavier Aubry (218), Régis Larnaud (219), Marie-Laure Canus (220), Pascal Gaudin (221), Laurence Jugu (222), Sophie Mitau-Maurouard (223), Françoise Batut (224), Frédéric Chébat (225), Claire Niveau de Villadev (226), Rachel Schutte (227), Laurence Levasseur (228), Virginie Lathine (229), Cécile Joly (230), Fey Jones (231), Christophe Ladré (232), Stefanie Bernheim (233), Caroline Zoller (234), Jocelyne Ferret (235), Nicolas Pieri (236), Isabelle So-

phie Credoz (237), Alain Humbert (238), Eric Lepertier (239), David Bognat (240), Patrick Delmouly (241), Géraldine Blanchard (242), Annick Mazaue (243), David Edouard (244), David Serène (245), Marc-Bernard Loyal (246), Florence Vasseur (247), Alexandre Guillemot (248), Franck Darigade (249), Christelle Dewaule (250).

Thierry Meyniel (251), Pascale Bonin (252), David Gilles (253), Anne Puel (254), Alexandre Menard (255), François Riandet (256), Dominique Schneider (257), Carole Burel (258), Dominique Lange (259), Bruno Richoux (260), Sabine Maupetit (261), Etienne Ventard (262), Carole Bouillon (263), Tibbaud Delboc-Bellamy (264), Catherine Pieron de Mondésir (265), Jocelyne Métot (266), Véronique Wolter (267), Marie-Laure Chevalier (268), Nathalie Arelano (269), Xavier-Laurent Magnier (270), Florence Hascot (271), Marie Bodier (272), Nathalie Durnford (273), Catherine Ibsch (274), Thierry Cappe (275), Bertrand Diamont (276), Sandrine Gacry (277), Jean-Michel Menager (278), Aurélien Allard (279), Isabelle Duthon (280), Michèle Blon (281), Valérie Guillard (282), Alexandre Belcan (283), Anne-Catherine Hoog (284), Fanny Lelong (285), Stéphanie Jauret (286), Hélène La Motta (287), Anne Hoang-Oanh Jacquemin (288), Nathalie Richi (289), Frédéric Alvanakis (290), Cécile Garrin (291), Alexandre Boudard (292), Frédéric Cunat (293), Hervé Tossier (294), Séverine Loo (295), Alexandre Chichery (296), Stéphane Thion (297), Christophe Renouit (298), Olivier Le Cam (299), Isabelle Caffre (300).

Vincent Girou (301), Dominique Pantaloni (302), Michel Bataille (303), Jérôme Defachelles (304), Régis Rupert (305), Pierre Hallier (306), Xavier Aubel (307), Cécile Chapuy (308), Bertrand Brutzkus (309), Nicolas Rose (310), Marie-Hélène Loe (311), Michel Gauthier-Clerc (312), Jérôme Coube (313), Philippe Nicolas (314), Philippe Bricaire (315), Laurence Clavière (316), Jérôme Braut (317), Petra Tünger (318), Anita Laury (319), Stéphanie Trinchero (320), Laurent Emery (321), Witold Lewonczuk (322), Sylviane Le Bars (323), Cyrille Chevalier (324), Jérôme Chouvyon (325), Gisèle Rosal-Aligand (326), Anne Renard (327), Cécile Lescar (328), Sophie Florsch (329), Sabine Benjamin (330), Pierre Metivier (331), Emmanuel Guerin (332), Gwennael Tanguy (333), Rémy Chasteloux (334), Jérôme Dubois (335), Samuel Vidal (336), Sylvie Baillet (337), Fabrice Saurier (338), Isabelle Kevorkian (339), Sylvie Pères (340), Pierre Male (341), Sébastien Huron (342), Wilfrid Clarke (343), Séverine Loo (344), Alain Christophe Paulouy (345), Fabienne Aujard (346), Jérôme Nebout (347), Patrick Truchot (348), Sophie Boudon (349), Etienne Andreu (350).

Pascal Gratien (351), Anne-Marie Balandonne (352), Stéphanie Chenaix (353), Olivier Patout (354), Adeline Monchamp (355), Sandrine Neiman (356), Marianne Chassagné (357), Frédéric Bedin (358), Laurent Rasquin (359), Sandrine Bonneau (360), Julien Schott (361), Lionel Leroy (362), Marion Berard (363), Dominique Rety (364), Nicolas Taugourdeau (365), Nicolas Danoy (366), Benoît Grosfil (367), Vincent Soubert (368), Karine Michéau (369), Alexandra Norel (370), Emmanuel Legrand (371), Emmanuelle Lemaire (372), Isabelle Cannella (373), Henri-Laurent Gailard (374), Florence Jolivet (375), Cyrille Sullerot (376), Sophie Gouret (377), Isabelle Giral (378), Frédéric Vallat (379), Anne-Sophie Flanagan (380), Lionel Lafon (381), Hervé Briessol (382), Nathalie L'Huillier (383), Laetitia Bel (384), Nathalie Cloate (385), Séverine Reinquin (386), Alexandra Piater (387), Sophie Brouard (388), Hubert Henry (389), Delphine David (390), Alain Lefebvre (391), Régis Bernigaud (392), Anne-France Gaudouy (393), Fabienne Robion (394), Sandrine Lazareff (395), Anne-Sophie Blanc (396), Sylvie Borthie (397), Christian Gaudron (398), Patrice Gautier (399), Emmanuel Gautier (400).

Patricia Collard (401), Dominique Guérin (402), Mathieu Witz (403), Thierry Moune (404), Florence Bréout (405), Guillaume Chanoit (406), Pascal Archambaud (407), Jérôme Schlegel (408), Nicolas Devos (409), Thomas (410), Marc Petitmangin (411), Béatrice Delille (412), Luc-André Fribourg-Blanc (413), Angeline Moussard (414), Karine Sanson (415), François Fauquay (416), Bertrand Toulouze (417), Jean-Marc Le Mer (418), Pierre Soube (419), Emmanuelle Kuhn (420), Jean-Christophe Dupin (421), David Jacques (422), Ana Franceschi (423), Benoît de Tholoz (424), Martin Petit (425), Sophie Kaczorowski (426), Franck Barau (427), Nicolas Flament (428), Karine Menier (429), Cécile Baduel (430), Muriel Chaillet (431), Mireille Caudrillier (432), Philippe Gisbert (433), Eve Pinaut (434), Richard Fournier (435), Armelle Le Mao (436).

OPTION BIOCHIMIE-BIOLOGIE
Laurent Massenet (438), Mickaël Boni (439), Isabelle Gnar (440), Sophie Funtenberger (441).

OPTION AGRONOMIE
Remy Motton (443), Nathalie Pary (444), Bertrand Taupin (445), Tristan Ruprecht (446), Laurence Cadot (447), Nathalie Verdelhan des Molles (448).

CONCOURS B (réservé aux titulaires d'un BTS, BTS, DUT)
Christine Perez (448), Serge Pons (449), Michel Helminger (450), Marion Lafouge (451), Pierre Paglia (452), Pascal Levasseur (453), Laurence Millot, épouse Schubert (454), Sandrine Castaing (455), Evelyne Repléay (456), Amadee Ferdinand Hardy (457), Virginie Gurret (458), Florence Valentin (459), Sandra Janrossat (460).

AUTOMOBILE Ford Fiesta turbo : prudence, prudence...

Bien des voitures présentées comme des sportives ne méritent guère l'appellation. Aussi, il serait injuste de ne pas reconnaître dans la Fiesta turbo de Ford une authentique représentante du genre. Peu de risques que les vrais connaisseurs ne prennent pas avec cet engin les plaisirs particuliers qu'il peut connaître au volant d'un petit bolide gonflé. Beaucoup de risques en revanche à en confier la conduite à n'importe qui et sur n'importe quelle route. Curieusement, plus la vitesse est mise en cause tant par ceux qui nous gouvernent que par les routes sur lesquelles on lance un maximum de voitures, plus les constructeurs s'ingénient à fabriquer des bombes accessibles - le crédit aidant - au plus grand nombre.

La Fiesta turbo est donc, désormais, la version la plus sportive et la plus rapide de cette gamme de petites voitures que fabrique Ford-Europe.

Son moteur est le 1 596 cm³ bien connu et monté sur Fiesta XR 2.1. Mais, ici, le groupe est suralimenté par un turbo compresseur. Il en sort 133 ch à 5 500 tours (pour

7 CV administratifs). Le couple maximum (18,7 mkg) est atteint dès les 2 400 tours. C'est surtout la dynamique qui en profite et une vigilance est de rigueur au démarrage, surtout sur revêtement glissant.

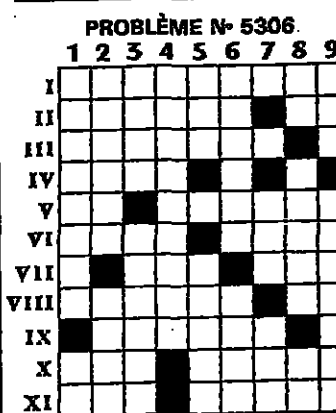
Le reproche fait au train avant du modèle à injection sans turbine (XR 2.1) pour sa relative imprécision n'est plus, ici, d'actualité. Barres antidive, à l'avant et à l'arrière, durcissement de suspension au point de direction plus serrée permettant une meilleure tenue de la voiture. Il reste que son utilisation en ville réclame des muscles.

Nombre d'accessoires particuliers généralement vendus sous option sont montés en série : vitres teintées, lave-glaces électriques, verrouillage centralisé, pneus taille basse (Pirelli), jantes en alliage, sièges Recaro, ce qui n'est pas rien... En revanche, on a toujours des tambours aux freins arrière.

Le tout est facturé 96 000 F. Mise en production en juin, la Fiesta turbo sera distribuée en France à la fin de l'été.

C. L.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

1. Sa mettent à jouer quand les choses deviennent vraiment sérieuses. - 2. Est bien obligé de supporter celui qui monte sur ses grands chevaux. Utile pour dresser. - 3. Visible sur un « peigne » ou un « couteau ». - 4. Un qui aurait mieux fait de prendre son mal en patience. - 5. Article. Parmi elles, on peut évoluer près de meurtriers dont on n'a rien à craindre. - 6. Faire le premier pas. Son air n'était pas toujours apprécié. - 7. Est si fide qu'on ne saurait lui trouver le moindre goût. On peut y trouver des scies et des marabouts. - 8. Mène une vie de chien. Avec lui, rien n'est impossible. - 9. Est apparemment coté pile aussi bien que côté face. - 10. Un officier autrichien regretta d'y avoir mis les pieds. En la brûlant, il est possible que l'on soit cuit. - 11. Ménages sans doute davantage la chèvre et le chou. Pour élever une grue.

VERTICALEMENT

1. Brosse à dents. Article d'usage courant. - 2. En voilà qui souhaiteraient certainement avoir le don d'ubiquité ! Avant d'en dire plus. - 3. Certains digèrent très mal son contenu. Des blessures sont à même de lui faire perdre beaucoup de force. - 4. Tel fut le plus célèbre des patriotes. - 5. Connut le meilleur avant de connaître le pire. Ce n'est pas de l'eau qu'elle fait venir à la bouche. - 6. Est couverte d'écailles. Rend les chemins dangereux. - 7. Parfois difficile à porter. Désireux de ne plus entendre le rasoir. - 8. Conjonction. Qui ne saurait être bien vue. Est plutôt mou sur les bords. - 9. Le piquant de certaines pointes. Ne rien apporter de nouveau.

Solution du problème n° 5305

Horizontalement

1. Balai. Été. - 2. Omoplates. - 3. Têtes. R. - 4. An. SAMU. - 5. Net. T. - 6. Ignorants. - 7. Sa. T. - 8. Mort. - 9. T. T. Lel. - 10. Pariois.

Verticalement

1. Botanistes. - 2. Aménageur. - 3. Lot. TNT. Ota. - 4. Apex. Oser. - 5. T. T. T. - 6. Asses. - 7. Et. Bole. - 8. Terminés. - 9. Es. Sord.

GUY BROUTY

PARIS EN VISITES

JEUDI 19 JUILLET

« L'Assemblée nationale », 14 h 15, 33, quai d'Orsay. Carte d'identité (P.-Y. Jassé).

« Ancienne abbaye de Saint-Germain-des-Prés et place Furstenberg », 14 h 30, devant l'église (E. Roman).

« Les salons de l'hôtel de Ville. L'histoire de Paris, d'Etienne Marcel à la Commune », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (M. G. Lemer).

« La peinture du dix-septième siècle au Louvre : Poussin, Le Brun, La Tour », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).

« La Marais, de l'hôtel de Sully à l'hôtel Carnavalet. La place des Vosges. La vie sous Henri IV. Evocation de Victor Hugo et de M^{me} de Sévigné », 14 h 30, métro Saint-Paul (E. Roman).

« Jardins et cimetière d'artistes de Montsouris », 14 h 30, RER Cité-Universitaire (Paris pittoresque et insolite).

« Les salons de l'hôtel de Lamoignon et l'hôtel Saint-Louis », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (D. Fleunoy).

« Trésors méconnus des Halles », 14 h 30, Métro-Opéra (Sauvegarde du Paris historique).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Réurrection du passé).

« Sompnoité de la plaine Monceau », 14 h 45, métro Monceau (V. de Langlade).

« Exposition « Le patrimoine roumain », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine.

« Le quartier de l'Odéon : originalité et urbanisme sous Louis XIV », 15 heures, façade du Théâtre de l'Odéon, place de l'Odéon (Monuments historiques).

« Exposition « Charles de Gaulle », 15 heures, 58, rue de Richelieu (Tourisme culturel).

« La Villette, un parc urbain du dix-neuvième siècle », 15 heures, métro Porte-de-Pantin, sortie par de La Villette (Paris et son histoire).

« Hôtels célèbres du Marais », 21 heures, métro Saint-Paul-La Marais (Lutèce visites).

CONFÉRENCES

Salle Psyché, 15, rue Jean-Jacques-Rousseau, 15 heures : « Centres d'énergies dans l'homme », par S. Marcovitch (Jussieu).

CARNET DU Monde

Décès

- Jean-Marc Canonge, son époux, Florence et Delphine Canonge, ses filles, sa famille. Ses amis ont l'imense douleur de faire part de la disparition brutale de

Nicole CANONGE, née Vigoreux, professeur de lettres classiques, survenue le 14 juillet 1990.

3, avenue Feuchères, 30039 Nîmes Cedex.

M. Patrick Frèche

son fils, M^{me} Yveline Frèche, sa belle-fille, M^{me} Jocelyne Derval, sa fille, M. Georges Derval, son gendre, Emilie et David Frèche, Sandra et Chay Attal, Bruno et Sybilla Derval, ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants, M^{me} Elise Wil-Timothy, M^{me} Colette Khalif, ses sœurs, M^{me} Bernard Chourraqui, sa belle-sœur, Sophie Chourraqui et Milla Bendes, ainsi que leurs époux, ses neveux et nièces, M^{me} Rosine Saffar, son amie, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M^{me} Myriam FRÈCHE, née Chourraqui, survenue le 16 juillet 1990.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, le vendredi 20 juillet, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Dora Grand, son époux, Françoise et Sophie, ses filles, Joseph, son père, Nicole Delikat, sa sœur, ont la douleur de faire part du décès de

Georges GRAND, survenu brutalement le lundi 16 juillet 1990.

Les obsèques se dérouleront dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue Alexander-Fleming, 91400 Orsay.

- M^{me} Maurice Iger, née Hélène Loiseau (Bordeaux), Familles Iger (Paris), Palmaro (Genève), Drouot et Loiseau (Bordeaux), ont la douleur de faire part du décès de

docteur Maurice IGERT, psychiatre et psychanalyste, Croix de guerre et officier de la Légion d'honneur,

survenu dans sa quatre-vingt-septième année, à Bordeaux, le 3 juillet 1990.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

18, rue André-Messager, 33401 Talence.

- On nous prie d'annoncer le décès, le 13 juillet, 1990 de

M. Roland de MARGERIE, ambassadeur de France, conseiller d'Etat honoraire, commandeur de la Légion d'honneur, grand-croix de l'Ordre de Malte.

De la part de : M^{me} Roland de Margerie, son épouse, Le R.P. Bertrand de Margerie S.J., L'ambassadeur de France et M^{me} Emmanuel de Margerie, Diane de Margerie, ses enfants,

M. et M^{me} Gilles de Margerie, De M. et M^{me} Olivier Meslay, Le prince et la princesse Fabrizio Pignatelli della Loconessa, M^{me} Lactia et M. Ramon Fernandez, ses petits-enfants, Ses arrière-petits-enfants, Le comte et la comtesse Antoine d'Ormesson, son beau-frère et sa sœur.

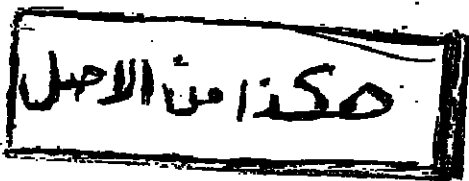
Le service religieux a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale, le 17 juillet, en l'église de Beaumont-en-Auge (Calvados).

Une messe sera célébrée à Paris cet automne.

(Lire page 5.)

- Jamila Ouzahra, sa fille, Gérard Malgaive, son gendre, ont la tristesse de faire part de la mort de

Pauline SYLVIE MARTRE, épouse Ouzahra, survenue à Toulouse le 14 juillet 1990. Les obsèques ont eu lieu à Mijanes (Ariège).



PARIS - ILE-DE-FRANCE

Une expérience d'ilotage dans le XI^e arrondissement

Des Parisiens sous protection rapprochée

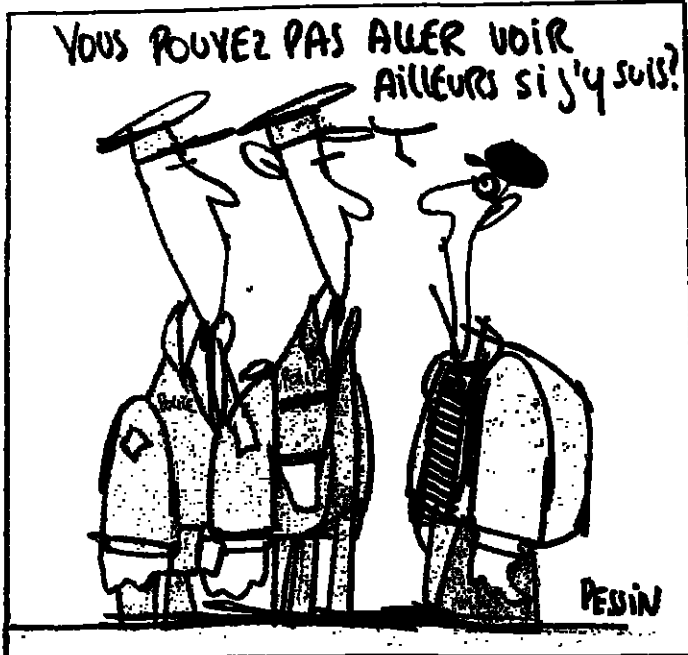
Une expérience pilote d'ilotage a été lancée, en juin, dans la capitale par le ministre de l'intérieur et le préfet de police de Paris. Quarante-huit policiers patrouillent à temps plein dans le onzième arrondissement, dont la population est aussi nombreuse (147 000 habitants) que celle d'une ville comme Clermont-Ferrand. Si cette expérience réussit, cette police « de proximité » sera mise en place dans d'autres arrondissements parisiens.

La rue Saint-Maur est en émoi. La nuit dernière, des cambrioleurs ont visité un de ses restaurants. Une dizaine de bouteilles, les meilleures, ont disparu des étagères. En pareil cas, le commerçant téléphone d'habitude à la police, qui, débordée, classe l'affaire sans même se déplacer sur les lieux. Mais ce matin-là le restaurateur a découvert le vol au moment même où les ilotiers du quartier, Jean-Marc et Nathalie, passaient devant sa porte fracturée. A la grande satisfaction du restaurateur, l'enquête a aussitôt démarré.

Rouages de la vie sociale

Au cours des dernières semaines, un marchand de journaux, une boucherie musulmane de la rue Saint-Maur ont été dévalisés. A chaque fois, le couple d'ilotiers s'est rendu sur place. Jean-Marc et Nathalie connaissent la complainte des petits commerçants, qui pointent un doigt accusateur vers les squatters d'une brasserie toute proche, fermée depuis quelques mois dans l'attente de la démolition. Les jeunes occupants du squat sont soupçonnés de multiplier les chahutages dans les boutiques du quartier. Version urbaine de la caverne d'Ali Baba, le squat recèle de marchandises dérobées par sa vingtaine de voleurs.

Mais que fait la police ? demandent les commerçants. Les ilotiers leur ont longuement expliqué les



méandres de la réglementation sur les squats, qui rend difficile toute intervention policière. Ils les ont dissuadés d'organiser une expédition de « gros bras » pour récupérer leurs biens. Les bouteilles ne seront sans doute pas retrouvées, mais du moins la rue Saint-Maur paraît-elle satisfaite de voir la police s'intéresser à ses déboires.

Dans une résidence du quartier, une autre discussion s'est engagée entre des copropriétaires et des policiers. Après une demi-heure de palabres, un dispositif est mis au point pour interdire les toxicomanes qui viennent voler dans les caves et se piquer dans les parties communes de l'immeuble. Quelques mois plus tôt, les copropriétaires avaient adressé à la police une pétition contre l'insécurité. Démarche restée sans suite : « Je reçois plusieurs pétitions par mois, signées par dix ou par trois mille personnes, commente le commissaire Jean Ribis, « patron » du commissariat central. Comment y répondre ? » Par l'ilotage, expliquent aujourd'hui les théoriciens

de la modernisation de l'outil policier.

« Outre mes missions traditionnelles de prévention et de répression, je suis un des rouages de la vie sociale de mon îlot », énonce le petit livre bleu remis aux ilotiers. De 7 h 30 à 22 heures, tous les jours sauf le dimanche, les habitants vont passer les mêmes policiers dans leur quartier. A pied ou en voiture, ces derniers se répartissent dans l'un des sept îlots découverts dans les frontières du onzième. Le poste de radio à la main, prêts à répondre à tout appel urgent. Depuis juin, ils rendent à la population des services que les policiers « classiques » n'assurent pas, ou peu, en temps normal.

Les « flags » d'India 114

A eux d'accompagner des personnes âgées à la poste pour percevoir leur mandat, de surveiller les sorties de certaines écoles - le proviseur du lycée Voltaire les a félicités d'avoir chassé les racket-

teurs, - de vérifier que les échafaudages sur la voie publique sont réglementaires, de repérer les épaves de voitures abandonnées, d'intervenir pour empêcher les camions de livraison d'embouteiller les rues ou pour faire enlever une voiture stationnée devant la sortie d'un garage, etc. Là où des opérations coups de poing avec grand renfort de cars et de chiens policiers avaient échoué, les ilotiers ont engagé un dialogue. Ils ont ainsi mis fin aux courses nocturnes de scooter auxquelles se livraient des jeunes dans les allées d'une résidence privée. Ils ont aussi persuadé des clochards de ne plus passer la nuit à l'intérieur de voitures dont ils avaient préalablement cassé les vitres.

« Priorité est donnée à la prévention et au rapprochement police-population », souligne le commissaire Ribis. Ce qui n'empêche pas la répression, à l'occasion d'un flagrant délit. Bénéficiant d'une grande autonomie sur le terrain, chaque équipe de policiers a d'ailleurs sa propre conception de l'ilotage. Prompts à brancher le gyrophare de leur voiture, un trio d'ilotiers - « India 114 », sur la fréquence radio - ne rêvent que de « belles affaires ». Ils se targuent d'avoir réalisé plusieurs « flags » et d'avoir découvert un lieu de rendez-vous d'héroïnomanes et de prostituées masculins, ainsi qu'un triptot dans l'arrière-salle d'un café.

« Un homme, une mission, un quartier »

Toutefois, l'action répressive des gardiens en tenue est limitée : dans l'attente d'une application effective de la réforme qui leur donne la qualification d'agent de police judiciaire (l'« APJ 20 », en référence à l'article du code de procédure pénale), les ilotiers peuvent seulement rédiger des rapports et se borner à transmettre leurs informations et la procédure aux enquêteurs de la police judiciaire. La mise en œuvre de cette réforme suscite en effet de délicates questions de compétence entre policiers en civil et policiers en tenue.

Rien ne vaut la tournée des concierges, des commerçants et même des joueurs de pétanque

pour obtenir des renseignements « opérationnels » sur la délinquance locale, assurent les policiers. Des habitants du quartier ont ainsi averti leurs ilotiers que telle camionnette servait de cache à des trafiquants de drogue, ou que des jeunes gens s'approprièrent à récupérer une moto volée. « Les Parisiens ont tellement envie de parler, analyse un gardien de la paix veau de province, qu'ils nous abreuvant de tuyaux plus ou moins fiables. » Des informations qu'il faudra vérifier avant de les transmettre aux services compétents de la police judiciaire. « L'ilotage permet de tout savoir sur l'arrondissement », dit M. Ribis qui ne veut surtout pas jouer au « Foucé du onzième arrondissement ».

« On en avait assez de faire les plantes vertes devant les bâtiments publics, de crouler sous la paperasse administrative et de distribuer des contraventions à tour de bras. » Dans la salle du commissariat qui tient lieu de vestiaire, de cuisine et de réfectoire, les ilotiers se disent emballés par leur nouvelle mission. « On se sent davantage responsable.

On peut prendre des initiatives, et on a moins la hiérarchie sur le dos. » Tous volontaires, ces jeunes gardiens de la paix - vingt-six ans de moyenne d'âge - ont sauté sur l'occasion de fuir les missions qui constituent l'ordinaire du policier parisien.

« Pour la première fois dans l'histoire de la police parisienne, des gardiens de la paix se voient uniquement investis d'une mission d'ilotage. Ils sont déchargés de toute autre tâche administrative afin de pouvoir nouer des relations personnelles avec les habitants de leur îlot », note M. Yves Guillot, adjoint au directeur de la sécurité publique de la Préfecture de police de Paris. Une organisation du travail qui rappelle la pratique anglaise : « un homme, une mission, un quartier ».

A en juger par la satisfaction des ilotiers, l'expérience du onzième arrondissement est une réussite. Mais il faudra plusieurs mois avant d'en évaluer les effets sur la délinquance et le sentiment d'insécurité de la population.

ERICH INCIVAN

L'accord de la mairie

L'expérience d'ilotage lancée par le préfet de police, M. Pierre Verbrugghe, a d'emblée paru bénéficier d'un consensus entre le ministère de l'intérieur et la Mairie de Paris. Le 27 février, M. Jacques Chirac avait réclamé la création de quatre cents postes d'ilotiers, chargés de surveiller les grands ensembles de l'Est parisien. En contrepartie, la municipalité s'engageait à les loger sur place. Banco ! avait répondu M. Pierre Joxe (le Monde du 1^{er} mars).

Aujourd'hui, même si les ilotiers du onzième arrondissement ne sont pas logés par la Ville, la Mairie de Paris continue de regarder l'ilotage d'un bon œil. « Cette expérimentation

devra être étendue, souligne M. Philippe Goujon, adjoint au maire chargé de la prévention et de la sécurité. Mais sans que les effectifs d'ilotiers soient prélevés sur ceux d'autres services, ce qui dégraderait d'autres arrondissements. »

Toute extension de l'ilotage à Paris placera les autorités devant un dilemme : soit créer des centaines d'emplois de gardiens de la paix ; soit mieux employer les effectifs actuels, en repensant profondément les missions de la police parisienne, et notamment l'équilibre entre police judiciaire et sécurité publique.

E. In.

Les difficultés d'un complexe de loisirs

Trajectoire incertaine pour la Planète magique

« Nous voulions créer un endroit qui ne ressemble à aucun autre, où l'on puisse vivre une vraie aventure. » C'est en ces termes que Bernard Deyries, l'un des créateurs du projet et réalisateur de dessins animés, parle de la Planète magique. Aventure il y a eu, en effet, pour l'ancien théâtre de la Gaîté-Lyrique, situé dans l'ancien arrondissement de Paris, transformé en centre de loisirs depuis décembre 1989. Mais peut-être moins amusante que prévu.

La facture du « rêve un peu fou » se chiffre maintenant à 400 millions de francs, et même si la Ville de Paris vient d'accepter de refaire confiance aux responsables de la Planète magique (1), on s'accorde pour considérer les péripéties de ce projet comme stupéfiantes d'un bout à l'autre. Pourtant l'idée était, et reste, belle : s'inspirer de différents thèmes proches des imaginaires connus pour créer des attractions qui donnent aux enfants « la possibilité d'être le héros d'un film dont ils ne peuvent pas s'extraire aussi facilement que lorsqu'ils regardent la télévision ». C'est le refus de « jouer passifs comme à Disneyland en Californie », et la recherche d'une « interaction réelle entre les enfants et un univers magique qui est mis à leur disposition grâce à des technologies sophistiquées ».

C'est là que le bât blesse. Ces attractions séduisantes étaient longues, difficiles, et coûteuses à réaliser. « Sans compter, précise M. Jacques Peskine, ancien directeur général de la Société d'exploitation de la Gaîté-Lyrique (SEGL) qu'il s'agissait d'un prototype. Il n'y avait pas de modèle. Et, par exemple, les coûts dus à la sécurité devaient être réévalués pour chaque activité nouvelle. » Chacun reste vague à propos des différents facteurs qui ont fait dérailler le budget initial de 200 millions à 400 millions. Apparemment, ce sont les attractions, genre mini-circuits, avec trois joueurs embarqués vers des bisbottes où ils ont leur mot à dire, qui ont posé le plus de problèmes.

Une chose est sûre : tout était loin d'être au point quand la Planète magique a ouvert fin décembre 1989, pour ne pas rater Noël et parce que la campagne de publicité (un peu folle elle aussi, puisqu'elle appelait les « orléans » à venir jouer sur place) était lancée.

Ouverture brève : une petite dizaine de jours plus tard, la Planète magique ferme ses portes après avoir accueilli, selon son directeur technique, trente

mille personnes. « Pourtant, précise-t-il, nous avions pris soin de distribuer à l'entrée des tracts pour dissuader les gens de venir, puisque tout n'était pas fini. »

Fermeture en janvier, dépôt de bilan en février. En mars, la Fédération du bâtiment (FNB) demande que soient prises des mesures d'urgence pour le règlement de la centaine de millions de francs due par la SEGL aux quatre-vingts entreprises de bâtiment qui sont impliquées dans la construction, sans parler des quatre cent dix entreprises, sous-traitantes de la SEGL, dont certaines ont déjà déposé leur bilan, et qui réclament d'être payées au plus vite. Devant une situation aussi alarmante, à l'instigation des dirigeants de Nord-France (groupe Pelège) un plan de relance a été décidé sur dix ans.

Boutemmat et Charlot, l'entreprise appartenant au groupe Nord-France qui s'occupe des travaux depuis le début, prend la direction de la SEGL. Les actionnaires de cette société doivent rajouter 55 millions de francs dans le projet, et la Ville de Paris, qui s'était déjà portée garante pour 100 millions de francs, étend sa garantie à 165 millions de francs. Telles sont les décisions prises le 25 juin 1990, par le conseil de Paris, lors d'un débat difficile au cours duquel l'opposition a parlé de « gâchis ». La Planète magique devrait rouvrir ses portes vers octobre 1990.

Situation alarmante

On peut néanmoins se poser quelques questions. Tout d'abord au sujet même de la Planète magique. Ses responsables espèrent accueillir un million de personnes par an, à raison d'au moins deux mille cinq cents personnes par jour, pour atteindre leurs objectifs financiers.

En oubliant que, d'ordinaire, durant la journée, les adultes travaillent et les enfants vont à l'école. On peut aussi s'interroger sur la fluidité du public autour des sept attractions principales où l'on n'entre pas à plus de trois (interaction oblige...). Evidemment, neuf cents visiteurs pourront patienter assis dans les différents restaurants ou dans les deux salles de spectacle mises à leur disposition. Evidemment, les jeux vidéo et le décor futuriste et ambigüux pourront faire paraître plus

court le temps d'attente. Mais comment ne pas comprendre l'angoisse des quatre cent dix sous-traitants impayés, qui se demandent si dix ans vont suffire pour les rembourser ?

Enfin, deux des acteurs principaux sont en droit d'être dubitatifs : d'une part, la Ville de Paris, qui, même si elle a obtenu la remise en état du théâtre de la Gaîté-Lyrique sans qu'il en coûte un sou aux contribuables parisiens, considère que la SEGL n'a pas fait correctement son travail, d'autre part, le groupe Philipp Holzmann, numéro un du secteur bâtiment et travaux publics allemand, qui vient d'acheter au groupe Pelège 41 % du capital de

Nord-France, donc Boutemmat et Charlot, en s'engageant protégé par une clause de garantie de bénéfices sur l'année 1989-1990. Si, passé ce délai, la SEGL ne se relève pas, le prix très coûteux payé par le groupe Holzmann ne sera plus vraiment justifié. C'est donc bien d'une « vraie aventure » qu'il s'agit quand la Planète magique atterrira à nouveau à Paris. A l'autonomie prochaine. Au mieux...

ADELINE CHENON

(1) Dont les actionnaires sont entre autres la Compagnie luxembourgeoise de radiodiffusion (CLT), la banque Paribas, Nord-France et Bayard-Press.

L'accueil des gens du voyage

Halte à Marne-la-Vallée

Les gens du voyage pourront faire halte à Marne-la-Vallée. Deux communes de la ville nouvelle à l'est de Paris ont inauguré, jeudi 12 juillet, une aire d'accueil où les nomades trouveront des équipements sanitaires et sociaux à leur service. A Emerainville et à Noisiel (Seine-et-Marne), les gens du voyage ne seront plus indésirables. Quatre communes voisines (Lognes, Champs-sur-Marne, Torcy et Croissy-Beaubourg) ouvriront, elles aussi, des aires d'accueil au cours des prochains mois.

Ainsi un projet lancé en juillet 1986 voit-il le jour. Il correspond à une véritable nécessité : chaque année, près de vingt mille nomades s'installent provisoirement en Ile-de-France. Les élus de ces municipalités ont voulu contribuer à l'amélioration de leurs conditions de vie tout en mettant un terme aux campements sauvages dans le Val de Marne. Ces campements sont « des sources de conflits perpétuels, constatent les responsables du SAN (syndicat d'agglomération nouvelle), entre la population locale, les industriels notamment, et les nomades ».

La réalisation du projet a été confiée au SAN de Marne-la-Vallée, qui est également chargé de la gestion et de l'entretien des ter-

raires réservés aux gens du voyage. Le coût de l'aire d'accueil d'Emerainville-Noisiel, prévue pour vingt-cinq emplacements de caravane, s'élève à 3 millions de francs. Les usagers disposent de l'eau courante et de l'électricité, ainsi que d'un bâtiment qui regroupe une salle de réunion et des équipements sanitaires. En contrepartie, ils doivent payer 27 F par jour pour l'occupation d'un emplacement.

Mais le programme ne s'arrête pas là, puisque Lognes disposera d'une structure identique à l'autonomie, et Champs-sur-Marne dès la fin de l'année. Pour Torcy et Croissy-Beaubourg, la date de livraison des travaux n'est pas encore fixée. Une fois achevée, le réseau d'aires d'accueil regroupera quatre-vingt-onze emplacements de caravane.

Les premiers occupants de l'aire d'Emerainville-Noisiel se déclarent particulièrement satisfaits de leur nouveau lieu d'habitation : « Nous vivons dans de meilleures conditions d'hygiène et dans un cadre sécurisé pour nos enfants. » Le terrain de jeux près des caravanes n'est plus désormais le simple bord de la route...

JEAN-CHRISTOPHE RAVEAU

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonné.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voie normale)	Nbre de n°
2 semaines	100 F	185 F	13
3 semaines	150 F	245 F	19
1 mois	180 F	310 F	26
2 mois	280 F	580 F	52
3 mois	400 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 49-60-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____ du _____ au _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM _____ PRÉNOM _____
N° _____ RUE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____
PAYS _____

● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

● N° CB _____

Expose à fin _____ Signature _____
obligatoire

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

rochée

BILLET

Une Communauté sans stratégie

En dépit des mises en garde adressées par M. Jacques Delors, les ministres des Douze réunis les 16 et 17 juillet à Bruxelles n'ont pas eu de vrai débat sur les enseignements à tirer du sommet de Sept qui vient de se tenir à Houston. Myopie irresponsable alors que dans une semaine, lors de la session plénière de l'Uruguay Round, l'affrontement transatlantique va reprendre, acharné.

Face aux appétits agricoles américains, la Communauté manœuvre avec habileté, mais n'a pas de stratégie. Le président de la Commission européenne a invité les Douze à « mesurer les limites » du succès de Houston. Celui-ci, a-t-il prévenu, restera sans lendemain et la Communauté se trouvera isolée dans l'ultime phase de l'Uruguay Round si elle n'est pas en mesure de « définir pour les mois à venir ce qu'elle veut pour sa propre agriculture ».

A Houston, la commission a confirmé des engagements importants qu'il faudra bientôt songer à honorer. Comment croire que les États-Unis ou les autres pays producteurs admettront que la Communauté se libère par anticipation de promesses grâce à l'effort de réformes réelles et douloureuses qu'elle a entreprises depuis 1984 ? Les excès américains actuels en quelque sorte le protègent, mais lorsque ses interlocuteurs du GATT la prendront au mot, il lui faudra s'exécuter. Belle épreuve en perspective !

Les paysans européens, déjà égarés, sont-ils capables de supporter de nouvelles baisses de prix de 30 % en cinq ans ? Il ne s'agit pas de brader la politique agricole commune, mais de réfléchir aux moyens de la redéployer. Ce travail de préparation technique (comment procéder ?) et politique (comment associer les agriculteurs ?) n'a pas été amorcé. Continuer dans cette voie, c'est prendre le risque pour la fin de l'année (la conclusion de l'Uruguay Round) de solutions insatisfaisantes et douloureuses, avertit à son tour M. Ruggiero.

Les Français ont dans cette affaire une responsabilité particulière puisque ce sont eux les principaux bénéficiaires de la Politique agricole commune (PAC), et donc de la solidarité des Douze.

Ph. L.

Victime d'un marché déprimé et d'une trop grande ambition

La société de Bourse Tuffier dépose son bilan

La société de Bourse Tuffier a annoncé, le 18 juillet, son dépôt de bilan pour trouver un repreneur. L'un de ses actionnaires, la Caisse centrale des banques populaires, malgré les pressions du Trésor, a posé ce préalable, mardi 17 juillet, pour « examiner les conditions de reprise de tout ou partie du groupe Tuffier ». De son côté, le conseil des Bourses de valeurs réuni le même jour dans la soirée constatait que l'évolution de la situation ne lui permettait pas de lever l'interdiction provisoire d'activité de Tuffier décidée le 13 juillet.

« Voilà ce qui arrive à vouloir jouer plus vite que la musique », a déclaré un des confrères de M. Thierry Tuffier. Il a réitéré son désaccord par l'effacement de sa société de Bourse. Beaucoup l'avaient prêté à un moment où à un autre et n'étaient pas étrangers aux rumeurs revenant périodiquement à ce propos depuis plus d'un an.

Si aucun d'entre eux ne remet en cause la stratégie retenue, celle de devenir l'un des premiers intermédiaires indépendants, tous lui reprochent d'avoir voulu grossir trop vite. Mais la marge de manœuvre était faible pour celui qui, tout en voulant rester libre, s'affichait comme l'un des premiers intervenants de la Bourse, dans un marché de plus en plus dominé par les grands établissements financiers.

En mars 1987, quelques mois après le lancement du « big bang » démantelant la finance britannique, la place française se lançait dans la même entreprise en supprimant le monopole des agents de change. D'un coup, le marché boursier tenu par une soixantaine de charges, s'ouvrait aux banques et compagnies d'assurances françaises ou étrangères. Les banquiers voyaient avec gourmandise s'approcher un nouveau gâteau, auquel elles avaient souvent rêvé.

La réaction des agents de change fut plus partagée. Une fois le choc passé, beaucoup se vendirent tandis que d'autres décidèrent de continuer à exercer leur activité. A ce jour, sur les quarante-quatre sociétés de Bourse parisiennes, les deux tiers ont été acquises par des groupes financiers français et étrangers, parus des prix dérisoires comme ce fut le cas pour plus d'une dizaine de firmes en raison de leurs difficultés financières. Le parti de l'indépendance est encore revendiqué par le tiers restant mais à des degrés divers (le Monde du 22 juin).

Sur les onze sociétés de Bourses dans ce cas, six sont véritablement indépendantes, n'ayant aucun organisme puissant dans leur capital. Les cinq autres, parmi lesquelles figurait Tuffier avec

comme partenaire la Caisse centrale des banques populaires avec 12,5 % du capital, ont associé à leur tour de table de nombreux actionnaires tout en gardant le contrôle de l'entreprise.

« Cette chute n'est donc pas celle d'un vrai indépendant », affirme l'un des six irréductibles. « Conscient de notre petite taille, nous avons choisi des créneaux assez typés et n'avons pas fait de choix suicidaires. » A l'inverse de ce « small is beautiful », Tuffier optait pour la croissance tous azimuts, se constituant en groupe financier opérant dans tous les secteurs de l'intermédiation, Bourse, marché monétaire et service financiers. La firme n'hésitait pas, pour acquérir des parts de marché, à casser les prix.

L'une des premières conséquences de ce « big bang » à la française a été la redistribution des flux d'ordres. Jusqu'alors, ceux-ci étaient répartis équitablement entre les charges. Du jour où les banques à réseau (BNP, Société générale, Crédit agricole, Crédit lyonnais...) ont acheté leur société de Bourse, elles ont recentré toutes leurs opérations internes vers leurs nouvelles acquisitions, retirant de la circulation une fraction non négligeable des transactions.

Pratiquer le discount

La part du marché libre s'est alors considérablement réduite. Pour en avoir une portion significative, l'une des solutions est de pratiquer le discount, surtout depuis la libéralisation des courtages voici un an. Mais cette politique de prix bas a suivi également par d'autres sociétés, s'avérant dramatique quand il faut au même moment et pour l'ensemble de cette profession affronter des coûts élevés, se moderniser et procéder à d'importants investissements tant en personnels qualifiés qu'en matériels.

A cette guerre des marges s'est greffée une certaine désaffection du public pour la Bourse entraînant depuis plusieurs mois une contraction des échanges. Depuis le début de l'année, le volume d'affaires sur le marché des actions a baissé de plus de 30 %. Si la tendance se confirme sur l'année, la profession aura perdu 1 milliard de francs sur les 4 milliards de revenus procurés annuellement par les courtages. Dans cette situation, de nombreuses sociétés de Bourse, plus de la moitié murmurent-elles, seraient dans le rouge à l'issue de ce premier semestre.

Toutes les catégories de firmes seraient affectées par cette dégradation du marché, qu'elles soient indépendantes ou adossées à des groupes français ou étrangers. Dans ce dernier cas, elles profitent néanmoins des capacités financières de leur maison mère et

plioient l'échine pendant l'orage. « Les gens ont tous des problèmes de réadaptation de leurs activités mais certains disposent de plus de temps que d'autres », constate-t-on à la Société des Bourses françaises, organisme chargé du fonctionnement du marché.

Ce ne fut pas le cas de la société de Bourse Tuffier qui, perdant 10 millions par mois depuis janvier, n'a pu dans ce contexte, pour le moins maussade, redresser à temps la situation. Faute de moyens, elle a été contrainte de cesser son activité dès le vendredi 13 juillet. Faut-il le reprendre, elle est aujourd'hui conduite au dépôt de bilan.

Victime de sa propre prophétie

La désillusion est cruelle pour cette société, qui voici un an se proposait de reprendre l'ex-charge Legrand en difficulté, la sauvant ainsi de la faillite, et qui aujourd'hui n'a pas de repreneur immédiat.

Elle l'est aussi pour M. Thierry Tuffier, victime de sa propre prophétie. Il affirmait en début d'année que le marché français comportait trop de sociétés de Bourse (le Monde du 17 janvier). Elle l'est surtout pour les acteurs de la place avec l'attitude des Banques populaires. Cette caisse centrale a bien montré aux pouvoirs publics qu'elle n'entendait pas qu'on lui dicte sa conduite. Malgré son rôle de partenaire privilégié de Tuffier, elle a préféré laisser tomber cette société de Bourse pour mieux la ramasser à moindre prix, quitte à affecter la réputation de la Bourse française à l'étranger.

Entre la sauvegarde des intérêts d'une place financière et l'intérêt personnel (reprendre un actif moins cher), elle a opté pour la seconde solution. Signe des temps. La chute de Tuffier marque, en tout cas, un tournant dans la vie de la Bourse de Paris.

DOMINIQUE GALLOIS

Les nouveaux règlements de la COB ont été homologués. Le président de la Commission des opérations de Bourse (COB), M. Jean Saint-Geours, a annoncé, mardi 17 juillet, que le ministère des finances avait homologué la veille les nouveaux règlements qui fondent la COB à exercer un pouvoir de sanction pénal. M. Saint-Geours a assuré que ce pouvoir dévolu par la loi du 2 août 1989 « sera exercé avec beaucoup de modération » et a souligné qu'il a fallu « rassembler la justice » sur ce point, notamment pour les délits d'initiales. Ces règlements seront accompagnés d'un commentaire explicatif pour clarifier les rapports entre notre action et celle de la justice, notamment pour l'« information privilégiée », a précisé le président de la COB.

La reconstitution du capital de la NRF

Un partenaire italien pour Gallimard

M. Antoine Gallimard est sur le point de céder 25 % du capital de sa maison d'édition à l'éditeur italien Einaudi, au groupe Havas et à des investisseurs financiers. Il conservera toutefois, avec 33,5 %, la minorité de blocage.

Le PDG des éditions Gallimard met la dernière main, en collaboration avec la BNP, au tour de table qui permettra le reclassement de près de 25 % du capital de la maison d'édition - les 12,5 % qu'elle possédait à sa sœur aînée, Françoise, et les 11,75 % de son frère aîné Christian, que ceux-ci ont décidé de vendre au terme d'une longue querelle de famille (le Monde du 30 janvier et du 23 mars). Sa sœur cadette, Isabelle, a déjà vendu la quasi-totalité de ses 12,5 % à la BNP au début du mois d'avril (le Monde du 8 avril). La banque a été agréée comme actionnaire de Gallimard par le conseil d'administration réuni le 2 juillet.

M. Antoine Gallimard avait sans doute souhaité avoir plus de temps pour mener à bien cette opération, avec le souci, constamment réaffirmé, de ne faire entrer aucun actionnaire en position de force, et si possible aucun à plus de 10 % : « Mon intention est de verrouiller l'arrivée de nouveaux investisseurs grâce au droit d'agrément du conseil d'administration », nous déclarait-il il y a quelques mois (le Monde du 14 avril). Conseil d'administration dans lequel, autour des 33,5 % qu'il possède en propre, il réunit une majorité. Sans renoncer à sa volonté de protéger l'indépendance de sa maison en « verrouillant » son tour de table, il est aujourd'hui pressé de conclure, notamment en raison de l'engagement qu'avait pris la BNP de reclasser les parts de son frère et de sa sœur avant le 1er juillet, date laissent dépasser. D'autre part, les investisseurs intéressés se montrent probablement peu désireux d'attendre trop longtemps.

Le pivot de la reconstitution du capital de Gallimard - qui verra sans doute l'entrée de sept nouveaux actionnaires - devrait être l'éditeur italien Einaudi. Cette décision correspond au désir exprimé par plusieurs reprises par M. Gallimard de « s'ouvrir à l'étranger, sans attendre 1993, et de développer un partenariat avec d'autres entreprises d'édition ». Ouverture qui est déjà apparue avec l'engagement, l'année dernière, de M. Teresa Cremisi, directrice générale de la maison d'édition italienne Garzanti, devenue le bras droit de M. Gallimard (le Monde du 28 avril 1989).

Fondé à Turin en 1933, Einaudi est l'un des plus prestigieux éditeurs italiens, dont le catalogue rassemble les plus grands auteurs de la littérature mondiale. Depuis l'an dernier, Einaudi est intégré au groupe Edoardo, détenu à 51 % par l'éditeur Edoardo et à 49 % par Mondadori, et rassemble le livre d'art aux collections scolaires, les ouvrages publiés par les trois sociétés. Gallimard trouverait ainsi, de l'autre côté des Alpes, un ensemble de partici-

naires puissants, capable de lui apporter une surface européenne. Une alliance conforme au vœu du PDG de la NRF qui se plaît à répéter que « l'indépendance n'est pas synonyme de splendeur isolée ». Derrière Einaudi, principal investisseur, M. Antoine Gallimard, après de longues hésitations, pourrait accueillir le groupe Havas. La faveur du PDG allait, il l'avait dit, à des investisseurs institutionnels. On a cru un moment que l'UAP prendrait des parts du capital. Mais pour tous les institutionnels, l'action Gallimard semblait trop chère. Il n'y eut bientôt plus en lice qu'Havas et M. Jérôme Seydoux. Un choix difficile. D'un côté, le patron des Chargeurs, qui n'a pas d'intérêts dans l'édition, ne peut être soupçonné de porter atteinte à l'indépendance de Gallimard.

Visées expansionnistes

Mais M. Seydoux, qui a récemment vendu UTA et sa participation dans la Cinq, inquiète la maison d'édition par ses retournements imprévisibles. Havas, à l'inverse, offre l'avantage d'une implication stable dans l'édition par l'intermédiaire du Groupe de la Cité et de Robert Laffont mais risque d'avoir, à terme, des visées expansionnistes sur la maison de la rue Sébastien-Bottin.

M. Gallimard voudrait bien appuyer le développement de son entreprise sur la puissance d'Havas, mais il entend aussi éviter toute satellisation vis-à-vis du Groupe de la Cité. C'est sans doute pour obtenir le maximum de garanties qu'il a maintenu jusqu'au dernier moment des négociations parallèles avec Havas et M. Seydoux. « Nos choix ne sont guidés que par les garanties qui nous ont été données concernant l'indépendance de la maison d'édition et par le souci d'un réel développement éditorial », a déclaré mardi 17 juillet M. Antoine Gallimard, en précisant : « La mise au point des choix essentiels pour la stabilité de la maison fait que le tour de table n'est pas encore terminé ».

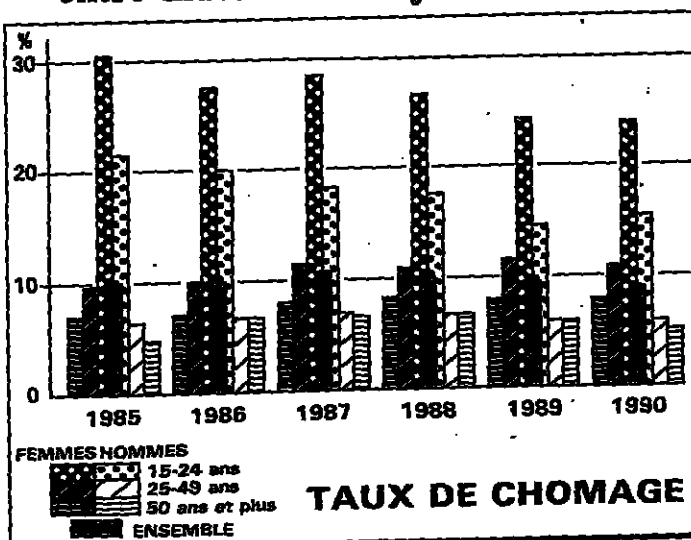
Outre Einaudi et Havas, les deux partenaires principaux, la Compagnie financière de Rothschild, la Société des amis de la NRF et trois investisseurs financiers devraient entrer dans le capital de Gallimard. Aucune de ces autres participations ne dépasserait 2 %.

Ce montage, s'il aboutit, devrait satisfaire M. Antoine Gallimard, qui voulait « un tour de table très diversifié » et lui permettant de continuer la modernisation de sa maison, qu'il a entreprise depuis un an, notamment en réorganisant la fabrication, en redynamisant la publicité, en développant la mobilité interne du personnel, et, récemment, en renforçant le service de presse. Une maison dont le chiffre d'affaires consolidé vient de dépasser le milliard de francs, dont le premier trimestre de 1990 est considéré comme très bon et qui, si elle doit renforcer la rigueur de sa gestion, est en bonne santé, de l'aveu même de son banquier et nouvel actionnaire, la BNP.

JEAN-FRANÇOIS LAGAN et JOSYANE SAVIGNEAU

Selon l'enquête annuelle sur l'emploi de l'INSEE

86 000 chômeurs de moins entre mars 1989 et janvier 1990



Publiés mercredi 18 juillet, les premiers résultats de l'enquête annuelle sur l'emploi de l'INSEE, réalisée exceptionnellement en janvier dernier, et non en mars comme d'habitude, sont conformes à toutes les tendances déjà observées. En neuf mois, l'emploi croît de 170 000 personnes. Selon la définition du BIT (Bureau international du travail), le nombre de chômeurs a diminué de

86 000 et même de 345 000 depuis la crête de mars 1987, mais le chiffre officiel de l'ANPE reste bien supérieur : 2 600 600 contre 2 222 200.

Longtemps en régression, les emplois stables se développent et les différentes formes de travail précaire marquent le pas, après les fortes progressions de 1988 et de 1989, sans toutefois retrouver leur niveau antérieur.

Restructuration des groupes laitiers

Suppressions d'emplois chez Saint-Hubert

Dès l'ouverture du conseil d'administration de la Laiterie Saint-Hubert, réuni mercredi 18 juillet à Ludres (Meurthe-et-Moselle), M. François Guillaume, ancien ministre de l'Agriculture, qui présidait Saint-Hubert depuis neuf ans, a annoncé sa démission. Le conseil devait entériner le plan d'adaptation élaboré par Sodial-Yoplat, qui prévoit soixante-treize suppressions d'emplois et une nouvelle organisation de l'entreprise.

Avec ses petites phrases assassines et ses rebondissements judiciaires, l'affaire de la Laiterie Saint-Hubert a pris des allures de règlement de comptes entre M. Michel Debatisse et M. François Guillaume, tous deux anciens présidents de la FNSEA, qui s'opposent sur l'avenir de cette laiterie coopérative dont les deux fleurons sont la paille à tarter Saint-Hubert BA, le célèbre yaourt au bifidus. Mais elle est aussi révélatrice des conséquences des restructurations qui se déroulent dans ce secteur.

C'est en janvier dernier que Sodial, premier groupe laitier français (plus de 17 milliards de francs de chiffre d'affaires, environ 7 500 salariés), présidé par

M. Michel Debatisse, a annoncé la prise de contrôle de Saint-Hubert (1 milliard de francs de chiffre d'affaires, 550 salariés).

Soucieux d'asseoir le développement de leur entreprise, les dirigeants de Sodial ne s'étaient manifestement pas montrés trop curieux sur la situation de leur « proie » ; ils ont découvert, après coup, un déficit de 40 millions de francs. « On n'avait pas vu les comptes de l'année en cours et la situation s'est dégradée au cours des derniers mois », expliquent-ils maintenant pour justifier le plan de restructuration, qui prévoit cent soixante-treize suppressions d'emplois, notamment dans les services administratifs jugés pléthoriques par les nouveaux propriétaires. Certains devraient être reclassés chez Sodial.

La gravité des pertes contestée

Mais, en réalité, l'essentiel du plan de Sodial consiste à faire entrer Saint-Hubert dans le moule des structures mises en place depuis janvier 1988. Or, c'est justement cette organisation par filières (lait, matières grasses, produits frais, fromages, etc.) qui n'est pas du goût de M. Guillaume.

D'abord, l'ancien ministre de l'Agriculture conteste la gravité des

pertes qu'il attribue notamment aux charges financières et aux frais de lancement d'un nouveau produit le Fleurier. Et il oppose son propre plan de restructuration à celui de Sodial : « Saint-Hubert doit avoir un rôle de leader au nom du groupe pour ses produits d'innovation tels que le Saint-Hubert et le BA, explique M. Guillaume. Cette mesure ferait que Saint-Hubert serait traité de la même façon que chacune des unités régionales de Sodial et éviterait la moitié des licenciements envisagés et le démantèlement de Saint-Hubert ».

Ce discours n'est pas sans écho dans les usines de Lorraine, où, en plus des fermetures et des reclassements déjà prévus, on craint de nouvelles mesures à l'automne, en particulier pour les unités de fabrication de Blamont et de Magnières. « Saint-Hubert devait entrer par la grande porte, en réalité nous sommes complètement absorbés par les différentes filières de Sodial », est la pire des solutions, proteste M. Jean-Marc Colin, secrétaire du comité d'établissement. Les salariés sont cependant dubitatifs et sans illusions sur l'issue de la bataille qui oppose les deux anciens leaders du syndicalisme paysan.

En faisant annuler le 5 juillet, par le tribunal de commerce de Nancy, son éviction de la présidence de la Laiterie votée lors du

conseil d'administration du 29 juin, M. François Guillaume a placé le débat sur le terrain judiciaire, mais il n'a fait que gagner un peu de temps. Car les dirigeants de Sodial comptent bien utiliser leur position d'actionnaire majoritaire pour imposer leur plan. Sans états d'âme particuliers sur le caractère coopératif de ce groupe qui, en cette période de restructuration, se comporte comme n'importe quelle société privée.

FRANÇOISE CHIROT

□ Blocage des importations de téléviseurs asiatiques. - Les instances de Bruxelles ont autorisé la France à bloquer provisoirement les importations de téléviseurs couleur et d'autoradios fabriqués au Japon, en Corée du Sud et en Chine transitant par d'autres pays de la CEE. Cette mesure s'applique jusqu'au 31 octobre pour le Japon et jusqu'au 31 décembre pour les autres pays cités. Motivés de cette interdiction : les quotas sont déjà dépassés, ces importations favorisent une baisse de 20 % des prix et fragilisent la position des fabricants français. Principaux bénéficiaires de la demande accrue de téléviseurs : les importateurs ont vu leur part de marché en France passer de 25 % en 1987 à 30 % en 1989, celle des fabricants français tombant de 52 % à 41,5 %.

50 من الاجل

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Toujours pas de profits cette année

Le difficile retour de Puma

A la différence de leurs concurrents américains, comme Nike ou Reebok, en pleine expansion, les deux grands fabricants d'articles de sport allemands Adidas et Puma ont du mal à sortir du rouge. Pour Puma, un arrêt des livraisons de plusieurs jours de l'un de ses principaux sous-traitants aux Philippines, à la suite d'un incendie, va se traduire par un manque à gagner de 20 à 25 millions de DM sur la collection d'automne de ses chaussures de sport.

FRANCKFORT
correspondance

« Sans ce problème d'approvisionnement les résultats auraient été satisfaisants », a précisé M. Hans Woitschatske, président du directoire de Puma, lors de l'assemblée générale, mardi 17 juillet, des actionnaires de la firme de Herzogenaurach à Munich.

Après deux ans de pertes sévères et une année de restructuration intense, le numéro deux des articles de sport allemands (520 millions de DM de chiffre d'affaires en 1989 contre 798 millions l'an-

née précédente), commencent à voir le bout du tunnel. Pour l'exercice actuel, le groupe devra encore encaisser un léger recul de son chiffre d'affaires consolidé après les pertes enregistrées par ses filiales au cours du premier semestre (4 millions de DM), mais il va falloir attendre au moins quatre ans, a précisé M. Woitschatske, avant que les actionnaires puissent à nouveau toucher un dividende.

Les difficultés enregistrées par Puma ne sont pas sans rappeler celles d'Adidas, le numéro un mondial des articles de sport qui vient d'être racheté à 80 % par Bernard Tapie pour 1,6 milliard de francs (le Monde du 17 juillet).

Des visées
à l'Est

Comme Adidas, Puma a réussi à acquérir une réputation mondiale après sa création en 1948 par Rudolf Dassler, le frère d'Adolf (Adi Dassler), à la suite d'une dispute de famille. Mais comme Adidas aussi, la firme bavaroise n'a pas su réagir avec suffisamment de rapidité face à la concurrence mondiale, notamment en provenance du marché américain, ce qui s'est traduit par des pertes importantes après son introduction en Bourse par la Deutschebank en 1985.

L'année dernière une partie du capital de Puma a dû être cédée au concurrent suisse d'Adidas, la firme Coss Liebermann, qui, à son tour, a cédé sa participation en février à la firme suédoise Arimos. Grâce à ce rachat, à 40,9 % par Arimos - avec une option toutefois pour Puma de racheter ses parts d'ici à 1994 - la firme bavaroise espère améliorer ses positions sur le marché européen et même s'étendre à moyen terme à l'Est.

En RDA par exemple, plus de cent cinquante détaillants vont proposer des produits Puma sur l'ensemble du territoire. Le récent rachat d'Adidas par Bernard Tapie plutôt que par le groupe de la multidistribution Metro, dont le fondateur Otto Bensheim avait laissé entendre qu'il pourrait reprendre 30 % du capital, est redouté par Puma en raison de la concurrence accrue qui risque de se produire sur le marché allemand.

A l'instar d'Adidas, l'objectif premier de Puma est de recentrer son activité sur quelques produits rentables, au lieu d'un assortiment jusqu'alors trop diversifié et d'assurer une plus grande sécurité de ses approvisionnements en provenance de l'Asie du Sud-Est.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

REPÈRES

AIDE ÉCONOMIQUE

Le Japon libère un prêt
de 5,4 milliards
de dollars à la Chine

Le Japon a libéré un prêt de 5,4 milliards de dollars (32,4 milliards de francs) à la Chine mardi 17 juillet, selon un envoyé spécial du gouvernement de M. Kaifu. L'annonce officielle marque une reprise de l'aide japonaise destinée à la Chine et fait suite au sommet économique de Houston, au cours duquel les chefs d'Etat et de gouvernement des sept grands pays industrialisés avaient décidé d'autoriser le Japon à reprendre son aide en faveur de Pékin.

ÉCONOMIE
D'ÉNERGIELe prix de l'essence
augmente de 50 %
en Tchécoslovaquie

Les ministres tchécoslovaques de l'économie, M. Vladimír Dlouhý, et des finances, M. Václav Klaus, ont annoncé mardi 17 juillet une hausse de 50 % des prix des carburants automobiles à compter du jeudi 19 juillet afin de freiner la consommation d'essence. La décision intervient après une vague de panique et la formation de longues files d'attente devant les stations d'essence. Cette fièvre d'achat avait pris de l'ampleur en fin de

semaine dernière après la publication de chiffres alarmants sur les réductions des livraisons de pétrole soviétique et la persistance de rumeurs sur une éventuelle hausse des prix. M. Dlouhý a précisé que l'URSS avait déjà réduit d'environ 30 % ses livraisons de pétrole en juillet. (AFP.)

SALAIRES

1,5 % de hausse
au second semestre
chez PSA

Peugeot et Citroën (groupe PSA) ont simultanément proposé mardi 17 juin une hausse des salaires de 1,5 % au 1^{er} octobre prochain. Les syndicats donneront leur réponse dans les prochains jours. Cette revalorisation fera suite à celles intervenues au premier semestre (0,5 % au 1^{er} février avec effet rétroactif et 1 % au 1^{er} avril) et portera à 3 % la hausse générale des salaires en 1990. Par ailleurs, les mesures individuelles progresseront en moyenne de 1,9 % sur l'année. Les deux firmes procéderont également à une revalorisation de 100 francs de la prime uniforme de rentrée (qui passerait à 815 F chez Citroën et à 425 francs chez Peugeot, où est accordée en outre une somme de 440 francs par personne à charge). Chez Peugeot, seule la CGT n'avait pas signé l'accord portant sur le premier semestre. Chez Citroën, la CGT et la CFTD avaient donné une réponse négative.

TRANSPORTS

Hausse de 4,5 %
des tarifs
des transports parisiens

Le gouvernement a autorisé un relèvement du prix des transports parisiens de 4,5 % en moyenne, à partir du 1^{er} août, pour les services banlieue de la SNCF et de la RATP. Le syndicat des transports parisiens précise que la hausse atteindra 5,39 % pour les cartes hebdomadaires de travail, 5,13 % pour les billets urbains, 4,38 % pour les billets de banlieue et 4,41 % en moyenne pour la carte orange.

Ces diverses augmentations portent le prix du carnet de métro à 32,80 F en deuxième classe et à 49 F en première classe. Le prix de la carte hebdomadaire de travail sur le réseau ferré urbain est porté à 31,20 F.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Rens. : 45-55-91-92, poste 4330

Poursuivant son développement international

Usinor-Sacilor acquiert un distributeur d'acier aux Etats-Unis

Usinor-Sacilor poursuit ses acquisitions dans le négoce. Le groupe sidérurgique français s'apprête en effet à acquérir le distributeur américain Edgcomb, un indépendant qui figure parmi les plus importants marchands de fer aux Etats-Unis (nos dernières éditions du 18 juillet).

Comme à son habitude, le groupe dirigé par M. Francis Mer s'est refusé à révéler le montant de la transaction. Edgcomb qui emploie 1 600 salariés a réalisé l'an passé un chiffre d'affaires de 600 millions de dollars (3,3 mil-

liards de francs). Usinor-Sacilor conditionne toutefois son rachat à la reprise par les anciens actionnaires d'Edgcomb de la dette obligatoire de 100 millions de dollars (550 millions de francs) contractée par la société qui sort tout juste d'une longue période de restructuration et dont les pertes s'élevaient encore à 68 millions de francs en 1989. Cette acquisition se situe dans la lignée d'une série d'opérations engagées par Usinor-Sacilor depuis le début de l'année et

visant à consolider les positions du sidérurgiste français sur le marché américain. Elle illustre également la priorité nouvelle accordée au négoce par les producteurs d'acier, soucieux de se rapprocher de la demande et de maîtriser au mieux leurs débouchés. Témoin : le rachat également annoncé mardi 16 juillet par Usinor-Sacilor des établissements Merlin et fils, un distributeur de produits métallurgiques installé dans le sud-est de la France.

FINANCES

Le Crédit mutuel de Bretagne rachète à la MAAF la Banque hypothécaire européenne

Le Crédit mutuel de Bretagne (CMB) reprend à la Mutuelle Assuratrice Artisanale de France (MAAF) la Banque hypothécaire européenne (BHE), que cette dernière avait acquise en 1985 au moyen d'une OPA, après une longue bataille avec la Société générale. Le prix d'achat de la BHE, cotée en Bourse et dont la cotation a été suspendue, tournerait autour de 500 millions de francs pour 70 % du capital.

La BHE, présidée par M. Daniel Deguen, est une banque de crédit à moyen et long termes, spécialisée dans le financement du logement et de la promotion immobilière, qui dispose d'une vingtaine d'agences en France et distribue environ 3 milliards de francs de crédits par an, avec un encours de 9 milliards de francs et un

benefice net de 10 millions de francs en 1989 contre 5,2 millions de francs en 1988. Pour le CMB, second groupe de crédit mutuel après celui d'Alsace-Lorraine, avec 25 % de la collecte de l'épargne bretonne, 3 200 employés, 5,4 milliards de francs de dépôts et 230 millions de francs de bénéfice en 1989, c'est une revanche, après l'échec de sa tentative pour racheter la Banque de Bretagne, établissement nationalisé attribué à la BNP par les pouvoirs publics, et la banque belge Nagelmackers, en passe d'être reprise par la même BNP.

C'est également l'occasion de faire du crédit immobilier à travers une banque disposant de ressources longues (par emprunts) et non par transformation de dépôts à vue. Pour la MAAF, c'est l'abandon d'une expé-

rience de « bancassurance » qui s'est révélée plutôt ruineuse. La distribution de crédits à la consommation par le réseau de la MAAF, gérée par une filiale de la BHE, DEFIMO, a été un grand succès commercial et une non moins grande source de pertes (DEFIMO reste, d'ailleurs, à la charge de la MAAF).

D'autre part, la MAAF, qui veut développer ses activités d'assurance, mobilise ses fonds propres dans des participations bancaires pour lesquelles la synergie n'est, finalement, pas évidente. M. Daniel Deguen, breton d'origine, qui a pris langue avec d'autres Bretons, M. Louis Lichou et M. Yves Le Boquer, président et directeur général du CMB, pour réaliser l'opération, restera à la tête de la BHE. F.R.

Un budget de priorités...

Suite de la première page

Les 20 milliards de francs supplémentaires de M. Jospin porteront son budget global à 250 milliards de francs (recherche universitaire comprise) et devraient lui permettre de créer environ 11 000 postes nouveaux. Le budget de la recherche civile (45 milliards de francs en 1990), autre priorité, progressera de 7,5 % en 1991.

Plusieurs autres départements ministériels, d'importance plus modeste, ont également été considérés comme prioritaires par Matignon. Ayant obtenu un bon budget - une hausse des autorisations de programme de 12 % et la création de 1000 emplois dans les prisons et les greffes - M. Arpaillange devrait rester au ministère de la justice. La préoccupation écologiste de M. Mitterrand trouve sa traduction dans une augmentation des dépenses du ministère de l'environnement de 15 %. Son intérêt pour les arts se reflète dans une nouvelle et forte augmentation du budget de M. Jack Lang : plus 17 %, un record qui s'explique par la mise en chantier, en 1991, de la Très Grande Bibliothèque de France.

Le logement social
prioritaire

Le développement souhaité de la présence française à l'Est explique notamment l'augmentation de 9 % du budget du Quai d'Orsay. L'intérêt renouvelé des élus locaux en faveur de l'aménagement du territoire a amené M. Rocard à accroître les dotations en sa faveur de 7 %. Le logement social enfin, autre priorité gouvernementale, bénéficie d'une progression de 6 % des crédits qui lui sont consacrés.

Afin de respecter ses objectifs de maîtrise des finances publiques (visant notamment à limiter à 80 milliards de francs le déficit en 1991 au lieu de 90 milliards en 1990), le financement de toutes ces priorités aurait pu être assuré, en partie, par des économies sur le ministère de la défense. C'était l'avis de certains socialistes. Une enquête en cours de l'Inspection générale des finances révélerait d'ailleurs la possibilité d'importantes économies sur certains grands programmes. En fait, face à la violente réaction de M. Chevènement, Matignon et Bercy n'ont pas voulu réduire les dépenses militaires.

Par rapport à une mise en œuvre normale de la loi de programmation militaire, Bercy avait souhaité, au départ, que la défense réduise de 10 milliards de francs ses frais. Ce ne sont finalement que des économies de 6 milliards de francs que devront réaliser les armées. Le budget global de la défense, de 215 milliards de francs en 1990, progressera de 3 % en 1991. Les dépenses de fonctionnement augmentent de 3,5 % (avec

en particulier la revalorisation promise de la condition militaire), celles d'équipement, de 1,5 % seulement. Pour la seconde année consécutive, le budget de l'éducation est ainsi supérieur à celui de la défense. Compte tenu de ces choix, Matignon et Bercy ont dû imposer aux autres administrations une progression de leurs dépenses inférieure à l'inflation attendue, une baisse, donc, en francs constants, de leurs crédits.

Un gonflement
automatique

C'est le cas pour l'industrie, le commerce, l'agriculture, etc. Les dotations en capital des entreprises publiques, réservées pour l'essentiel à Thomson, Bull et l'aéronautique, devraient être, en 1991, du même ordre de grandeur qu'en 1990 - 4,7 milliards de francs. En fait, compte tenu des objectifs

fixés, notamment celui de réduire le déficit budgétaire, les marges du gouvernement étaient, comme à l'accoutumée, très étroites. La politique salariale déjà annoncée va se traduire, indique-t-on à Matignon, par une hausse automatique de 0,5 % de l'ensemble des « frais de personnel » de l'Etat. Or ceux-ci représentent plus de 35 % de l'ensemble du budget. Automatiquement également, les charges d'intérêt de la dette publique (125 milliards en 1990) vont croître l'an prochain de près de 10 %. Plus de la moitié du budget augmentent donc déjà plus rapidement que l'objectif global.

Les dépenses ainsi définies, Matignon et Bercy vont maintenant travailler sur le volet recettes du projet de loi de finances. Dans quelle mesure des réductions d'impôt seront-elles possibles l'an prochain (TVA, impôt sur les sociétés...) ? D'autres groupes de pression se sont déjà mis au travail. Une nouvelle série de difficultés arbitraires pour Matignon et Bercy.

ÉRIK IZRALEWICZ

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Accor

ENTREPRISE D'HÔTELLERIE, DE
RESTAURATION ET DE SERVICESLEADER MONDIAL
DE L'HOTELLERIE TRÈS ÉCONOMIQUE
DE PAR SON RACHAT DE MOTEL 6
AUX ÉTATS-UNIS

Selon un accord signé le 12 juillet 1990, le Groupe Accor rachètera Motel 6 Corporation en lançant une offre publique d'achat sur 100 % des actions cotées au N.Y.S.E. au plus tard le mercredi 18 juillet 1990. Accor devient ainsi, avec Formule 1 en Europe et Motel 6 aux États-Unis, le leader mondial de l'hôtellerie très économique. Ces deux marques, chacune N° 1 sur son marché, se situent dans le créneau hôtelier qui présente le taux de croissance le plus élevé pour les 10 ans à venir.

55 % des actions de ce "common limited partnership" sont détenues par Motel 6 Corporation Holdings, filiale de Kohlberg Kravis Roberts and Company (KKR), qui a accepté irrévocablement de les céder au Groupe Accor. Le prix pour 100 % de ces actions est évalué à 1,3 milliard de dollars U.S., soit un paiement en espèces de 22,50 dollars U.S. par action.

Motel 6 complète un plan stratégique visant à faire de Accor le plus important hôtelier de catégorie très économique. Grâce à cette acquisition, le Groupe Accor entre dans une nouvelle phase de développement : il va détenir et gérer plus de 775 hôtels de catégorie "budget", avec l'objectif d'atteindre les 2.000 dans les prochaines années.

Cette opération permettra à Motel 6 non seulement de poursuivre sa croissance en Amérique du Nord, mais également d'être associé à Formule 1 et de créer ainsi le premier groupe mondial d'hôtellerie très économique.

Motel 6 Corporation est la plus grande chaîne d'hôtels de catégorie "budget" à gestion directe aux États-Unis, et a été un pionnier de l'hôtellerie de cette catégorie, offrant des services à des prix bien inférieurs à ceux de la concurrence. La société possédait environ 554 hôtels répartis dans 42 états à la fin de 1990. Elle maintiendra son siège social à Dallas, au Texas.

Accor est un leader mondial dans l'hôtellerie, la restauration, les titres de service et le tourisme, avec près de 3.000 restaurants et plus de 850 hôtels dans 60 pays. Le Groupe, coté à la Bourse de Paris, a l'une des deux plus importantes capitalisations boursières (22,3 milliards de francs) du secteur hôtelier mondial. En 1990, Accor prévoit un volume d'affaires consolidé de 22,5 milliards de francs et un bénéfice de 800 millions de francs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Banque Financière Parisienne



Le Conseil d'Administration de la BAFIP s'est réuni le 11 juillet 1990 pour tirer les premières conséquences de l'Offre Publique d'Achat lancée sur Calciphos par ALTUS FINANCE, filiale du Crédit Lyonnais et de Thomson-CSF. Cette opération donnera à ALTUS FINANCE le contrôle de 30,9 % du capital, et 38,1 % des droits de vote de la BAFIP, dont elle deviendra ainsi l'actionnaire de référence.

Pour faciliter la mise en place d'une politique de groupe, Monsieur Hugues LASSERON, entré à la Banque comme Vice-Président-Directeur-Général en 1984 et élu Président en septembre 1989, a remis ses pouvoirs à la disposition du conseil, tout en restant administrateur. Le Conseil d'Administration lui a exprimé ses remerciements.

La Mutuelle Assurance Artisanale de France-MAAF a démissionné de son poste d'administrateur pour permettre la cooptation de Monsieur Jean-François HENIN, par ailleurs Directeur Général d'ALTUS FINANCE.

A la demande du Conseil d'Administration, Monsieur Henri DARMAS, Président d'Honneur de la BAFIP a bien voulu accepter d'assurer la présidence de la société, assisté de Monsieur Jean-François HENIN, administrateur délégué. Sur sa proposition, Monsieur Gilles DELAPALME a été nommé Directeur Général.

Le Conseil d'Administration n'a pas été encore formellement saisi d'une Offre Publique d'Achat sur les titres BAFIP. Il se prononcera le moment venu sur cette question.

Nous prions la
obligeance de répo
ent et de restituer
sur ont été confiés.

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

OVERSEAS DEVELOPMENT PROFESSIONALS

Help us to assist children and families in Africa, Asia, South & Central America

FOSTER PARENTS PLAN INTERNATIONAL is a non-political, non-profit-making, non-sectarian international development organization that works with children and their families in developing countries.

We are seeking to recruit individuals with relevant overseas experience who are looking for full-time career appointments with excellent promotion opportunities.

Field Directors should have at least five years' experience of working at Field Director or equivalent level in a developing country and a proven general management ability to run field office operations in the areas of programme design and evaluation, administration, finance, donor services, and human resources.

Assistant Field Directors must have at least two years' similar experience within an integrated development programme in a developing country and two years' general management experience.

Both positions require some expertise in one or more of the following areas: health, education, community development, agriculture, income generation, co-operative development. Fluency in English and one other relevant language such as French, Spanish, Arabic, or Indonesian, is essential.

The remuneration package includes salary and a full range of benefits including accommodation. To apply, please send or fax full cv in English, to: Hilary Cunningham, Ref: 4446/HC/LM, PA Consulting Group, Hyde Park House, 60a Knightsbridge, London SW1X 7LE, England. Fax: +4471.

PA Consulting Group

FOSTER PARENTS PLAN INTERNATIONAL

Creating Business Advantage

Grenoble Rhône-Alpes - France

The European Synchrotron Radiation Facility is constructing a state-of-the-art storage ring for ESRF electrons and positrons to be operated as a high-brilliance synchrotron radiation source in the field of X-ray from 1994 on. Financing of the ESRF is shared by 11 European countries.

In the present build-up phase, the European Synchrotron Radiation Facility offers you interesting career prospects and a unique opportunity to develop and apply your skills in an international hi-tech environment in fields as varied as Materials Sciences, diffraction, elastic diffuse scattering, inelastic scattering, extended X-ray absorption fine structure, condensed matter theory, magnetic scattering, X-ray beam lines, design, imaging, optics, detectors, Physics, Mechanics, Ultra High Vacuum, Power Supplies, Applied Computer Science, hardware & software.

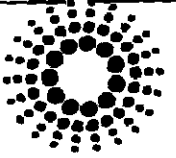
We recruit now

Scientists, * Engineers and Technicians

* Scientists are generally on fixed-term contracts (max. 5 years) who give evidence of relevant education and who have experience in research institutes, universities or high-tech industries. Candidates with at least some years of experience in a similar situation, or with a professional background combining education and/or experience from one or more of the fields mentioned above are particularly invited to apply. The working language is English. Knowledge of French is desirable. For more information about the ESRF employment conditions and specific vacancies, you can give your name, address and field or professional experience directly to us in Grenoble, and we shall provide you with the information needed and an Application Form. The completed Application Form must reach us at the latest on 15 September 1990. ESRF (Recruitment Office) Boite Postale 220 F-38043 Grenoble Cedex

Build a Scientific Europe

EUROPEAN SYNCHROTRON RADIATION FACILITY



Chemistry, Magnetics, undulators & wigglers, Hydraulics and Cooling, Radio Frequency, Electronics, Remote Control & Operation of Complex Machines, Biology

Le Monde International

EUROCONTROL

L'Organisation Européenne pour la Sécurité de la Navigation Aérienne recrute un (m/f)

ASSISTANT JURIDIQUE (réf.: BA/47)

Qualifications requises: formation générale: diplôme complet de l'enseignement secondaire; connaissances juridiques générales; très bonne maîtrise du français et connaissance d'autres langues souhaitées (anglais, allemand, etc.).

Tâches principales: travaux juridiques: documentation, tenue de dossiers et rédaction.

Age: 25-40 ans de préférence.

Nous offrons un statut de fonctionnaire international.

Les formulaires de candidature à retourner avant le 15/09/90, ainsi que des détails sur le poste ouvert pourront être obtenus, en mentionnant la référence auprès de: EUROCONTROL, Division du Personnel, rue de la Loi 72, B-1040 Bruxelles.



Seul service cherché agent libre. Gros gain accessoires. Préférence courtier assurance ou immobilier. Série A. M. Savary, BP 1388, CH-1001 Lausanne.

INGÉNIEURS-CONSEILS

recherche

CHEF DE PROJET

pour un important programme d'hydraulique villageois en Afrique anglophone. Expérience 10 ans en développement rural: supervision technique et financière, gestion du personnel, relations avec administrations, formation.

Adressez lettre et CV à: BURGAP, 70, r. Mademoiselle, 75015 Paris

UNIVERSITÉ DE LAUSANNE Notre école des hautes études commerciales met au concours un poste de Professeur de gestion de la production, plein temps. Titre requis: doctorat en sciences techniques ou économiques. Entrée en fonction: 1^{er} septembre 1991. Délai de candidature: avec lettres de référence: 15 septembre 1990. Cible des candidatures: prof. F. Léonard, école des HEC, BPSH 1, CH-1015 Lausanne. 19-41 21/882-40-36.

9ème Groupe Français d'Audit et de Conseil, membre de Spicer and Oppenheim International. 12ème réseau mondial de consulting, notre croissance nous amène à rechercher un

AFRIQUE FRANCOPHONE

Conseil Juridique et Fiscal

Agé d'environ 38 ans, vous avez une expérience de 4 à 5 ans en Cabinet de Conseil Juridique et Fiscal, ou en entreprise.



* Vous serez détaché dans une de nos filiales d'Afrique Francophone avec tous les avantages liés à l'expatriation.

Adressez CV, lettre et photo, en précisant la réf. LM07, à Alain PENANGUER, CALAN RAMOLINO ET ASSOCIÉS, 2 rue Paul Cézanne, 75008 PARIS.

GROUPE CALAN RAMOLINO ET ASSOCIÉS
MEMBRE DE SPICER & OPPENHEIM INTERNATIONAL

DIRECTEUR DES VENTES

Pour une entreprise française appartenant à un groupe espagnol qui fabrique des articles de décoration et des cadeaux de grande qualité.

Ses fonctions seront les suivantes:

- organiser et diriger un réseau de ventes sur tout le territoire français;
- prendre en charge la gestion de la Société en France, surtout en ce qui concerne les aspects commerciaux et le marketing avec un soutien administratif.

Sont exigées:

- des connaissances et une expérience, avec preuves à l'appui, en matière de vente et de marketing;
- des aptitudes de direction;
- des connaissances du marché en question (ce n'est pas indispensable).

Nous offrons une nouvelle et attrayante ligne de produits en expansion, et un poste de responsabilité de grand avenir.

Les intéressés sont priés de s'adresser par écrit à:
PUBLICITAS S.A. - Réf. n° 3879
Nemancia, 185 - 8° P1 - 08034 BARCELONA (Spain)

RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

Dans le cadre du programme de Travaux urbains d'intérêt public à haute intensité de main-d'œuvre, le gouvernement du Bénin recrute sur contrat à durée déterminée d'un an (éventuellement renouvelable) le Directeur Général de l'Agence d'exécution de droit privé, maître d'ouvrage délégué des travaux à effectuer à Cotonou et à Porto-Novo, financé sur crédits IDA.

- De nationalité béninoise le DG devra:
- être disponible pour prendre ses fonctions impérativement avant le 15 octobre 1990;
 - posséder un diplôme d'école supérieure de gestion et de commerce;
 - disposer, de plus, d'une formation juridique;
 - présenter une expérience d'au moins 10 années de responsabilité au sein d'une entreprise privée en matière de gestion de personnel, de gestion de projets et/ou de maîtrise d'ouvrage.

Une bonne connaissance:

- du secteur BTP;
- de la langue anglaise, constituera un atout supplémentaire.

La rémunération de niveau international, sera négociée sur des bases tenant compte des qualités requises.

Le CV conforme, daté et signé, la lettre de candidature et les prétentions sont à adresser avant le 15 août 1990 à:

Ministère de l'Équipement et des transports
à l'attention de MM. les membres du comité des personnalités de l'Agence d'exécution des TUNIMO
COTONOU, République du Bénin

Envoyer copie à:

Mission résidente de la Banque Mondiale
BP 03-21-12, COTONOU, République du Bénin

ONSTREAM

Société internationale secteur pétrolier

recherche pour l'Afrique de l'Ouest, le Moyen-Orient et l'Europe

INGÉNIEURS SUPERVISEURS ET TECHNICIENS

- Mécanique,
- Electricité,
- Instrumentation,
- Opérateur de production,
- Forage (completion, Mud, Wireline, Equipment),
- Officier radio (secouriste confirmé).

Rotations hebdomadaires 4/4, 6/4, 9/3 ou 12/4.

Déplacement en célibataire.

Envoyer d'urgence candidatures avec CV et photo à Médias Conseil Ramos, réf. GF. 82, av. Marceau, 75008 Paris.

Le Monde Cadres

GROUPE BANCAIRE
LEADER SUR LA RÉGION AUVERGNE RECHERCHE SON

CHARGÉ DE MARKETING STRATÉGIQUE

Sa formation ESC ou Sciences-Eco sera complétée par 2 ans d'expérience, de préférence bancaire. Son expertise technique sera immédiatement opérationnelle. Il aura déjà fait preuve de ses talents d'animateur d'équipe. En collaboration avec le responsable marketing, il participe à l'élaboration du plan marketing et assure le suivi des résultats.

FIDAL AUVERGNE RECRUTEMENT



Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à nos Conseils, M. DONAINT et M^{me} HUGUET, FIDAL, 33-35 avenue du Maréchal-Leclerc, 63000 CLERMONT-FERRAND. Tél.: 73-91-18-61

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

502 من الاحل

maisons individuelles

PERROS-GUIREC
rue, mais. Fa 20 m.
160 ans. Rép. 11 m.
ét. gar., jard. 160 m.
350 splend. 2500 m.
calme. P. 490 000 F
96-36-52-97. 19 m. 21 m.

8 p. sur 3 niveaux.
au-sol aménagé avec
sda. Jardin 500 m² env.
Prix. 3 100 000 F
FG. 47-89-81-60

8 km Varsovie, maison
rest., 118 m² + jar.
40 U. 90-46-12-79.

pavillons
Orsay. ANGERVILLIERS,
ne bois. Particulier vend

1000 F, 64-59-11 55. see

mi terr., garage 2 vol.
et 3. de brs équipés.
ur 28 m². cheminée.
greniers, chauff. cental
ut régulation automati-
nombreux rangements.
se écoles et commerces.
Prix : 1 250 000 F
3-04-16-47, ap. 19 lt.

viagers
BSERVATOIRE
4 p., pierre de taille sur
n., occupé 76 ans.
D 000 F + 12 000 F.
POUS. 45-54-23-66

le site except 1000 m.
maison 19^e, en pierre.
m², 6 p., 2 s.d.bns. ch.,
17 500 m² arborés.
d calme. Px 850 000 F.
(1) 40-59-05-64

ma, 120 km par A63
 plexe de loisirs de
 ha. forêt, 16 tennis,
 cines, golf, équitation,
 pêche, voile.
 dom. : 45-77-28-93.
 bur. : 42-85-22-14

PRISE

bureaux

CONCILIATIONS
SARL - RC - RM
Institution de Sociétés
Marchés et tous services
Annuaires téléphoniques
43-66-17-50

SOUS-ÉQUIPES ET SERVICES
EMARCHES R.C. - R.M.
SODEC SERVICES
CHAMPS-ÉLYSÉES :
47-23-55-47
TELEPHONATION : 43-41-81-81

DEPART DE 50 F HT / mois
ADRESSE COMMERC.
51 - 8 - 9 - 12 - 15 - 17

ADOM : 42-87-05-89

fonds

e commerce

ites

entement sales

0 Lons-le-Saunier,
marocain, en bois
é, 40 à 50 couverts.
attées. 84-52-19-85

TIR
TOUTE L'ANNÉE

000 F TTC
mande
S
LES-MIMOSAS

RIERE PAYS
VILLAS
INFORMATIONS
ELIPCE FRANCE
4, quai des Etréps
69321 Lyon cedex 03

5 03 84

1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 26

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			20^e ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)		
7^e ARRONDISSEMENT			78 - YVELINES			2 PIÈCES		
2 PIÈCES	50, rue de Bourgogne	8 420	3 PIÈCES	72, rue de Pédécourt	4 100	Park., imm. neuf	SURESNES	3 750
4 ^e étage	SOLVEC - 40-67-06-99	+ 1 100	Park., 75 m ²	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 1 350	48 m ² , 3 ^e étage	SAGGEL - 47-78-15-85	+ 725
8^e ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE			3 PIÈCES		
2/3 PIÈCES	4, rue Robert-Estienne	9 000	4 PIÈCES	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	6 300	Park., imm. neuf	SURESNES	5 000
Refait neuf	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 615	Park., 74 m ²	40 quai B, rue des Ursulines	+ 950	67 m ² , 3 ^e étage	SAGGEL - 47-78-15-85	+ 1 000
11^e ARRONDISSEMENT			4 ^e étage	AGF - 42-44-17-33		4 PIÈCES		
3 PIÈCES	4, av. de Taillebourg	5 120	3 PIÈCES	VERSAILLES	4 870	Park., imm. neuf	SURESNES	6 400
2 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 574	Park., 70 m ²	98, av. de Paris	+ 692	88 m ² , 3 ^e étage	SAGGEL - 47-78-15-85	+ 1 313
STUDIO MEUBLÉ			92 - HAUTS-DE-SEINE			5 PIÈCES		
20 m ² sur jardin	Home Plaza Bastille	5 500	4 PIÈCES	ASNIÈRES	6 000	Park., imm. neuf	SURESNES	7 600
2 PIÈCES	HOME PLAZZA - 40-21-22-23	+ 825	Park., 92 m ² , 2 ^e ét.	4, rue Pierre-Durand	+ 1 080	107 m ² , 4 ^e étage	SAGGEL - 47-78-15-85	+ 1 592
50 m ² sur jardin	HOME PLAZZA - 40-21-22-23	+ 1 275	4/5 PIÈCES	ASNIÈRES	7 300	4 PIÈCES		
12^e ARRONDISSEMENT			Imm. neuf, park.	25, rue d'Argenteuil	+ 1 238	Park., 93 m ² , 2 ^e ét.	SAINT-CLOUD	6 000
3 PIÈCES	12, rue de Rambouillet	7 200	105 m ² , 3 ^e étage	SAGGEL - 47-78-15-85		Immeuble neuf	SAGGEL - 47-78-15-85	+ 429
Park., 76 m ²	AGF - 42-44-17-33	+ 608	93 - SEINE-SAINT-DENIS			3 PIÈCES		
2 PIÈCES	12, rue de Rambouillet	5 410	2 PIÈCES	BOULOGNE	4 000	Park., 72 m ²	MEUDON-BELLEVUE	5 100
3 ^e étage	AGF - 42-44-17-33	+ 416	Park., 86 m ²	24, rue de Silly	+ 999	1 ^e étage	SAGGEL - 46-08-80-36	+ 898
2 PIÈCES	12, rue de Rambouillet	5 490	4 ^e étage	BOULOGNE	8 048	94 - VAL-DE-MARNE		
Park., 52 m ² , 4 ^e ét.	AGF - 42-44-17-33	+ 424	LOC INTER - 47-45-19-97	24, rue de Silly	+ 867	STUDIO		
4 PIÈCES	12, rue de Rambouillet	7 340	3 PIÈCES	CLAMART	5 100	Park., 45 m ²	CRÉTEIL	1 765
Park., 81 m ² , 2 ^e ét.	AGF - 42-44-17-33	+ 648	Rez-de-chaussée	1, rue de Bièvres	+ 711	Rez-de-chaussée	10/12, allée de la Toison d'Or	+ 670
13^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES	LA GARENNE-COLOMBES	5 780	5 PIÈCES		
2 PIÈCES	21, rue de Vergniaud	4 800	Park., 80 m ²	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 900	Park., imm. neuf	JOINVILLE	7 800
Park., 57 m ² , 4 ^e ét.	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 800	70 m ² , 2 ^e étage	MEUDON	6 100	108 m ² , 7 ^e étage	4/12, rue Héliot	+ 835
2 PIÈCES	28, rue du Banquier	4 100	4 PIÈCES	MEUDON	8 850	5 PIÈCES		
Park., 52 m ² , 1 ^e ét.	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 745	Park., imm. neuf	SAGGEL - 46-08-80-36	+ 1 253	Park., 95 m ²	SAINT-MANDÉ	7 282
14^e ARRONDISSEMENT			83 m ² , 2 ^e étage	SAINT-MANDÉ	3 680	2 ^e étage	25/27, av. Joffre	+ 980
6 PIÈCES DUPLEX	102, av. du Maine	11 548	STUDIO			2 PIÈCES		
Park., 121 m ² , 6 ^e ét.	AGIFRANCE - 43-20-54-58	+ 1 567	Possib. park.	NEUILLY	8 100	Park., 52 m ²	SAINT-MANDÉ	4 855
4 PIÈCES	90, av. du Maine	7 916	35 m ² , 3 ^e étage	223, av. Ch. de Gaulle	+ 1 540	6 ^e étage	4, av. Joffre	+ 532
2 park., 94 m ² , 4 ^e ét.	SOLVEC - 40-67-06-99	+ 1 280	2/3 PIÈCES	NEUILLY	8 560	STUDIO		
16^e ARRONDISSEMENT			61 m ² , 6 ^e étage	163, bd Bineau	+ 1 150	Park., 35 m ²	SAINT-MANDÉ	3 233
4 PIÈCES	80, av. Michel-Ange	8 500	4 PIÈCES	NEUILLY	8 560	7 ^e étage	2, av. Joffre	+ 423
81 m ² , 1 ^e étage	AGF - 42-44-17-33	+ 750	Poss. park. 90 m ²	223, av. Ch. de Gaulle	+ 1 150	4 PIÈCES		
4 PIÈCES	7, rue Vital	7 500	+ terrasse, 4 ^e ét.	CIGIMO - 48-00-89-89		Park., 86 m ²	SAINT-MANDÉ	7 930
70 m ² , 5 ^e étage	AGF - 42-44-17-33	+ 800	3 PIÈCES	NEUILLY	6 850	4 ^e étage	7, rue Faye	+ 859
17^e ARRONDISSEMENT			Park., 65 m ²	7 bis, rue de Rouvray	+ 586	3 PIÈCES		
3 PIÈCES	75, rue Laugier	6 800	2 ^e étage	LOC INTER - 47-45-19-97		Park., 74 m ²	SAINT-MANDÉ	5 900
71 m ² , 1 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 288	4 PIÈCES	PUTEAUX	6 800	5 ^e étage	31/33, av. Joffre	+ 837
19^e ARRONDISSEMENT			Park., 97 m ²	16, av. G.-Pompidou	+ 480	5 PIÈCES		
4 PIÈCES	48, rue de Mouzait	7 500	4 ^e étage	AGF - 42-44-17-33		Park., 108 m ²	SUCY-EN-BRIE	4 536
Park., imm. neuf	SAGGEL - 42-66-61-05	+ 1 017	4 PIÈCES	SÈVRES	6 300	3 ^e étage	1, rue des Trois-Épis	+ 1 081
92 m ² , 2 ^e étage	SAGGEL - 42-66-61-05	+ 650	2 park., 79 m ²	31/37, Grande-Rue	+ 950	95 - VAL-D'OISE		
3 PIÈCES	48, rue de Mouzait	859	3 ^e étage	SOLVEC - 40-67-06-99		PAVILLON 4 PCES		
Park., 76 m ² , 3 ^e ét.	SAGGEL - 42-66-61-05	+ 859	3 PIÈCES	SÈVRES	5 500	105 m ² , garage	CERGY-COURDIMANCHE	5 800
Immeuble neuf			2 park., 65 m ²	31/37, Grande-Rue	+ 790	14, allée de Chamaco		
2 PIÈCES	48, rue de Mouzait	5 300	4 ^e étage	SOLVEC - 40-67-06-99		AGIFRANCE - 34-42-30-82		
Park., imm. neuf	SAGGEL - 42-66-61-05	+ 710	5 PIÈCES	SURESNES	6 300			
64 m ² , 4 ^e étage			2 park., 100 m ²	9, av. G.-Pompidou	+ 1 490			
			1 ^e étage	AGF - 42-44-17-33				

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
LES BELLES PROPRIÉTÉS
L'AGENDA IMMOBILIER
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Ile-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



Commercialisation SNC PHÉNIX GESTION



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



GRUPE GTF



RESIDENCES HOTELIÈRES
HOME PLAZZA



GRUPE UAP



LOCATION, VENTE ET GESTION IMMOBILIÈRES

سكنا من الامم

PARIS :

bancaire des devises nous sont indiqués
la place.

BOURSE DU 18 JUILLET

Règlement mensuel

SICAV (sélection)

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
-55-91-82, poste 4330

1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 84

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - u : d'usage

هكذا من الاجل

هكذا من الامل

Le Monde

20 juillet 1990

Suspendu par les instances de l'Ile-de-France pour des déclarations datant de 1987

Le professeur Léon Schwartzberg en appelle au Conseil national de l'ordre des médecins

Le professeur Léon Schwartzberg a été suspendu pour un an de ses fonctions médicales par l'ordre régional des médecins d'Ile-de-France, a-t-on appris le mardi 17 juillet. Il lui était reproché des déclarations sur l'euthanasie dans le Journal du dimanche du 16 août 1987.

L'article incriminé, mi-résumé, mi-interview, relatait à mots couverts un cas d'« aide » à la mort pratiqué par le professeur Schwartzberg, auteur notamment de *Changer la mort* et de *Requiem pour la vie*.

Une plainte, assortie de demande de sanctions, avait été déposée en janvier 1988 par le conseil départemental de l'ordre de l'Essonne et non par celui du Val-de-Marne auquel appartient le professeur Schwartzberg. La comparution du célèbre cancérologue, défendu par M. Georges Kiejman,

avait eu lieu le 20 mai 1990. M. Schwartzberg ayant fait appel devant le conseil national de l'ordre, l'instance supérieure, il est toujours en droit d'exercer la médecine.

« J'ai été informé de ma condamnation le 11 juillet et j'ai fait appel deux jours plus tard », a précisé le professeur Schwartzberg. Il s'agit purement d'un délit d'opinion. L'interdiction qui m'est faite d'exercer la médecine n'est pas due à une faute médicale, une erreur thérapeutique ou un manquement humain vis-à-vis d'un malade, mais à un article de journal.

« L'article 33 du code de déontologie auquel j'aurais contrevenu, a-t-il encore souligné, stipule seulement que tout médecin doit s'abstenir, même en dehors de l'exercice de sa profession, de tout acte de nature à déconsidérer celle-ci ».

En revanche, a-t-il ajouté, l'ordre des médecins ne relève pas d'une fraction aux articles 295 et 296 du

code pénal, estimant que les actes d'euthanasie reprochés ne sont pas délictueux.

M. Claude Evén, ministre de la santé, a lui aussi fait appel mardi 17 juillet auprès du Conseil national de l'ordre de la sanction frappant le cancérologue, qu'il a reçu le même jour au ministère. « Le ministre de la santé m'a téléphoné pour me dire qu'il était troublé par cette décision et révolté par le fait qu'on me poursuive pour un délit d'opinion », a déclaré mercredi 18 juillet M. Léon Schwartzberg à Europe 1.

Il a en outre reconnu avoir, depuis août 1987, date de l'article publié dans le Journal du dimanche, aidé « un certain nombre de personnes » à finir leurs jours et continue à dénoncer « la grande hypocrisie de notre société » concernant l'euthanasie.

Défavorable à une loi sur cette question « tant qu'on ne met pas en prison les personnes qui veulent

aider à la dignité d'autrui », le professeur Schwartzberg s'est toutefois déclaré partisan « en cas de perte de conscience du malade, d'une sorte de testament d'amour », qui permettrait à « toute personne de désigner un légataire pour décider de ses derniers moments ».

Enfin, le cancérologue souhaite « une réforme du Conseil de l'ordre des médecins à l'image de celui des avocats où le président est nommé pour deux ans, jamais renouvelable ».

M. Claude Pigement, délégué national à la santé du Parti socialiste se déclare, pour sa part, « étonné de la suspension d'exercice du professeur Schwartzberg ». « On ne règle pas un problème aussi complexe de cette manière, estime-t-il. Il s'agit d'une politique de l'auto-truche et la question de l'euthanasie nécessite une réflexion de fond en termes d'éthique médicale. »

M. L.

Deux sœurs écrouées pour le meurtre de leur mère

Les mystères d'un « geste d'amour »

Deux sœurs ont été inculpées, samedi 14 juillet, d'un homicide volontaire sur mère légitime avec préméditation par M. Nelly Delfosse, juge d'instruction au tribunal de Nanterre, et écrouées à la maison d'arrêt de Versailles. Marguerite et Marie-Raymonde Têcher ont tué leur mère afin, disent-elles, d'abréger ses souffrances. Tandis que les associations qui militent en faveur de l'euthanasie parlent d'« acte humanitaire », les enquêteurs s'interrogent sur les véritables motivations de ce « geste d'amour ».

Marie-Agnès Têcher vivait seule. Seule avec ses deux filles : Marguerite, quarante-huit ans, et Marie-Raymonde, quarante-six ans. Sans jamais quitter son appartement d'Issy-les-Moulineaux, sans jamais recevoir personne. Ni parents, ni amis, ni voisins. « On ne la voyait

plus depuis au moins trois ans, raconte une voisine. Ses filles portaient son linge au Lavomatic et lui remontaient des fleurs chaque semaine. Elles étaient aides-soignantes, elles pouvaient s'occuper de tout ».

De tout. Vendredi 13 juillet, elles ont choisi de donner la mort à cette vieille femme de soixante-dix-sept ans, avant de tenter de se suicider. Pour respecter le « contrat » passé avec une malade incurable et rester ensemble jusqu'au bout, déclareront-elles à la police. La piqûre de potassium a été plus efficace que le cocktail de barbituriques. Marie-Agnès est morte, mais les pompiers n'ont eu aucun mal à sauver du suicide ses deux filles. Elles avaient elles-mêmes donné l'alerte en avisant la police. Après un lavage d'estomac à l'hôpital, elles ont été interrogées, samedi, au commissariat d'Issy-les-Moulineaux puis déferées au parquet de Nanterre.

La prudence des enquêteurs

Selon M. Jacques Pohier, secrétaire général de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD), « c'est un geste d'amour, et on peut le qualifier d'acte humanitaire ». Le professeur Léon Schwartzberg, qui vient d'être frappé d'une interdiction d'exercer la médecine pendant un an pour avoir aidé une malade à mourir, prend leur parti : « Elles avaient trois raisons pour agir ainsi : par amour filial, par respect pour la promesse faite à une grande malade, par respect de leur métier, elles ont rendu deux fois service, à leur mère et à une malade gravement atteinte ». Mais les enquêteurs, eux, observent la plus grande prudence.

« Rien, dans la version des deux sœurs, n'a pu être vérifié. Le dossier est complètement vide », précise le juge d'instruction. Aucune trace, par exemple, du fameux « contrat » passé entre les trois femmes. Les enquêteurs se demandent également comment deux aides-soi-

gnantes, certes en disponibilité mais néanmoins capables de faire la piqûre mortelle, ont pu rater leur suicide et avertir elles-mêmes la police.

Enfin et surtout, le juge attend les résultats de l'autopsie de M. Têcher, qui indiquera l'étendue et la gravité de cette mystérieuse « maladie incurable » dont elle voulait se débarrasser définitivement. Les deux aides-soignantes n'ont en effet pas pu indiquer de quel mal souffrait leur mère. Peut-être un cancer, auraient-elles pu entendre. Marie-Agnès, depuis trois ans, Marie-Agnès n'avait-elle vu aucun médecin ?

NATHANIEL HERZBERG

CARTES POSTALES

Saint Benoît, « protégé »

Le murmure d'un oiseau et le bruit d'un râteau. C'est tout. Le village d'Amettes déjeune en silence. Les tilleuls descendent en pente douce vers une maison de poupée. Plus loin, une cheminée fume, malgré le plein été. La porte de la maison est ouverte. Elle donne sur une cheminée, un prie-Dieu et quelques fleurs fanées. C'est la maison d'un saint. Saint Benoît-Joseph Labre, né en 1748 dans ce village d'Artois, aidé d'une famille de quinze enfants. Une minuscule paire de tennnis pend à un clou, comme une offrande au pèlerin qui fut ce saint Benoît.

L'autre Benoît, le fondateur de l'ordre des bénédictins, avait sans doute fait de l'ombre au mystique d'Amettes, mort à Rome à l'âge de trente-cinq ans. Mais avant même sa canonisation, on venait déjà prier en 1873 dans cette maison et on laissait une plaque de marbre au fond de la cheminée. Aujourd'hui, les ex-voto sont écrits sur papier brouillon, au crayon gris : « Merci que m'ont attendu un bébé demandé depuis cinq ans ».

Sur les carreaux rouges, les pas résonnent lourdement. Par désespoir, on a ouvert le registre des visiteurs, le livre d'or du saint voyageur. Et là, enfin, on a entendu des voix. Elles s'échappaient du cahier. Elles étaient gaies, babillantes. C'étaient les voix de trente élèves de cours primaire, un jour de voyage scolaire quand l'institutrice renonce à la discipline. La classe avait dessiné des coeurs à l'intention de saint Benoît. Elle lui envoyait des « gros bisous ».

C'étaient les mots d'enfants qui n'avaient pas encore appris que l'on vouvoie les saints.

Il y avait l'étonnement de Marina : « Je ne savais pas que tu étais pauvre et que tu avais tant de frères et sœurs ». L'émotion de Valérie : que « mes vœux paraissent tous », un mot isolé ne serait pas toléré. Et les fautes d'orthographe de tous l'école, éblouissantes, à rendre jaloux de la phonétique : « Protégé saint Benoît »... Le pauvre saint devait être surmené, en période d'examen. On lui demandait le BEP, le bac, le DEUG. Pour « ma grande sœur » qui a tellement de mal à travailler. Rien de moins parfois que « le bonheur ». Ou bien, et c'était synonyme, que « Michèle et moi, ça dure longtemps ». Quelques parents avaient aussi inséré des angloises d'adieu : « Aide-moi à être plus clair envers mes papiers de sécurité sociale ». Plus loin : « Aide-moi à mourir ».

Mais il y avait aussi des lettres, des petites phrases tristes d'enfants qui demandaient « le guérisseur de maman ». Gary réclamait l'impossible : Saint Benoît, s'il vous plaît, si c'est vrai la résurrection, « faites que mes parents qui sont morts reviennent ». Et enfin la jolie question d'un Nicolas de cinq ans. Encore insouciant, Nicolas, déjà philosophe, interrogeait l'examineur sans rien demander de précis. Une question-piège, la seule qui vaille : « Saint Benoît, je me demande si tu vas bien là où tu es. »

D'Amettes (Pas-de-Calais) CORINE LESNES

Au conseil des ministres

RAVEL généralisé

Au conseil des ministres réuni mercredi 18 juillet, après avoir commenté la situation en Europe (lire page 4), M. François Mitterrand a évoqué le réaménagement ministériel : « Ainsi, a-t-il dit, le gouvernement continuera son travail ».

M. Jean-Pierre Soisson a fait état de l'enquête annuelle de l'INSEE sur l'emploi qui marque une baisse du chômage plus importante que celle résultant des chiffres de l'ANPE. Le ministre du travail a souligné que le taux de chômage s'élevait à 8,9 % en mai, ce qui rapproche la France de la moyenne des pays de la CEE (8,5 % (lire page 2)).

Le conseil a entendu trois communications. La première, faite par M. Lionel Jospin, portait sur les inscriptions universitaires. Le ministre d'Etat a considéré qu'elles avaient été marquées par une nette amélioration, en dépit de quelques incidents auxquels « un écho disproportionné a été donné ». Après avoir énuméré les facteurs expliquant certaines difficultés, il a annoncé que le système RAVEL de préinscription par Minitel sera obligatoire en 1991.

Dans une communication sur l'action en faveur de l'égalité d'accès à la culture, M. Jack Lang a expliqué que les contrats Publics Plus qui visent à améliorer l'accueil des publics et à faciliter l'accès des lieux et des manifestations culturelles devraient être deux mille en 1991.

Enfin, M. Roger Fauroux a dressé le bilan de la coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale dans le domaine de l'énergie.

La société Cap Gemini prend le contrôle du britannique Hoskins. La société de services informatiques Cap Gemini vient d'annoncer ce mercredi 18 juillet le rachat de 69,5 % du capital de Hoskins, une des plus anciennes sociétés britanniques de ce secteur. Spécialisée dans l'intégration de systèmes, Hoskins emploie 3 200 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 188,7 millions de livres (1,88 milliard de francs). L'acquisition a été réalisée pour un montant de 199 millions de livres (1,99 milliard de francs).

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ses fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste prussien permet de gagner quasi en silence. Garantie dix ans. Devis gratuits. Mégein d'exposition 111, rue La Fayette (70) - 88 Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

L'ESSENTIEL

ÉTRANGER

L'unification allemande
La reconnaissance de la ligne Oder-Neisse... 4

M. Rocard à Tokyo
Le climat politique entre la France et le Japon s'est dégradé... 5

Affrontements au Liban
Les chérites se déchirent... 6

POLITIQUE

Aménagement du gouvernement
M. Jean-Michel Baylet devient ministre délégué au tourisme et M. Philippe Marchand ministre délégué aux collectivités territoriales et à la sécurité civile... 8

Ordre moral
M. Jean-Marie Le Guen, député socialiste de Paris, conteste que la loi anti-alcool et anti-tabac traduise un retour à « l'ordre moral »... 8

COMMUNICATION

Le développement des télévisions musicales
MTV veut séduire les artistes français... 8

CULTURE

Place au « Off »
Après une première semaine monopolisée par le m. le Festival d'Avignon découvre jeunes comédiens ou vieux baroudeurs dans les 93 créations du « Off »... 15

SOCIÉTÉ

L'intégration des conscrits maghrébins
M. Chevènement propose une série de mesures... 16

Des policiers trafiquants d'armes
Des policiers en poste à l'ambassade de France à Beyrouth impliqués dans un trafic d'armes lourdes achetées au Liban qui durait depuis cinq ans... 16

Paris-Ile-de-France
Une expérience d'ilotage dans le onzième arrondissement... 20

ÉCONOMIE

Baisse du chômage
86 000 sans-emploi de moins entre mars 1989 et janvier 1990... 21

Tuffier va déposer son bilan
La société de Bourse victime de ses trop grandes ambitions... 21

Transports parisiens
Hausse moyenne de 4,5 % à partir du 1^{er} août... 22

ARTS • SPECTACLES

La sauvegarde du patrimoine marin • Cinéma : The King of New-York, d'Abel Ferrara • La saison 1990-1991 du Théâtre de l'Europe... pages 9 à 14

Services

Abonnements... 18
Admissions aux grandes écoles... 18
Annonces classées... 23 à 25
Carnet... 18
Marchés financiers... 26-27
Météorologie... 19
Mots croisés... 18
Radio-Télévision... 19

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 18 juillet 1990 a été tiré à 482 519 exemplaires.

QUAND ON EST UNIQUE

ON A DES DEVOIRS A L'EGARD DE LA MODE, DE LA DECORATION... ET DE SES CLIENTES !
Celui de vous offrir les plus beaux tissus du monde : nous les avons (et nous en sommes fiers).
L'acharnement d'obtenir un rapport qualité/prix exceptionnel : nous y réussissons.
La passion de la qualité et de la création : nous les adorons... (depuis 30 F le mètre)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

OUVERTURE
GALERIE DE PORTICCIO
PORTICCIO - CORSE
PEINTURES - DESSINS
TECHNIQUES MIXTES :
Jean-Laurent ALBERTINI, Peter BERGER, Colette FOURNIER, GILVARIO, Jean-Do LESCHI, Claire MONCHOUX, Viviane QUILICHINI, François RETALI
SCULPTURES :
Martin BROOMBERG, Elie CRISTIANI, Marc LEDOYEN

164 3.0 V6
Prix catalogue: 206.200 F
ACQUISITION EN LOA 37 MOIS: 206.200 F



OFFRE VALABLE JUSQU'AU 30.07.90

Location avec Option d'Achat pour une 164 V6 millésime 91, d'un prix d'achat de 206.200 F (prix TTC, clés en mains, de 2.02.90 - TVA 25 % incluse) pour une durée de 37 mois, avec un dépôt de garantie de 30.930 F TTC, un 1^{er} loyer de 51.302,56 F TTC* suivi de 12 loyers de 6.701,50 F TTC* puis de 24 loyers de 1.814,56 F TTC*.
La valeur de rachat TTC est égale au dépôt de garantie soit 30.930 F TTC (coût total en cas d'acquisition 206.200 F TTC* sous réserve d'acceptation du dossier par ALFA ROMEO FINANCIERMENT).
* Hors assurance.

GARAGE ROOSEVELT
37/45, Quai du Président Roosevelt
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX
Tél. (1) 45 54 97 40

PARIS EST AUTO
190 bis, Bd de Charonne
75020 PARIS
Tél. (1) 40 09 02 95